agglomération le grand sénonais

PLUi/h Grand Sénonais

PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL HABITAT DU GRAND SÉNONAIS

# 7.10 Annexe J
# PPRT
## Document approuvé

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DE L'YONNE

**PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (PPRT)**

_-_-_-_

**ÉTABLISSEMENT CHEMETALL**

_-_-_-_

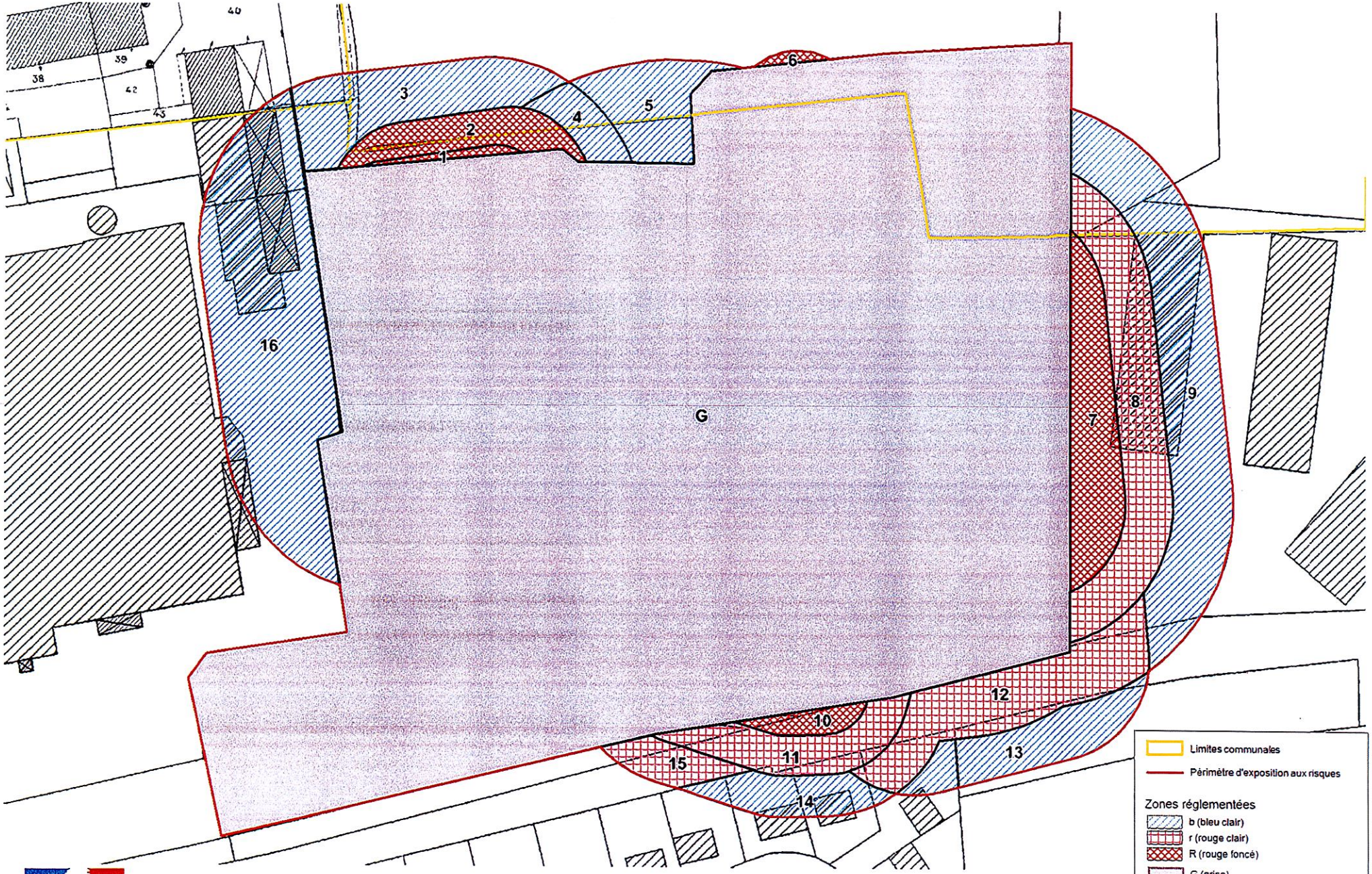
**SENS (YONNE)**

**APPROUVÉ LE** 05 SEP. 2011

**PAR ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N°** PREF - CAB - 2011 - 0290

# PLAN DE ZONAGE RÉGLEMENTAIRE

Copyright BD Parcellaire © IGN 2011 - DDT de l'Yonne - Reproduction interdite




Liberté · Égalité · Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DE L'YONNE

# PLAN DE ZONAGE RÉGLEMENTAIRE (PPRT DE CHEMETALL À SENS)

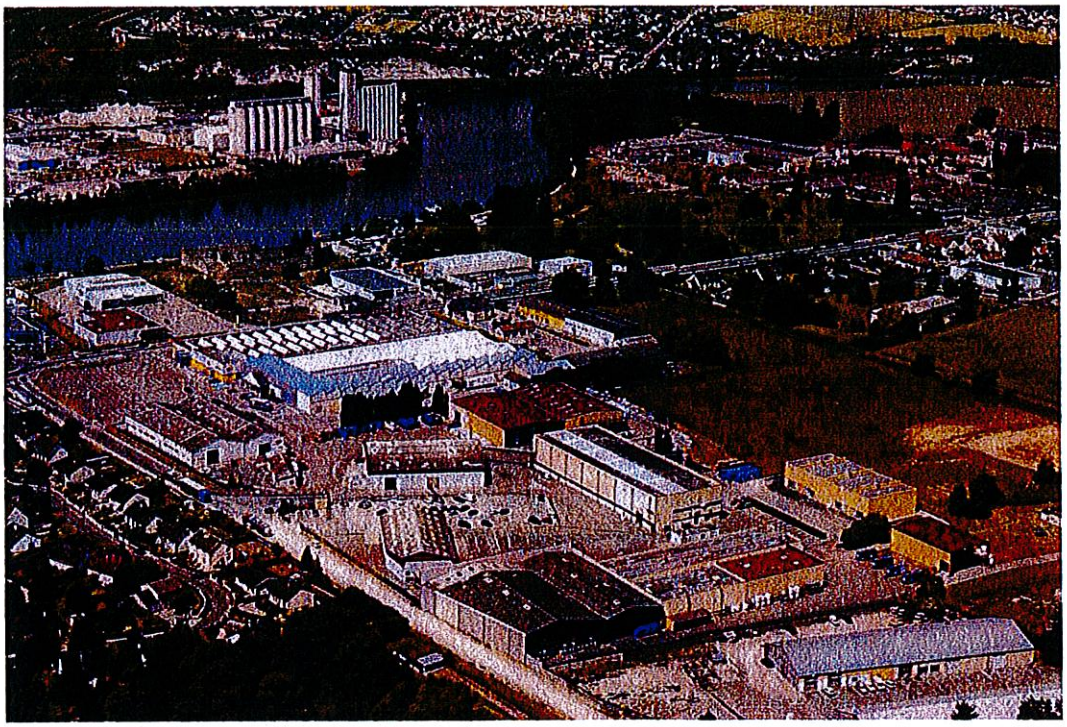
Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'YONNE

# PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (PPRT)

## ÉTABLISSEMENT CHEMETALL à SENS

### Communes de Sens, Saint-Clément et Saint-Denis-Les-Sens



# RÈGLEMENT

Approuvé le 05 SEP. 2011

par arrêté préfectoral n° PREF - CAB - 2011 - 0290

Préfecture de l'Yonne Protection civile 032

# SOMMAIRE

**TITRE I - PORTÉE DU PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (PPRT) - DISPOSITIONS GÉNÉRALES....4**

ARTICLE 1 : CHAMP D'APPLICATION....4
ARTICLE 2 : APPLICATION ET MISE EN OEUVRE DU PPRT....5

**TITRE II - RÉGLEMENTATION DES PROJETS....7**

CHAPITRE I - DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE « G » (GRISE)....7
CHAPITRE II - DISPOSITIONS APPLICABLES À LA ZONE « R » (ROUGE FONCÉ)....8
CHAPITRE III - DISPOSITIONS APPLICABLES À LA ZONE « R » (ROUGE CLAIR)....10
CHAPITRE IV - DISPOSITIONS APPLICABLES À LA ZONE « B » (BLEU CLAIR)....12
CHAPITRE V - DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES APPLICABLES À L'ENSEMBLE DES ZONES, POUR DES PROJETS NOUVEAUX....14

**TITRE III - MESURES DE PROTECTION DES POPULATIONS....15**

CHAPITRE I – AMÉNAGEMENT DES CONSTRUCTIONS EXISTANTES....15
CHAPITRE II – CONDITIONS PARTICULIÈRES D'UTILISATION ET D'EXPLOITATION....16
CHAPITRE III – PROTECTION ET INFORMATION DES POPULATIONS....16

**TITRE IV - SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE....17**

# TITRE I

# PORTÉE DU PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (PPRT) DISPOSITIONS GÉNÉRALES

## ARTICLE 1 : CHAMP D'APPLICATION

Le présent règlement s'applique aux parties des territoires des communes de SENS, SAINT-CLÉMENT et SAINT-DENIS-LES-SENS délimitées dans le plan de zonage réglementaire, soumises aux risques technologiques présentés par l'établissement CHEMETALL implanté à Sens dans l'Yonne.

### 1.1 – Objet du PPRT

La maîtrise du risque industriel mobilise différents outils réglementaires. Le PPRT correspond à la mise en œuvre du volet *« maîtrise de l'urbanisation »* de la politique de prévention du risque industriel autour des sites SEVESO avec servitudes (SEVESO AS).
C'est un outil réglementaire qui participe à la prévention des risques industriels dont les objectifs sont en priorité de :
- contribuer à la réduction des risques à la source ;
- agir sur l'urbanisation existante et nouvelle afin de limiter et, si possible, protéger les personnes des risques résiduels.

Cet outil permet d'agir, d'une part, par des mesures foncières sur la maîtrise de l'urbanisation existante à proximité des établissements industriels à l'origine des risques et, d'autre part, par l'interdiction ou la limitation de l'urbanisation nouvelle. De plus, des mesures de protection de la population peuvent être prescrites ou recommandées, en agissant en particulier sur les biens existants.

### 1.2 – Objectifs du règlement

Le PPRT a pour objectif de limiter les effets d'accidents susceptibles de survenir dans les installations de l'établissement CHEMETALL et pouvant entraîner des effets sur la salubrité, la santé et la sécurité publiques, directement ou indirectement (par pollution du milieu).
Il détermine un périmètre d'exposition aux risques en tenant compte de la nature et de l'intensité des risques technologiques décrits dans les études de dangers et les mesures de prévention mises en œuvre.

Le règlement du PPRT est opposable à toute personne publique ou privée qui désire entreprendre des constructions, installations, travaux ou activités, sans préjudice des autres dispositions législatives ou réglementaires qui trouveraient à s'appliquer. Les constructions, installations, travaux ou activités non soumis à un régime de déclaration ou d'autorisation préalable sont édifiés ou entrepris sous la seule responsabilité de leurs auteurs, dans le respect des dispositions du présent PPRT.

Dans toute la zone exposée aux risques technologiques, en vue de ne pas aggraver les risques ou de ne pas en provoquer de nouveaux, et d'assurer ainsi la sécurité des personnes et des biens, toute opportunité devra être saisie pour réduire la vulnérabilité des constructions, installations et activités existantes à la date de publication du présent document.

Les critères et la méthodologie qui ont déterminé les différentes zones réglementaires sont exposés dans la note de présentation du présent PPRT.

Sept classes d'aléa par type d'effet sont appréhendées par ce règlement :
- aléa Très Fort, aléa Fort, aléa Moyen +, aléa Moyen et aléa Faible pour l'effet thermique ;
- aléa Faible pour l'effet de surpression ;
- aléa Fort pour l'effet toxique.

En application de l'article L.515-16 du code de l'environnement, le PPRT délimite sur les territoires des communes de SENS, SAINT-CLÉMENT et SAINT-DENIS-LES-SENS, au sein du périmètre d'exposition aux risques, quatre zones de risques :

- la zone **grisée « G »**, correspondant à l'emprise d'activité de l'établissement CHEMETALL ;
- la zone **rouge foncé « R »**, correspondant au principe d'interdiction stricte ;
- la zone **rouge clair « r »**, correspondant au principe d'interdiction ;
- la zone **bleu clair « b »**, correspondant au principe d'autorisation sous réserves.

La création de ces zones est justifiée dans la note de présentation qui accompagne le présent règlement.

Dans ces zones, en fonction des types de risques, de leur gravité, de leur probabilité et de leur cinétique, le PPRT :

- réglemente la réalisation d'aménagements ou d'ouvrages, les constructions nouvelles et l'extension des constructions existantes, en les interdisant ou en les subordonnant au respect de prescriptions.
- prescrit des mesures de protection des populations face aux risques encourus (mesures relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des installations et des voies de communication) dans un délai de 5 ans à compter de la date d'approbation du PPRT pour les mesures sur les biens et activités, et de 1 an pour les mesures relatives aux voies de communication incombant aux gestionnaires des voies. Toutefois, pour les constructions régulièrement autorisées ou devenues définitives, il ne peut imposer que des *« aménagements limités »*, dont le coût resterait inférieur à 10 % de la valeur vénale ou moyenne estimée de ces biens.
- définit face aux risques encourus les recommandations tendant à renforcer la protection des populations relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des installations, des voies de communications et des terrains de camping ou de stationnement des caravanes.

## ARTICLE 2 : APPLICATION ET MISE EN OEUVRE DU PPRT

Le plan de prévention des risques technologiques approuvé vaut servitude d'utilité publique (article L.515-23 du code de l'environnement).
Il est porté à la connaissance des maires des communes situées dans le périmètre du plan en application de l'article L. 121-2 du code de l'urbanisme.
Il est annexé aux plans locaux d'urbanisme, conformément à l'article L. 126-1 du même code.

Le fait de construire ou d'aménager un terrain dans une zone interdite par un PPRT ou de ne pas respecter les conditions de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation prescrites par ce plan est soumis aux peines prévues par l'article L480-4 du code de l'urbanisme.
Les dispositions des articles L. 461-1, L. 480-1, L. 480-2, L. 480-3 et L. 480-5 à L. 480-12 du code de l'urbanisme sont également applicables aux infractions sus-visées, sous la seule réserve des conditions suivantes :

- les infractions sont constatées par les fonctionnaires et agents commissionnés à cet effet par l'autorité administrative compétente en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement et assermentés ;
- le droit de visite prévu à l'article L. 461-1 dudit code est également ouvert aux représentants de l'autorité administrative compétente en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement.

En cas de litige, les voies de recours habituelles pourront être utilisées, à savoir : recours gracieux, hiérarchique ou contentieux.

Tout nouveau projet, soumis à permis de construire, est subordonné à la réalisation d'une étude préalable de conformité au PPRT. Une attestation établie par l'architecte du projet, ou par un expert agréé, devra certifier la réalisation de cette étude et constater que le projet prend en compte les conditions du PPRT au niveau de sa conception en application de l'article R.431-16-c du code de l'urbanisme.

Extrait de l'article R.431-16 du code de l'urbanisme :
*« Le dossier joint à la demande de permis de construire comprend en outre, selon les cas :*
*[...]*
*c) Lorsque la construction projetée est subordonnée par un plan de prévention des risques naturels prévisibles approuvé, ou rendu immédiatement opposable en application de l'article L. 562-2 du code de l'environnement, ou par un plan de prévention des risques technologiques approuvé, à la réalisation d'une étude préalable permettant d'en déterminer les conditions de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation, une attestation établie par l'architecte du projet ou par un expert agréé certifiant la réalisation de cette étude et constatant que le projet prend en compte ces conditions au stade de la conception. »*

En fonction de l'évolution des connaissances ou du contexte, le PPRT pourra à tout moment être révisé conformément à la procédure administrative décrite dans les articles R. 515-39 à R. 515-50 du Code de l'environnement.

# TITRE II

# RÉGLEMENTATION DES PROJETS

## CHAPITRE I - DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE « G » (grise)

La zone grisée correspond à l'emprise d'activité de l'entreprise à l'origine du risque.

### ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

#### 1.1 - Interdictions

Est interdite :

Toute nouvelle construction, installation ou infrastructure, à l'exception de celles mentionnées à l'article I.1.2, et en particulier :

- Les changements de destination des constructions existantes en dehors du champ de l'activité industrielle existante ;
- Les constructions, extensions et ré-aménagements à usage d'habitation, ou d'hébergement, autre que le gardiennage ou la surveillance ;
- Les implantations, extensions et ré-aménagements d'établissement recevant du public (ERP) ;
- La création, l'élargissement ou l'extension de voiries de desserte qui ne sont pas strictement nécessaires aux activités exercées dans la zone, ou à l'acheminement des secours.

#### 1.2 – Est admis sous réserve de conditions ou de prescriptions

Tout projet lié à l'établissement à l'origine du risque, sous réserve de respecter la réglementation existante.

## CHAPITRE II - DISPOSITIONS APPLICABLES À LA ZONE « R » (rouge foncé)

La zone R est une zone soumise à :
- effets thermiques : aléas Très Fort et Fort ;
- effets de surpression : aléa Faible ;
- effets toxiques : aléa Fort.

| Zones | Types d'effet | Aléas |
|---|---|---|
| 1 | Thermique | Très Fort |
| | Surpression | Faible |
| 2 | Thermique | Fort |
| | Surpression | Faible |
| 6 | Toxique | Fort |
| 7 | Thermique | Très Fort |
| 10 | Thermique | Très Fort |

Cette zone n'a pas vocation à la construction ou à l'installation de nouveaux locaux autres que ceux liés à l'établissement à l'origine du risque, sur son unité foncière.

### ARTICLE 1 - LES PROJETS NOUVEAUX

#### 1.1 - Interdictions

Est interdite :

Toute nouvelle construction, installation ou infrastructure, à l'exception de celles mentionnées à l'article II.1.2.

#### 1.2 – Sont admis sous réserve de conditions ou de prescriptions

Sous réserve de respecter les règles de construction définies au chapitre V du titre II, sont admis :

- Les extensions, ou nouvelles installations classées, liées à l'établissement à l'origine du risque, sur son emprise foncière, sous réserve de respecter la réglementation existante et à condition que celles-ci n'entraînent pas une aggravation de l'aléa ;
- La création de voiries de desserte strictement nécessaires aux activités situées dans ou à proximité de la zone considérée ou à l'acheminement des secours, sous réserve qu'elles n'augmentent ni la fréquentation ni le temps de passage ;
- La création de voies ferrées strictement destinées à l'acheminement de marchandises des activités industrielles situées dans ou à proximité immédiate de la zone considérée, à condition que celles-ci n'entraînent pas une augmentation du risque.

## ARTICLE 2 : LES PROJETS SUR LES CONSTRUCTIONS, LES INSTALLATIONS ET INFRASTRUCTURES EXISTANTES

### 2.1 - Interdictions

Sont interdits :

Tout aménagement, toute extension, ou toute reconstruction, à l'exception de ceux mentionnés à l'article II.2.2.

### 2.2 – Sont admis sous réserve de conditions ou de prescriptions

Sous réserve de :

- Respecter les règles de construction définies au chapitre I du titre III ;
- Ne pas augmenter la vulnérabilité ;
- Ne pas créer d'établissement recevant du public (ERP) ;
- Ne pas créer de logement supplémentaire.

- Les travaux d'entretien ou de réparations ordinaires ;
- Les changements de destination ;
- L'élargissement, ou l'extension, de voiries de desserte strictement nécessaires aux activités situées dans la zone considérée ou à l'acheminement des secours, sous réserve qu'elles n'augmentent ni la fréquentation ni le temps de passage ;
- La modification, ou l'extension, de voies ferrées strictement destinées à l'acheminement de marchandises des activités industrielles situées dans ou à proximité immédiate de la zone considérée, à condition qu'elle n'entraîne pas une augmentation du risque.

## CHAPITRE III - DISPOSITIONS APPLICABLES À LA ZONE « r » (rouge clair)

La zone « r » est une zone soumise à des effets :
- Thermiques, d'aléas Fort et Moyen+ ;
- Surpression, d'aléa Faible ;
- Toxique, d'aléa Fort.

| Zones | Types d'effet | Aléas |
|---|---|---|
| 8 | Thermique | Fort |
| 11 | Thermique | Fort |
| 12 | Thermique | Moyen + |
| 15 | Thermique | Moyen |

Cette zone n'a pas vocation à la construction ou à l'installation de nouveaux locaux, autres que ceux liés à l'établissement à l'origine du risque sur son unité foncière.

### ARTICLE 1 : LES PROJETS NOUVEAUX

#### 1.1 - Interdictions

Sont interdits :

Toute nouvelle construction, installation, ou infrastructure, à l'exception de celles mentionnées à l'article III.1.2.

#### 1.2 – Sont admis sous réserve de conditions ou de prescriptions

Sous réserve de respecter les règles de construction définies au chapitre V du titre II, sont admis :

- Les extensions ou les nouvelles installations classées, liées à l'établissement à l'origine du risque, sur son emprise foncière, sous réserve de respecter la réglementation existante et à condition qu'elles n'entraînent pas une augmentation du risque ;
- Les constructions, installations, ou infrastructures, n'engendrant pas la présence de personnel (à l'exception d'interventions ponctuelles pour maintenance ou réparation), strictement nécessaires au fonctionnement des industries, activités et services publics ou collectifs situés dans ou à proximité immédiate de la zone considérée, qui ne sauraient être implantées en d'autres lieux, et sous réserve que les dispositions appropriées soient mises en œuvre pour préserver la solidité, la sécurité et le fonctionnement de ces ouvrages ;
- Les équipements sans personnel destinés à la production d'énergie renouvelable (ex : cellules photovoltaïques, panneaux solaires, géothermie, ...) ;
- La création de voiries de desserte strictement nécessaires aux activités situées dans ou à proximité immédiate de la zone considérée ou à l'acheminement des secours, sous réserve qu'elles n'augmentent ni la fréquentation ni le temps de passage ;
- La création de voies ferrées strictement destinées à l'acheminement de marchandises des activités industrielles situées dans ou à proximité immédiate de la zone considérée, à condition que celle-ci n'entraîne pas une augmentation du risque ;
- La création de pistes cyclables dédiée aux personnes résidant ou travaillant dans ou à proximité de la zone, sous réserve qu'elles aient pour fonction de sécuriser des déplacements effectués auparavant sur des axes routiers et de ne pas pouvoir les implanter hors zone d'aléa ou dans une zone d'aléa moins intense.

## ARTICLE 2 : LES PROJETS SUR LES CONSTRUCTIONS, LES INSTALLATIONS ET INFRASTRUCTURES EXISTANTES

### 2.1 - Interdictions

Sont interdits :

Tout aménagement, toute extension, ou toute reconstruction, à l'exception de ceux mentionnés à l'article III.2.2.

### 2.2 – Sont admis sous réserve de conditions ou de prescriptions

Sous réserve de :

- Respecter les règles de construction définies au chapitre I du titre III ;
- Ne pas augmenter la vulnérabilité ;
- Ne pas créer d'établissement recevant du public (ERP) ;
- Ne pas créer de logement supplémentaire.

Sont admis :

- Les travaux d'entretien ou de réparations ordinaires ;
- La reconstruction de bâtiments sinistrés, sous réserve que la destruction ne résulte pas de l'aléa technologique et que la surface hors œuvre nette (SHON) reste inchangée ;
- Les changements de destination ;
- L'élargissement ou l'extension de voiries de desserte strictement nécessaires aux activités situées dans ou à proximité immédiate de la zone considérée ou à l'acheminement des secours, sous réserve qu'ils n'augmentent ni la fréquentation ni le temps de passage ;
- La modification ou l'extension de voies ferrées strictement destinées à l'acheminement de marchandises des activités industrielles situées dans ou à proximité immédiate de la zone considérée, à condition que celle-ci n'entraîne pas une augmentation du risque.

## CHAPITRE IV - DISPOSITIONS APPLICABLES À LA ZONE « b » (bleu clair)

La zone « b » est une zone soumise à des effets :
- Thermiques, d'aléa Moyen ;
- Surpression, d'aléa Faible.

| Zones | Types d'effet | Aléas |
|---|---|---|
| 3 | Thermique | Moyen |
| 4 | Thermique | Moyen |
| | Surpression | Faible |
| 5 | Surpression | Faible |
| 9 | Thermique | Moyen |
| 13 | Thermique | Moyen |
| 14 | Thermique | Moyen |
| 16 | Thermique | Moyen |

Cette zone n'a pas vocation à la construction ou à l'installation de nouveaux locaux, autres que ceux liés à l'établissement à l'origine du risque sur son unité foncière.

### ARTICLE 1 : LES PROJETS NOUVEAUX

#### 1.1 Interdictions

Sont interdits :

Toute nouvelle construction, installation, ou infrastructure, à l'exception de celles mentionnées à l'article IV.1.2.

#### 1.2 – Sont admis sous réserve de conditions ou de prescriptions

Sous réserve de respecter les règles de construction définies au chapitre V du titre II, sont admis :

- Sur l'emprise foncière de l'établissement, les extensions ou les nouvelles installations classées liées à l'établissement à l'origine du risque ou pour ses besoins sous réserve de respecter la réglementation existante ;
- Les constructions, installations, ou infrastructures, n'engendrant pas la présence de personnel, à l'exception d'interventions ponctuelles pour maintenance, ou réparation, strictement nécessaires au fonctionnement des services publics, ou collectifs, à proximité immédiate de la zone considérée, qui ne sauraient être implantées en d'autres lieux, et sous réserve que les dispositions appropriées soient mises en œuvre pour préserver la solidité, la sécurité et le fonctionnement de ces ouvrages ;
- Les équipements sans personnel destiné à la production d'énergie renouvelable (ex : cellules photovoltaïques, panneaux solaires, géothermie, ...) ;
- La création de voiries de desserte strictement nécessaires aux activités situées dans ou à proximité immédiate de la zone considérée ou à l'acheminement des secours, sous réserve qu'elles n'augmentent ni la fréquentation ni le temps de passage ;
- La création de voies ferrées strictement destinées à l'acheminement de marchandises, des activités industrielles situées dans ou à proximité immédiate de la zone considérée, à condition que celle-ci n'entraîne pas une augmentation du risque ;
- La création de pistes cyclables dédiée aux personnes résidant ou travaillant dans ou à proximité de la zone, sous réserve qu'elles aient pour fonction de sécuriser des déplacements effectués auparavant sur des axes routiers et de ne pas pouvoir les implanter hors zone d'aléa ou dans une zone d'aléa moins intense.

## ARTICLE 2 : LES PROJETS SUR LES CONSTRUCTIONS, LES INSTALLATIONS ET LES INFRASTRUCTURES EXISTANTES

### 2.1 - Interdictions

Sont interdits :

Tout aménagement, toute extension, ou toute reconstruction, à l'exception de ceux mentionnés à l'article IV.2.2.

### 2.2 – Sont admis sous réserve de conditions ou de prescriptions

Sous réserve de :

- Respecter les règles de construction définies au chapitre I du titre III ;
- Ne pas augmenter la vulnérabilité ;
- Ne pas créer d'établissement recevant du public (ERP) ;
- Ne pas créer de logement supplémentaire.

Sont admis :

- Les travaux d'entretien ou de réparations ordinaires ;
- La reconstruction de bâtiments sinistrés sous réserve que la destruction ne résulte pas de l'aléa technologique et que l'emprise au sol de cette reconstruction n'excède pas celle du bâtiment préexistant ;
- Les changements de destination ;
- L'élargissement, ou l'extension, de voiries de desserte strictement nécessaires aux activités situées dans ou à proximité immédiate de la zone considérée ou à l'acheminement des secours, sous réserve qu'ils n'augmentent ni la fréquentation ni le temps de passage ;
- La modification, ou l'extension, de voies ferrées strictement destinées à l'acheminement de marchandises des activités industrielles situées dans ou à proximité immédiate de la zone considérée, à condition que celle-ci n'entraîne pas une augmentation du risque.

## CHAPITRE V - DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES APPLICABLES À L'ENSEMBLE DES ZONES, POUR DES PROJETS NOUVEAUX

### Article 1 - Dispositions générales

L'ensemble d'une construction et les éléments qui la constituent (notamment les charpentes, couvertures, façades, menuiseries, vitrages ...) devront résister aux effets auxquels ils sont exposés. Ces effets, ainsi que leurs niveaux d'intensité, sont précisés dans le tableau ci-dessous. La nature des phénomènes est décrite dans la note de présentation qui accompagne le présent règlement.

| Zones | Types d'effet | Aléas | Zones | Types d'effet | Aléas |
|---|---|---|---|---|---|
| 1 | Thermique | Très Fort | 8 | Thermique | Fort |
| | Surpression | Faible | 9 | Thermique | Moyen |
| 2 | Thermique | Fort | 10 | Thermique | Très Fort |
| | Surpression | Faible | 11 | Thermique | Fort |
| 3 | Thermique | Moyen | 12 | Thermique | Moyen + |
| 4 | Thermique | Moyen | 13 | Thermique | Moyen |
| | Surpression | Faible | 14 | Thermique | Moyen |
| 5 | Surpression | Faible | 15 | Thermique | Moyen |
| 6 | Toxique | Fort | 16 | Thermique | Fort |
| 7 | Thermique | Très Fort | | | |

### Article 2 - L'aléa surpression

La construction devra résister à la surpression instantanée à laquelle elle est exposée.

### Article 3 - L'aléa toxique

La construction devra protéger pour une durée illimitée ses occupants face au nuage toxique auquel elle est exposée.

### Article 4 - L'aléa thermique

La construction devra résister pour une durée illimitée au flux thermique auquel elle est exposée.

**Rappel :**

**Étude préalable de conformité au PPRT obligatoire**

***« Tout nouveau projet, soumis à permis de construire, est subordonné à la réalisation d'une étude préalable de conformité au PPRT.***
***Une attestation établie par l'architecte du projet ou par un expert agréé, devra certifier la réalisation de cette étude et constater que le projet prend en compte les conditions du PPRT au niveau de sa conception, en application de l'article R.431-16-c du code de l'urbanisme. »***
*(Titre I – Article 2 du présent règlement)*

# TITRE III

# MESURES DE PROTECTION DES POPULATIONS

## CHAPITRE I – AMÉNAGEMENT DES CONSTRUCTIONS EXISTANTES

### Article 1 - Les prescriptions

Pour les biens existants à la date d'approbation du PPRT et selon leur localisation dans l'une des zones listées dans le tableau ci-dessous, des travaux de réduction de la vulnérabilité doivent être réalisés dans un délai de 5 ans afin d'assurer la protection des occupants de ces biens pour chacun des effets auxquels ils sont exposés.
Ces effets, ainsi que leurs niveaux d'intensité, sont précisés dans le tableau ci-dessous. La nature des phénomènes est décrite dans la note de présentation qui accompagne le présent règlement.

L'objectif de performance que les constructions doivent atteindre est fixé :
- au niveau de sécurité « N1 » pour l'aléa thermique M, F et F+ des constructions à usage d'habitation et des établissements susceptibles de recevoir du public ;
- au niveau de sécurité « N3 » pour l'aléa thermique M, F et F+ des constructions à vocation d'activité.

On entend par niveau de sécurité « N1 » :

La mise en œuvre d'une protection du bâtiment pour une durée de sollicitation illimitée de l'aléa thermique. Ce niveau de sécurité concerne toutes les parties d'ouvrage de l'enveloppe extérieure du bâti à protéger.

On entend par niveau de sécurité « N3 » :

La mise en œuvre d'une zone de mise à l'abri à l'intérieur du bâtiment pour une durée de sollicitation illimitée de l'aléa thermique. La zone de mise à l'abri devra être en mesure d'accueillir le nombre maximum de personnes susceptibles d'être présentes dans le bâtiment. En outre, le bâtiment enveloppe de cette zone de mise à l'abri devra présenter un niveau de sécurité « N1 » pour le niveau d'aléa inférieur, assurant au moins une non propagation de l'incendie.

Si, pour un bien donné, le coût de ces travaux dépasse 10% de sa valeur vénale ou moyenne estimée, des travaux de protection à hauteur de 10% de cette valeur vénale doivent être mis en œuvre afin de protéger ses occupants avec une efficacité aussi proche que possible de l'objectif précité.

| Zones | Types d'effet | Aléas | Zones | Types d'effet | Aléas |
|---|---|---|---|---|---|
| 1 | Thermique | Très Fort | 8 | Thermique | Fort |
| | Surpression | Faible | 9 | Thermique | Moyen |
| 2 | Thermique | Fort | 10 | Thermique | Très Fort |
| | Surpression | Faible | 11 | Thermique | Fort |
| 3 | Thermique | Moyen | 12 | Thermique | Moyen + |
| 4 | Thermique | Moyen | 13 | Thermique | Moyen |
| | Surpression | Faible | 14 | Thermique | Moyen |
| 5 | Surpression | Faible | 15 | Thermique | Moyen |
| 6 | Toxique | Fort | 16 | Thermique | Fort |
| 7 | Thermique | Très Fort | | | |

### Article 2 - Les recommandations (cf. Cahier des recommandations )

Si le montant des travaux de protection prescrits à l'article 1 dépasse 10 % de la valeur vénale ou moyenne estimée du bien, il est recommandé d'assurer la protection des occupants de ces biens pour chacun des effets auxquels ils sont exposés, avec une efficacité aussi proche que possible de l'objectif précité.

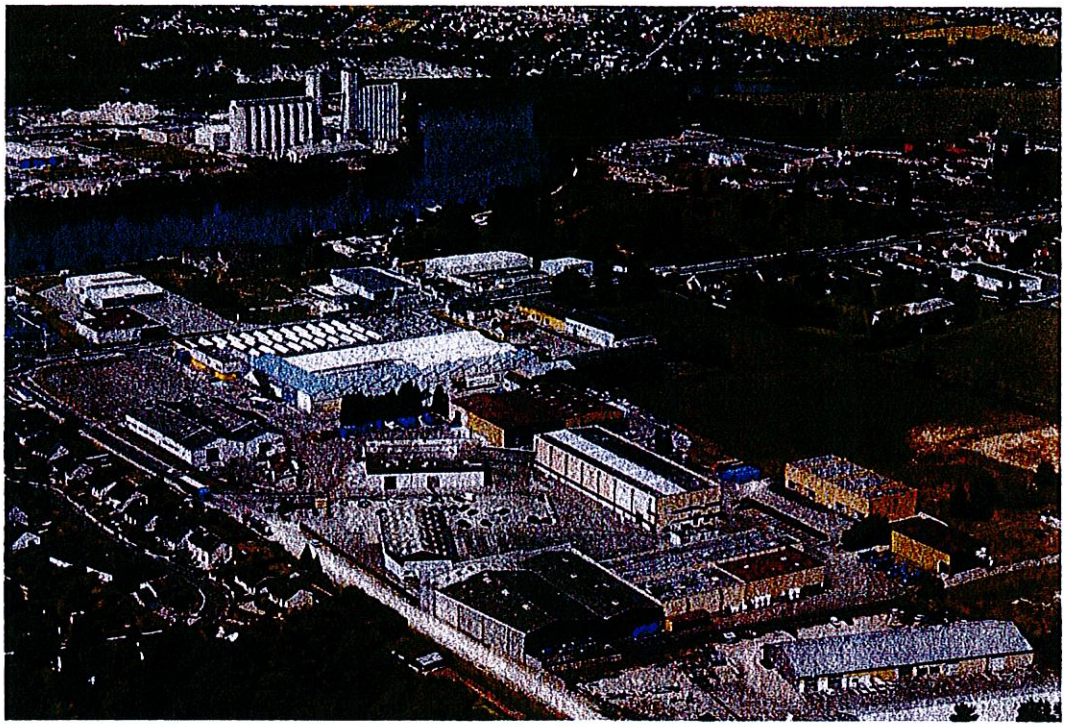
Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'YONNE

# PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (PPRT)

## ÉTABLISSEMENT CHEMETALL à SENS

### Communes de Sens, Saint-Clément et Saint-Denis-Les-Sens



# NOTE DE PRÉSENTATION

Approuvé le 05 SEP. 2011

par arrêté préfectoral n° PREF - CAB - 2011 - 0290

Préfecture de l'Yonne Protection civile 032

*Direction départemental des territoires de l'Yonne*
*3 Rue Monge*
*B.P. 79*
*89011 AUXERRE Cedex*

*Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement*
*et du logement de Bourgogne*
*B.P. 27805*
*21078 DIJON Cedex*

SOMMAIRE

# Table des matières

1 Éléments de terminologie et introduction....5
1.1 Éléments de terminologie....5
1.2 Introduction....6
1. Maîtrise des risques à la source....6
2. Maîtrise de l'urbanisation....6
3. Maîtrise des secours....7
4. Information et concertation du public....7
1.3 Le plan de prévention des risques technologiques....7
1.3.1 Objectifs et principes....7
1.3.2 La démarche concrète d'élaboration d'un PPRT....8
1.3.3 La procédure administrative d'élaboration d'un PPRT....9
2 Contexte territorial....13
2.1 Présentation du site industriel....13
2.1.1 Informations relatives à l'établissement....13
2.1.2 Risques associés aux établissements....16
2.2 Conditions actuelles de la gestion des risques chez les exploitants....16
2.2.1 La réduction du risque à la source....17
2.2.3 Mesures actuelles de maîtrise de l'urbanisation....18
2.2.4 L'organisation des secours....19
2.2.5 L'information du public....19
2.3 Contexte géographique, communal et intercommunal....20
3 Justification du PPRT et de son dimensionnement....21
3.1 Identification et caractérisation des phénomènes dangereux....21
3.2 Phénomènes dangereux pertinents pour le PPRT....24
3.3 Évolution des phénomènes dangereux pris en compte pour le PPRT....25
3.4 Périmètre d'étude et périmètre d'exposition aux risques....26
3.4.1 Délimitation du périmètre d'étude....26
3.4.2 Périmètre d'exposition aux risques....27
4 Les modes de participation du PPRT....29
4.1 Les personnes et organismes associés (POA) à l'élaboration du PPRT....29
4.2 La phase de concertation....29
4.3 L'avis du CLIC....30
4.4 L'enquête publique....30
5 Les études techniques du PPRT....33
5.1 Mode de qualification de l'aléa....33
5.2 Caractérisation des enjeux....37
5.2.1 Objectifs de l'analyse des enjeux....37
5.2.2 Méthodologie appliquée....37
5.2.3 L'identification des enjeux pour la réalisation du PPRT....37
5.2.3.1 Qualification de l'urbanisation existante....39
5.2.3.2 Les infrastructures de transports....39
5.2.3.3 Les établissements recevant du public....40
5.2.3.4 Les usages de l'espace public....40
5.2.3.5 Les ouvrages d'intérêt général (OIG)....40
5.2.4.1 Estimation globale des populations résidentes et des emplois....40
5.2.4.2 Perspectives de développement contenues dans le PLU....41
5.2.4.3 Enjeux environnementaux, patrimoniaux et économiques....41
5.3 Finalisation de la séquence d'étude technique....41
5.3.1 Superposition des aléas et des enjeux....41
5.3.2 Obtention du zonage brut....42
5.3.3 Détermination des investigations complémentaires....46

6 La stratégie du PPRT....47
6.1 Les principales orientations proposées....47
6.1.1 Encadrer l'urbanisation future ou l'évolution de l'urbanisation existante....47
6.1.2 Agir sur l'existant par des mesures foncières....47
6.1.3 Mesures de protection des populations....47
6.1.3.1 Prescriptions sur le bâti existant....47
6.1.3.2 Restriction des usages dans le périmètre d'exposition aux risques....48
6.1.3.3 Mesures relatives à l'information et la protection des populations....48
7 L'élaboration du plan de zonage réglementaire et de son règlement....49
7.1 Les principes de délimitation dans le plan de zonage réglementaire....49
7.2 Les choix retenus en fonction du contexte local....49
7.3 Synthèse des principes réglementaires par zone....51
7.4 Le règlement du PPRT....51
7.4.1 La structure du règlement....51
7.4.2 Les différents types de règles du PPRT....52
7.4.3 Délais de réalisation des prescriptions réglementaires....53
7.4.4 Les recommandations....53
8 Annexes....55
Annexe 1 – Arrêtés préfectoraux relatifs à la prescription du PPRT....57
Annexe 2 – Arrêtés préfectoraux relatifs au CLIC....69
Annexe 3 – Bilan de la concertation....77
Annexe 4 – Avis des Personnes et Organismes Associés (POA)....81
Annexe 5 – Principaux textes de référence....91

# 1 Éléments de terminologie et introduction

## 1.1 Éléments de terminologie

**Abréviations :**

AS : Autorisation avec Servitudes
CLIC : Comité Local d'Information et de Concertation
DICRIM : Dossier d'Information Communal sur les Risques Majeurs
DDT : Direction Départemental des Territoires (ex-DDE)
DDRM : Dossier Départemental des Risques Majeurs
DREAL : Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
PCS : Plan Communal de Sauvegarde
PLU/POS : Plan Local d'Urbanisme / Plan d'Occupation des Sols
POA : Personnes et Organismes Associés à l'élaboration du PPRT
POI : Plan d'Opération Interne
PPI : Plan Particulier d'Intervention
PPRT : Plan de Prévention des Risques Technologiques

**Définitions :**

*Potentiel de danger* (ou « source de danger » ou « élément porteur de danger ») : système d'une installation ou disposition adoptée par un exploitant qui comporte un (ou plusieurs) danger(s), il est donc susceptible de causer des dommages aux personnes, aux biens ou à l'environnement.

*Accident majeur* : événement tel qu'une émission de substances toxiques, un incendie ou une explosion d'importance majeure résultant de développements incontrôlés survenus au cours de l'exploitation d'un établissement, entraînant pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, des conséquences graves, immédiates ou différées, et faisant intervenir une ou plusieurs substances ou préparations dangereuses. L'accident majeur est donc un phénomène dangereux entraînant des conséquences sur les tiers (personnes extérieures au site).

*Phénomène dangereux* : libération de tout ou partie d'un potentiel de danger, produisant des effets, susceptibles d'infliger un dommage à des enjeux vulnérables (personnes, bâtiments...), sans préjuger de l'existence de ces derniers.

*Effets* : il y a trois principaux types d'effets possibles pour un phénomène dangereux : toxique (lié à un dégagement de gaz ou de fumées toxiques), thermique (dû à un incendie) et surpression (suite à une explosion). Ils sont mesurés selon quatre niveaux d'intensité croissante : indirects (pour la surpression), irréversibles, létaux et létaux significatifs.

*Intensité des effets d'un phénomène dangereux* : mesure physique de l'intensité du phénomène (thermique, toxique, surpression, projections). Les échelles d'évaluation de l'intensité se réfèrent à des seuils d'effets moyens conventionnels sur des types d'éléments vulnérables [ou cibles] tels que *"homme"*, *"structure"*. Elles sont définies, pour les installations classées, dans l'arrêté du 29/09/2005. L'intensité ne tient pas compte de l'existence ou non de cibles exposées. Elle est cartographiée sous la forme de zones d'effets pour les différents seuils.

*Aléa* : probabilité qu'un phénomène dangereux produise en un point donné des effets d'une intensité donnée, au cours d'une période déterminée.

*Enjeux* : ce sont les personnes, biens, activités, éléments du patrimoine culturel ou environnemental, susceptibles d'être affectés ou endommagés par un aléa. Ils sont liés à l'occupation du territoire et à son fonctionnement.

*Vulnérabilité* : la vulnérabilité est la sensibilité plus ou moins forte d'un enjeu à un aléa donné. Par exemple, on distinguera des zones d'habitat de zones de terres agricoles, les premières étant plus sensibles que les secondes à un aléa d'explosion en raison de la présence de constructions et de personnes.

*Gravité* : On distingue l'intensité des effets d'un phénomène dangereux de la gravité des conséquences découlant de l'exposition de cibles de vulnérabilités données à ces effets. La gravité des conséquences potentielles prévisibles sur les personnes, prises parmi les intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, résulte de la combinaison en un point de l'espace de l'intensité des effets d'un phénomène dangereux et de la vulnérabilité des personnes potentiellement exposées.

*Risque Technologique* : c'est la combinaison de l'aléa et de la vulnérabilité des enjeux. Le risque peut être décomposé selon les différentes combinaisons de ses trois composantes que sont l'intensité, la vulnérabilité et la probabilité.

*Périmètre d'étude* : courbe enveloppe des zones soumises à des effets liés à certains phénomènes dangereux, dans laquelle est menée la démarche PPRT.

*Périmètre d'exposition aux risques : courbe enveloppe des effets des phénomènes dangereux retenus pour le PPRT.*

*Stratégie du PPRT* : l'objectif de la stratégie du PPRT est de conduire, avec les POA, à la mise en forme partagée des principes de zonage et à l'identification des alternatives et solutions possibles en matière de maîtrise de l'urbanisation.

## 1.2 Introduction

La France compte environ 500 000 établissements relevant de la législation des installations classées en fonction de leur activité, de la nature et de la quantité de produits (hydrocarbures, explosifs, engrais...), stockés ou mis en œuvre. Pour chaque niveau de danger, un régime réglementaire et des contraintes spécifiques s'appliquent à ces établissements.
Les installations qui présentent les dangers les plus forts sont soumises au régime d'Autorisation avec Servitudes (AS) et relèvent également de la directive SEVESO. La politique de prévention des risques technologiques, se décline, pour ces installations, selon quatre volets :

### 1. Maîtrise des risques à la source

L'exploitant doit démontrer la maîtrise des risques sur son site et le maintien de ce niveau de maîtrise via une étude de dangers et un Système de Gestion de la Sécurité (SGS).
La priorité est en effet accordée à la maîtrise et à la réduction du risque à la source ; la sécurité se jouant d'abord au sein des entreprises.
Cependant, un accident majeur étant toujours susceptible de se produire, des mesures complémentaires sont mises en place, visant à réduire l'exposition des populations aux risques.

### 2. Maîtrise de l'urbanisation

Elle permet de limiter le nombre de personnes exposées en cas d'occurrence d'un phénomène dangereux. Différents outils permettent de remplir cet objectif : Plan Local d'Urbanisme (PLU), Projet d'Intérêt Général (PIG), Servitudes d'Utilité Publique (SUP)...
Cependant, ces instruments permettent uniquement l'interdiction de nouvelles constructions autour des installations à risque. C'est pourquoi, la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 a institué les Plans de Prévention des Risques Technologiques (PPRT). Ne s'appliquant qu'aux installations AS, ces PPRT vont non seulement permettre de mieux encadrer l'urbanisation future autour des établissements AS existants, mais également de résorber les situations difficiles héritées du passé pour les établissements existants et régulièrement autorisés à la date du 31 juillet 2003.

### 3. Maîtrise des secours

L'exploitant et les pouvoirs publics conçoivent des plans de secours pour permettre de limiter les conséquences d'un accident majeur (Plan d'Opération Interne : POI, Plan Particulier d'Intervention : PPI).

### 4. Information et concertation du public

Le développement d'une culture du risque est indispensable pour que chacun puisse jouer un rôle effectif dans la prévention des risques. Différentes instances de concertation sont mises en place autour des sites présentant des risques majeurs. Les Comités Locaux d'Information et de Concertation (CLIC) constituent des lieux de débat et d'échange sur la prévention des risques industriels entre les différents acteurs (exploitants, pouvoirs publics, associations mais également riverains et salariés). Dans certaines régions, les Secrétariats Permanents pour la Prévention des Pollutions et des Risques (SPPPI) viennent compléter ce dispositif.
Parallèlement, préfets et maires ont l'obligation d'informer préventivement les citoyens sur les risques via le Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM) et le Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM). L'exploitant doit également informer les populations riveraines par la publication d'une plaquette d'information sur les risques présentés par son site et la conduite à tenir en cas d'accident majeur, dans le cadre de la mise en place du PPI.
Enfin, la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages a introduit l'obligation d'information des acquéreurs et locataires (IAL) de biens immobiliers par les vendeurs et bailleurs sur les risques auxquels un bien est soumis et les sinistres qu'il a subis dans le passé.

## 1.3 Le plan de prévention des risques technologiques

### 1.3.1 Objectifs et principes

Le Plan de Prévention des Risques Technologiques défini par la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages est élaboré et arrêté par l'État sous l'autorité du Préfet du département. L'objectif d'un PPRT est d'apporter une réponse aux situations difficiles en matière d'urbanisme héritées du passé et de mieux encadrer l'urbanisation future autour des établissements à haut risque technologique et classés AS – Seveso seuil haut.

Dans ce cadre, on s'intéresse exclusivement à l'impact des accidents industriels sur les enjeux humains, sachant que la situation de vulnérabilité des personnes peut dépendre des dispositifs de protection par le bâti.
Les PPRT délimitent ainsi un périmètre d'exposition aux risques autour des installations classées à haut risque à l'intérieur duquel différentes zones peuvent être réglementées en fonction des risques.

Pour la gestion de l'urbanisation future, ce zonage délimite :

- des zones d'interdiction, à l'intérieur desquelles les constructions futures peuvent être interdites,
- des zones de prescriptions, à l'intérieur desquelles peuvent être imposées des prescriptions techniques de protection applicables sur les constructions futures (neuves ou extensions),
- des zones de prescriptions des usages,
- des zones de recommandation.

Pour la gestion des bâtis existants, sont définis :

- des secteurs avec **mesures foncières** possibles, ceux à l'intérieur desquels il sera possible de déclarer d'utilité publique l'**expropriation** pour cause de danger très grave menaçant la vie humaine et ceux à l'intérieur desquels les communes pourront donner aux propriétaires un droit de **délaissement** pour cause de danger grave menaçant la vie

humaine. Enfin, sont définis les secteurs à l'intérieur desquels les communes pourront instaurer un droit de préemption permettant d'acquérir les biens immobiliers à l'occasion de transferts de propriétés. Les mesures d'expropriation et de délaissement nécessitent la signature d'une convention de financement tripartite (État, exploitants et collectivités territoriales compétentes ou leurs groupements compétents). L'initiative de l'expropriation ou du délaissement revient alors à la commune ;

- des secteurs de **prescription de travaux de protection sur le bâti existant** qui doivent être mis en œuvre par les propriétaires, exploitants et utilisateurs des biens existants dans les délais que le PPRT détermine. Ces travaux seront souvent limités par la difficulté de réalisation ou leur coût qui ne doit pas excéder 10 % de la valeur vénale ou estimée des biens exposés avant l'arrêté de prescription du PPRT. Les propriétaires des biens concernés peuvent prendre l'initiative de les adopter malgré tout. La réalisation de travaux prescrits aux propriétaires d'habitations principales ouvre droit à un crédit d'impôt dans le cadre des dépenses engagées au titre de la réalisation des travaux de prévention des risques technologiques ;
- des zones de **recommandation** (renforcement du bâti sans caractère obligatoire, usage...)

Ainsi, le PPRT permet d'agir sur l'urbanisation existante et future par des dispositions d'urbanisme, des dispositions sur le bâti, des mesures foncières, et des prescriptions sur les usages.

Un PPRT s'élabore autour d'un site pour lequel son exploitant a démontré que le niveau de risque était aussi bas que possible compte tenu de l'état des connaissances, des pratiques et de la vulnérabilité de l'environnement (on parle de mesures de réduction du risque à la source dite « complémentaires » dont le coût n'est pas disproportionné par rapport aux bénéfices attendus). Ceci constitue un préalable à la démarche. Dans certains cas exceptionnels, une mesure de réduction du risque à la source « supplémentaire » (et souvent extrême : déménagement du site...) peut être choisie par le PPRT si, à résultat équivalent, son coût de mise en œuvre est inférieur au coût des mesures foncières. Une fois approuvé, le PPRT donne une assise juridique aux mesures à prendre et vaut servitude d'utilité publique. Il s'impose donc aux documents d'urbanisme.
Pour aboutir à une acceptation partagée du PPRT, une démarche d'élaboration est menée en association et en concertation avec les acteurs concernés.

### 1.3.2 La démarche concrète d'élaboration d'un PPRT

Cette démarche comporte trois séquences successives qui s'articulent autour d'une phase de stratégie du PPRT :

- la séquence d'étude technique permet une représentation technique de l'exposition aux risques du territoire concerné ;
- la phase de stratégie du PPRT conduit à définir le projet de maîtrise des risques sur le territoire concerné ;
- la séquence d'élaboration du projet de PPRT consiste à rédiger les différents documents du projet de PPRT et à finaliser la procédure administrative.

La **séquence d'étude technique** permet aux personnes et organismes associés et à la population de cerner les composantes du risque et d'appréhender l'ensemble des éléments retenus pour adapter la réponse réglementaire du PPRT.
Cette séquence d'étude technique inclut notamment :

- l'examen des études de dangers ;
- l'analyse et la cartographie des aléas technologiques issus d'installations classées AS ;
- l'analyse et la cartographie des enjeux du territoire concerné ;
- une représentation de l'exposition des enjeux aux différents aléas.

La caractérisation des aléas technologiques est instruite par les services de l'inspection des installations classées sur la base des études de dangers fournies par l'exploitant. C'est à cette étape que l'administration s'assure du bon niveau de maîtrise du risque de l'établissement par l'exploitant.

Elle aboutit à trois cartographies d'aléas technologiques, une par type d'effets (toxique, thermique, surpression).
Pour les phénomènes dangereux à cinétique rapide, il s'agit d'attribuer un des sept niveaux d'aléa, en chaque point du territoire, pour chaque type d'effets, définis réglementairement par : TF+ (Très Fort plus), TF (Très Fort), F+ (Fort plus), F (Fort), M+ (Moyen plus), M (Moyen), Fai (Faible).
Pour les phénomènes dangereux à cinétique lente, l'approche consiste à déterminer la courbe enveloppe des effets irréversibles.

L'analyse des enjeux est réalisée par la Direction Départementale des Territoires ; elle doit permettre d'identifier les éléments du territoire à prendre en compte (constructions, occupations du sol, aménagements), qui feront potentiellement l'objet d'une réglementation.

**L'élaboration de la stratégie du PPRT**
Le croisement des aléas et des enjeux permet d'effectuer une première cartographie des zones et secteurs pouvant être réglementés (appelé plan de zonage brut) et d'engager d'éventuelles investigations complémentaires (évaluation des biens exposés, approche de la vulnérabilité). Ces deux éléments sont les supports de la stratégie du PPRT qui constitue une étape clé de la procédure.
L'objectif de cette étape est double :

- présenter et expliquer les mesures inéluctables ainsi que les choix possibles en fonction du contexte local ;
- échanger avec les parties prenantes pour fixer les dispositions du PPRT en tenant compte des spécificités du territoire, des projets de développement local, des contraintes financières et des dispositifs supplémentaires apportés par l'exploitant.

La stratégie est l'occasion d'évaluer le montant des financements à prévoir entre l'exploitant, l'État et la Collectivité pour la mise en œuvre des secteurs d'expropriation ou de délaissement possibles.

**Finalisation du projet de PPRT**
Il comprend trois éléments clés :

- le plan de zonage réglementaire cartographie les zones et les secteurs du territoire retenus lors de la stratégie ;
- le règlement du PPRT dresse les mesures spécifiques en chaque zone définie par le plan de zonage réglementaire ;
- la note de présentation explique et justifie la démarche. Elle motive les choix du plan de zonage réglementaire et du règlement.

Le projet de PPRT ainsi rédigé est soumis aux acteurs associés puis à l'ensemble de la population dans le cadre d'une enquête publique. Il est ensuite éventuellement modifié afin de tenir compte des propositions faites et le PPRT est alors approuvé par arrêté préfectoral.

### 1.3.3 La procédure administrative d'élaboration d'un PPRT

Sous la responsabilité de l'État, l'élaboration des PPRT – régie par des règles homogènes au niveau national – est au service des enjeux locaux.

1. **L'arrêté de prescription**, pris par le préfet, détermine :
   - le périmètre d'étude du plan ;
   - la nature des risques pris en compte ;
   - les services instructeurs ;
   - la liste des personnes et organismes associés (POA) ainsi que les modalités de leur association à l'élaboration du projet : on retrouve notamment les communes et les établissements publics de coopération intercommunale sur les territoires desquels le plan doit être élaboré, les exploitants des installations à l'origine du risque, le comité local d'information et de concertation (CLIC) ;
   - Il fixe les modalités de la concertation avec les habitants, les associations locales et les autres personnes intéressées.

2. **Le bilan de la concertation** est communiqué aux personnes et organismes associés et rendu public dans des conditions que l'arrêté de prescription détermine.

3. L'**avis des personnes et organismes associés (POA)** sur le projet de plan est recueilli par le préfet. À défaut de réponse dans un délai de deux mois à compter de la saisine, leur avis est réputé favorable.

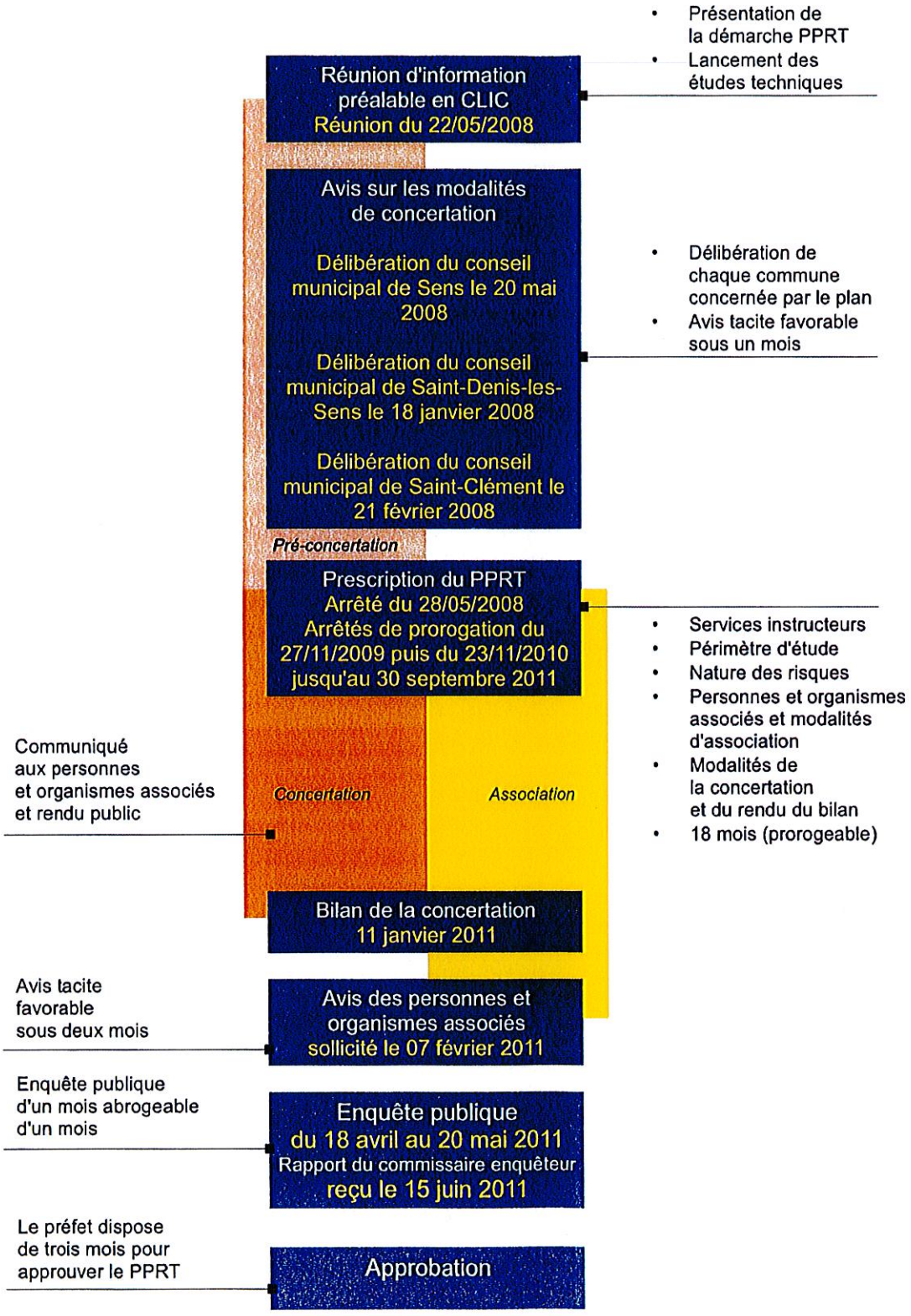
4. Le projet de PPRT, éventuellement modifié pour tenir compte du bilan de la concertation et de l'avis des personnes et organismes associés, est ensuite **soumis à une enquête publique**, d'une durée d'un mois prorogeable un mois.

5. À l'issue de l'enquête publique, **le plan éventuellement modifié est approuvé par arrêté préfectoral** dans un délai de trois mois à compter de la réception en préfecture du rapport du commissaire enquêteur ou de la commission d'enquête. Si les circonstances l'exigent, notamment pour prendre en compte l'importance des remarques formulées, le préfet peut, par arrêté motivé, fixer un nouveau délai.

Le code de l'environnement prévoit que le PPRT soit approuvé dans les dix-huit mois qui suivent l'arrêté préfectoral prescrivant son élaboration. Si les circonstances l'exigent, notamment pour prendre en compte la complexité du plan ou l'ampleur et la durée des consultations, le préfet peut, par arrêté motivé, fixer un nouveau délai. Ultérieurement, le PPRT peut être révisé ou abrogé dans le cas où l'établissement ne relève plus du régime AS ou lorsqu'il cesse son activité.

Un guide méthodologique, essentiellement à destination des services instructeurs, propose des outils et des méthodes d'élaboration du PPRT.

Le plan de prévention des risques technologique autour de la société CHEMETALL a été prescrit par arrêté du préfet de l'Yonne en date du 28 mai 2008. Le délai d'élaboration a été prolongé par les arrêtés préfectoraux en date du 27 novembre 2009 et du 23 novembre 2010. (Arrêtés joints en annexe 1)
Cette élaboration est rythmée par un certain nombre d'étapes prévues par la réglementation et reproduites sur le schéma suivant :



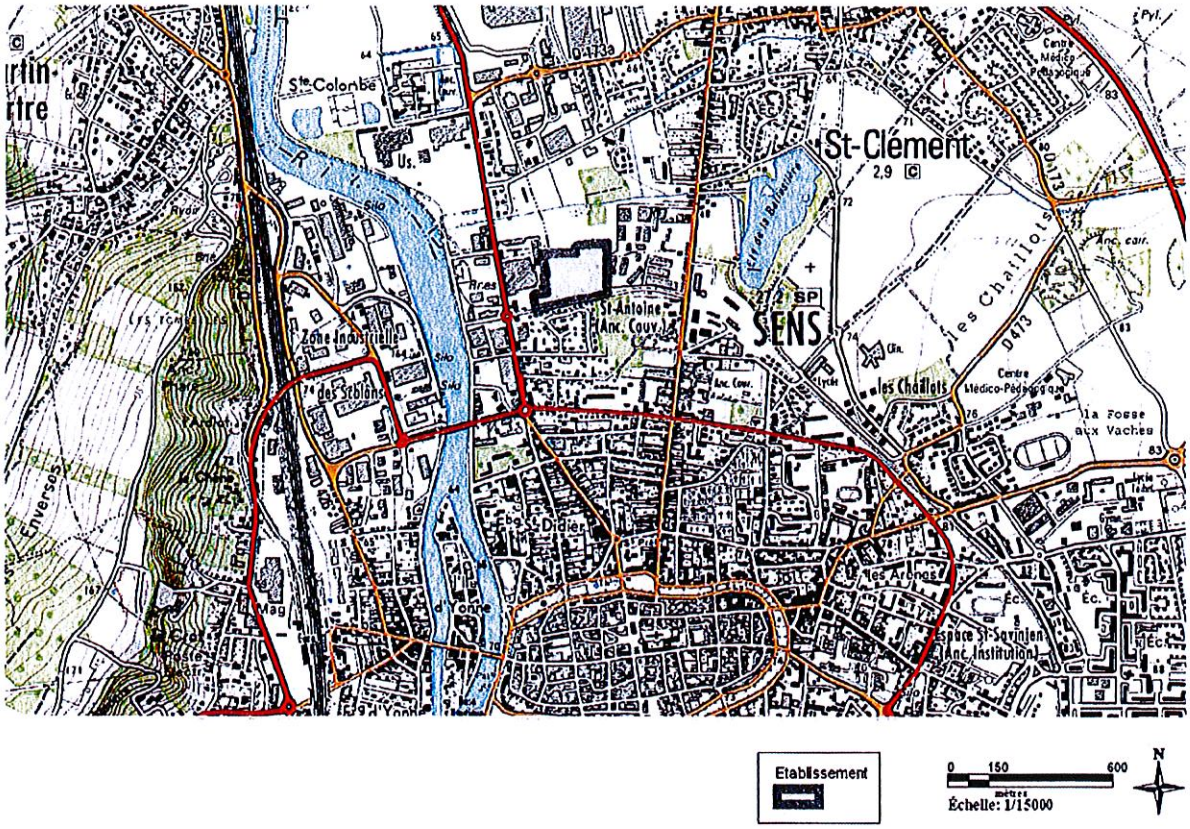
# 2 Contexte territorial

## 2.1 Présentation du site industriel

L'établissement à l'origine de l'aléa est localisé sur la commune de Sens.

### 2.1.1 Informations relatives à l'établissement

L'établissement est implanté en rive droite de l'Yonne, en face de la zone industrielle des Sablons qui est quant à elle, située rive gauche.




| | |
|---|---|
| Établissement : | Société CHEMETALL SA |
| Adresse du siège social : | CHEMETALL SA<br>51 rue Pierre<br>92111 Clichy cedex |
| Adresse de l'établissement : | 11 Boulevard de la manutention<br>BP 362<br>89103 SENS cedex |
| N°SIRET : | 542 044 417 00070 |
| Code NAF : | 2059Z |

Le site de l'établissement est reparti sur les communes de Saint Clément, St Denis les Sens et Sens, sur un terrain d'environ 11 hectares.

L'activité existe sur ce site depuis 1930.

L'établissement est spécialisé dans la fabrication de produits chimiques, destinés en particulier à l'industrie du traitement de surfaces. Il est constitué d'ateliers de fabrications et d'unités de magasinage de matières premières, de produits finis et de négoce.

L'usine a une capacité de production de 21 000 tonnes de produits liquides et solides par an et emploie environ 60 personnes.

L'établissement est classé **SEVESO seuil haut** au titre des rubriques 1110, 1111, 1131 et 1172 de la nomenclature.

Il est soumis à **Autorisation avec Servitudes (AS),** en raison des quantités de produits toxiques stockés et mis en œuvre sur le site.

Les installations sont régulièrement autorisées et réglementées par l'arrêté préfectoral n° PREF-DCDD-2006-345 du 31 juillet 2006 modifié.

Son classement au titre de la législation des installations classées s'établit de la façon suivante :

| *N°nomenclature* | *Désignation de la rubrique* | *Volume des activités* | *AS/A/D* |
|---|---|---|---|
| **1110-1** | **Très toxiques** *(fabrication industrielle de substances et préparations)* telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement, ou par d'autres rubriques de la nomenclature, et à l'exclusion de l'uranium et ses composés.<br>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :<br>• supérieure ou égale à 20 T<br>• Inférieure à 20 T | Fabrication de solution cyanurée, de mélange solide cyanuré, de mélange de poudres chromatées, de solution chromatée, de solution fluorée à plus de 7 %.<br>Les quantités présentes dans les ateliers de fabrication étant au maximum de 40 T :<br>• 1,5 tonnes dans le bâtiment H<br>• 38,5 tonnes dans le bâtiment K. | **AS** |
| **1111-1a** | **Très toxiques** *(emploi ou stockage de substances et préparations)* telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature, et à l'exclusion de l'uranium et ses composés.<br>Substances et préparations solides ; la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 T, mais inférieure à 20 T | La quantité de produits T + solides, stockée sur le site, est au maximum de 32 tonnes dont :<br>• 20 tonnes d'anhydride chromique<br>• 4 tonnes de bichromate (Matière Première)<br>• 8 tonnes de produits bichromatés (Produit Fini) | **AS** |
| **1111-2a** | **Très toxiques** *(emploi ou stockage de substances et préparations)* telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature, et à l'exclusion de l'uranium et ses composés.<br>Substances et préparations liquides ; la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 20 T | La quantité de produits T + liquides stockée sur le site, est au maximum de 90 tonnes:<br>• 3,5 tonnes de HF à 50 % (Matière première)<br>• 6,5 tonnes de solution contenant plus de 7 % de HF (Produit Fini)<br>• 80 tonnes de solution contenant du bichromate chromique à plus de 7%. | **AS** |
| **1611-1** | **Acide acétique à plus de 50 % du poids d'acide, acide chlorhydrique à plus de 20 % en poids d'acide, acide formique à plus de 50 % en poids d'acide, acide nitrique à plus de 20 % mais à moins de 70 % en poids d'acide, acide picrique à moins de 70 % en poids d'acide, acide phosphorique, acide sulfurique à plus de 25 % en poids d'acide, anhydride phosphorique, anhydride acétique** *(emploi ou stockage d').*<br>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 250 T | La quantité maximale d'acide stockage en vrac sur le site est de 327 T :<br>• 46 T (25 m $^3$) d'$H_2SO_4$ à 96 %<br>• 17 T (15 m$^3$) d'HCl à 33 %<br>• 56 T (40 m$^3$) d'$HNO_3$ à 69 %<br>• 157 T (100m$^3$) d'$H_3PO_4$ à 75 %<br>La quantité de matières premières acides, conditionnées et de produits finis liquides corrosifs acides est de 400 tonnes. | **A** |
| **1130-2** | **Toxiques** *(fabrication industrielle de substances et préparations)* telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par d'autres rubriques de la nomenclature ainsi que du méthanol.<br>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 200 T | Fabrication de préparation toxique *(mélange à base d'acide chromique et de nitrite).*<br>Les quantités présentes dans les ateliers de fabrication sont de :<br>• 3 tonnes dans le bâtiment H<br>• 100 T dans le bâtiment K. | **A** |

| N°nomenclature | Désignation de la rubrique | Volume des activités | AS/A/D |
|---|---|---|---|
| 1131-1b | **Toxiques** *(emploi ou stockage de substances et préparations)* telles définies à la rubrique 1000, à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature ainsi que du méthanol.<br>1 – substances et préparations solides, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 50 T et inférieure à 200 T. | Les quantités de substances et préparations toxiques solides, présentes sur le site, sont de 90 tonnes :<br>• 20 tonnes de nitrite de sodium<br>• 70 tonnes de produits finis solides. | A |
| 1131-2a | **Toxiques** (*emploi ou* stockage de substances et préparations) telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature ainsi que du méthanol.<br>Substances et préparations liquides ; la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 200 T | La quantité de substances et préparations toxiques liquides, présente sur le site, est de 210 tonnes :<br>• 60 tonnes de nitrite de Na à 40 %<br>• 32 tonnes de solution chromique et/ou fluorées à moins de 7 % et plus de 1 %<br>• des solutions à base de toxiques | AS |
| 1172-1 | **Dangereux pour l'environnement –A-, très toxiques pour les organismes aquatiques** *(stockage et emploi de substances)* telles que définies à la rubrique 1000 à l'exclusion de celles visées nominativement ou par famille par d'autres rubriques.<br>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 200 T | La quantité de substances dangereuses employée et stockée sur le site est de 280 tonnes. | AS |
| 1176 | **Antimoine, argent, baryum, bore, cadmium, chrome, cobalt, cuivre, étain (à l'exclusion des composés organostanniques), molybdène, nickel, plomb, tellure, titane, vanadium, zinc** *(fabrication industrielle de composés d')* | Capacité de l'unité est de 80 tonnes/jour. | A |
| 1200-2b | **Comburants** *(fabrication, emploi ou stockage de substances ou préparations)* telles que définies à la rubrique 1000 à l'exclusion des substances visées nominativement ou par famille par d'autres rubriques.<br>Emploi ou stockage. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 50 T, mais inférieure à 200 T | La quantité de produits comburants présente sur le site est de 115 T :<br>• 15 T de chlorates<br>• 15 T de nitrates<br>• 15 T de permanganate<br>• 70 T de produits finis à base de chlorates, nitrate, permanganate... | A |
| 1432-2b | **Liquides inflammables** *(stockage en réservoirs manufacturés de).*<br>Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 $m^3$ mais inférieure ou égale à 100 $m^3$ | La quantité de produits inflammables de première catégorie stockée sur le site est de 30 $m^3$. | D |
| 1510 | **Entrepôts couverts** *(stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes dans des)* à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant, par ailleurs, de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque et des établissements recevant du public.<br>Le volume des entrepôts étant supérieur à 50 000 $m^3$ | Les entrepôts de stockage des bâtiments G, L, P, C, M, V et T représentent un volume total de 80000 $m^3$.<br>La quantité de produits combustibles stockés dans ces entrepôts est d'environ 700 tonnes. | A |
| 1611-1 | **Acide acétique à plus de 50 % du poids d'acide, acide chlorhydrique à plus de 20 % en poids d'acide, acide formique à plus de 50 % en poids d'acide, acide nitrique à plus de 20 %, mais à moins de 70% en poids d'acide, acide picrique à moins de 70 % en poids d'acide, acide phosphorique, acide sulfurique à plus de 25 % en poids d'acide, anhydride phosphorique, anhydride acétique** *(emploi ou stockage d').*<br>La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 250 T | La quantité maximale d'acide stockage en vrac sur le site est de 327 T :<br>• 28 T (15 $m^3$) d'$H_2SO_4$ à 96 %<br>• 23 T (20 $m^3$) d'HCl à 33 %<br>• 56 T (40 $m^3$) d'$HNO_3$ à 40 %<br>• 220 T (140 $m^3$) d'$H_3PO_4$ à 75 %<br><br>La quantité de matières premières acides, conditionnées et de produits finis liquides corrosifs acides est de 400 T. | A |
| 1630-1 | **Soude ou potasse caustique** *(emploi ou stockage de lessives de).*<br>Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium.<br>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 250 T. | La quantité de stocks en vrac sur le site est de 180 T :<br>- 90 tonnes (50 $m^3$)de NaOH à 50 %<br>- 90 tonnes (50 $m^3$)de KOH à 50 %.<br>La quantité de produits finis liquides corrosifs alcalins est de 400 T. | A |

| *N°nomenclature* | *Désignation de la rubrique* | *Volume des activités* | *AS/A/D* |
|---|---|---|---|
| **2515-1** | **Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels.** La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 200 kW. | La puissance installée est de 260 kW. | **A** |
| **2630-a** | **Détergents et savons** (*fabrication industrielle de ou à base de*). La capacité de production étant supérieure ou égale à 5 T/j. | La capacité de produits de l'unité est de 6 tonnes/j. | **A** |
| **2910-A2** | **Combustion** à l'exclusion des installations visées par les rubriques 167 C et 322 B4. La puissance thermique maximale est définie comme la quantité maximale de combustible, exprimée en PCI, susceptible d'être consommée par seconde. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW | La puissance théorique de l'ensemble des installations de combustion est de 5,3 MW | **D** |
| **2920** | **Installation de compression** fonctionnant à des pressions effectives supérieurs à $10^5$ Pa utilisant des fluides non inflammables et non toxiques. | L'installation comprend 4 compresseurs d'air dont la puissance cumulée atteint 75 kW. | **D** |
| **2925** | **Charge d'accumulateur,** la puissance maximum de courant continu, utilisable pour cette opération étant supérieure à 10 kW. | La puissance maximum de courant continu utilisable est de 38 kW. | **D** |

(**AS** : autorisation avec servitudes d'utilité publique – **A** : autorisation – **D** : Déclaration)

### 2.1.2 Risques associés aux établissements

Les phénomènes dangereux pouvant se produire sont des incendies de produits stockés, l'explosion de solvant dans l'atelier de fabrication ou l'émission de produit toxique.

Les principaux effets à l'extérieur de l'établissement sont des flux thermiques ayant pour origine l'incendie des produits stockés dans les bâtiments M, M', L et G.

Les effets d'une explosion sont susceptibles d'atteindre le terrain, propriété de CHEMETALL au nord de l'établissement.

Les effets toxiques sont issus de l'incendie de produits stockés dans le bâtiment T.

## 2.2 Conditions actuelles de la gestion des risques chez les exploitants

La politique française de gestion du risque industriel s'organise autour de trois principes :

- la réduction du risque à la source ;
- la limitation des effets d'un accident ;
- la limitation des conséquences.

En terme d'action des pouvoir publics, ces trois principes se déclinent en quatre piliers :

- la réduction du risque à la source ;
- la maîtrise de l'urbanisation ;
- l'organisation des secours ;
- l'information du public.

### 2.2.1 La réduction du risque à la source

L'étude de dangers, réalisée par l'exploitant, sous sa responsabilité, constitue le point de départ de la maîtrise des risques sur le site. Établie selon une méthodologie bien définie, elle doit permettre :

- de dresser **un état des lieux des phénomènes dangereux** et **accidents majeurs** susceptibles de survenir sur le site puis d'établir un programme d'amélioration de la sécurité ;
- de justifier que, dans des conditions économiquement acceptables, **un niveau de risque aussi bas que possible est atteint**, compte tenu de l'état des connaissances et des pratiques ainsi que de la vulnérabilité de l'environnement de l'installation.

Cette évaluation du niveau de maîtrise des risques présenté par l'établissement se fait au moyen de **l'analyse des risques**, en évaluant les mesures de sécurité mises en place par l'exploitant, ainsi que l'importance des dispositifs et dispositions d'exploitation, techniques, humains ou organisationnels, qui concourent à cette maîtrise. Elle décrit les scénarios qui conduisent aux phénomènes dangereux et accidents potentiels. Aucun scénario ne doit être ignoré ou exclu sans justification préalable explicite.
Elle porte sur **l'ensemble des modes de fonctionnement envisageables** pour les installations, y compris les phases transitoires, les interventions ou modifications prévisibles susceptibles d'affecter la sécurité, les marches dégradées prévisibles, de manière d'autant plus approfondie que les risques ou les dangers sont importants. Elle conduit l'exploitant des installations à identifier et hiérarchiser les points critiques en termes de sécurité, en référence aux bonnes pratiques ainsi qu'au retour d'expérience de toute nature.

Obligation est faite aux exploitants de réactualiser cette étude à chaque modification notable des installations, ou, *a minima*, tous les 5 ans en tenant compte du retour d'expérience et des avancées techniques, afin d'avoir une **approche dynamique de la gestion du risque.**
Lors de l'instruction de l'étude de dangers, l'inspection des installations classées est amenée à apprécier la démarche de maîtrise des risques mise en place par l'exploitant. Cette appréciation peut être différente du jugement de l'exploitant.

L'autorisation d'exploiter a été accordée sur la base d'un dossier établi en 2000. Ce dossier comportait notamment une étude de dangers définissant les risques inhérents à l'établissement et proposant les mesures de prévention et de protection visant à réduire ces risques. Ces mesures complétées par des prescriptions imposées par la réglementation consistent en des dispositions constructives (cellules de stockage, murs coupe-feu, portes coupe-feu, bassin de rétention déporté...), des mesures de protection incendie (détection incendie, système d'extinction automatique dans les cellules de stockage de peroxydes organiques, RIA...) et des mesures organisationnelles (séparation des produits, plan de secours, SGS - système de gestion de la sécurité...)

L'exploitant a produit une étude de dangers en mars 2006, complétée d'éléments nécessaires à l'instruction du PPRT en avril 2007 et en octobre 2009.

Les différents éléments relatifs à la réduction des risques à la source obtenus dans le cadre des travaux relatifs à l'élaboration du PPRT portent sur :

- **<u>les émissions de rejets toxiques de type dioxyde d'azote ($NO_2$) au niveau de l'aire de dépotage :</u>**

Cette aire de dépotage est en relation avec différents réservoirs de stockage liquide tels que des réservoirs de stockage de HCl, $H_3PO_4$, $H_2SO_4$, $HNO_3$ et $NaNO_2$. L'examen des risques potentiellement générés a été expertisé dans le cadre du dossier instruit en 2002. Bien que ces phénomènes soient considérés comme extrêmement peu probables (classe de probabilité E au sens de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005) par la société CHEMETALL, grâce notamment aux mesures en place et aux améliorations apportées (mise en place de détrompeur, libération du dépotage après vérification et analyse du produit à transférer, opération réalisée en 2 temps avec un premier transfert limitant la quantité et vérification qu'aucune réaction ne se produit),

l'inspection a demandé à la société CHEMETALL d'examiner les mesures complémentaires de réduction des effets de ces phénomènes. Après analyse de différentes solutions (évolution des conditions de réception des produits et de la procédure de dépotage), la société CHEMETALL a proposé de relever la hauteur des évents jusqu'à 9 ou 12 m de hauteur selon l'installation de stockage concernée.

**La mise en œuvre de ce dispositif permet de ne plus créer d'atmosphère dépassant les seuils d'effets (effets létaux et irréversibles) en dehors des limites de l'établissement à hauteur d'homme en cas d'accident pour les 4 premiers phénomènes identifiés dans le tableau présenté au paragraphe 3.3 du présent rapport.**

- **les effets de surpression générés lors d'une explosion de vapeurs d'alcool des substances stockées à proximité du bâtiment V,**

L'exploitant a proposé la modification du conditionnement de ces substances. Celles-ci sont stockées dorénavant dans des armoires dédiées situées hors du bâtiment V.

**Cette disposition a pour conséquence de pouvoir considérer une absence de confinement de ces substances en cas de renversement de l'un des fûts à proximité de ces armoires, ce qui permet de ne plus avoir d'effet de surpression en dehors des limites de l'établissement en cas d'accident.**

- **Les effets thermiques émanant du bâtiment C**

L'incendie de produits stockés dans le bâtiment C était susceptible de générer des effets thermiques sur le parking de Conforama.

**L'exploitant a réalisé une étude qui a démontré qu'une réorganisation complète des modalités de stockage dans ce bâtiment permet de ne plus avoir d'effet thermique à l'extérieur de l'établissement. Ce point a été validé par l'inspection des installations classées et a fait l'objet d'une prescription par l'arrêté préfectoral du 12 janvier 2011.**

L'examen de ces éléments permet de constater que la démarche de maîtrise des risques effectuée sur l'ensemble de l'établissement a été correctement menée par l'exploitant.

De plus, afin d'évaluer l'analyse des risques et le niveau de risque attribué par l'exploitant à chacun des accidents majeurs potentiels, la réglementation impose que l'étude de dangers précise le positionnement des accidents potentiels susceptibles d'affecter les personnes à l'extérieur de l'établissement selon la grille de l'annexe V de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié.

**Le positionnement du site au regard de la grille définie dans la circulaire du 29 septembre 2005, permet de considérer que ce site présente une maîtrise satisfaisante des risques des risques générés par ses installations.** En effet, il ressort de l'application de cette grille d'appréciation à l'établissement qu'aucun accident potentiel ne se situe dans une case « Non » et que le nombre total d'accidents situés dans des cases « MMR rang 2 » n'est pas supérieur à 5 (en fait, aucun accident n'est situé en MMR rang 2).

### 2.2.3 Mesures actuelles de maîtrise de l'urbanisation

La maîtrise de l'urbanisation permet de limiter le nombre de personnes exposées en cas d'occurrence d'un phénomène dangereux. Différents outils permettent de remplir cet objectif : Plan Local d'Urbanisme (PLU), Projet d'Intérêt Général (PIG), Servitudes d'Utilité Publique (SUP)...
Cependant, ces instruments permettent uniquement l'interdiction de nouvelles constructions autour des installations à risque. C'est pourquoi la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 a institué les **Plans de Prévention des Risques Technologiques (PPRT)**. Ne s'appliquant qu'aux installations AS, SEVESO seuil haut. Ces PPRT vont non seulement permettre de mieux encadrer l'urbanisation future autour des établissements AS, SEVESO seuil haut existants, mais également résorber les situations difficiles héritées du passé.

Pour prévenir les conséquences potentielles d'un éventuel accident majeur dans l'environnement de l'établissement CHEMETALL, un projet d'intérêt général (PIG) a été instauré par arrêté préfectoral du 15 novembre 1990. Cet arrêté prévoyait un périmètre de protection autour de l'établissement CHEMETALL impactant le territoire des communes de Sens, St-Denis-les-Sens et St-Clément. Il s'agit d'une zone de protection de 350 m de rayon autour de l'établissement CHEMETALL, qui détermine les seuls types d'occupation des sols autorisées, de la manière suivante :

- Société CHEMETALL et annexes situées dans son voisinage proche ;
- Ses voies d'accès et voies de circulation intérieure ;
- Établissements industriels exerçant des activités compatibles, sous réserves qu'ils emploient un faible effectif salarié et qu'ils soient dotés de moyens et de procédures d'intervention appropriés ;
- Les voies de dessertes de ces établissements voisins ;
- Constructions non habitées peu fréquentées (abris de jardin, hangars agricoles, etc.) ;
- Sont en outre interdits : les lieux de rassemblement de personnes (stades, bases de loisirs, lieux de culte, marchés, écoles, hôpitaux...), les agglomérations denses, les immeubles de grande hauteur ou formant mur rideau, et les établissements recevant du public (ERP).

Ces dispositions devaient être reprises dans les PLU des communes concernées.

L'arrêté préfectoral qui a instauré le PIG ayant servi à maîtriser l'urbanisation autour de ce site est maintenant caduc en application de l'article R.121-4 du code de l'urbanisme (décret n°2001-260 du 27 mars 2001).

### 2.2.4 L'organisation des secours

L'établissement CHEMETALL à Sens dispose d'un plan d'opération interne (POI) élaboré par l'exploitant. Le POI organise l'alerte, définit l'attitude à tenir par l'exploitant et les mesures d'information des autorités. Il est entièrement sous la responsabilité de l'exploitant ayant la charge de le mettre en œuvre en cas de problème. Il est examiné par l'administration afin d'être certain que les mesures prévues sont en concordance avec l'organisation des secours.

Pour les situations présentant un risque pour les personnes situées à l'extérieur de l'emprise foncière de l'établissement CHEMETALL à Sens, un plan particulier d'intervention (PPI) a été élaboré par la préfecture (approuvé le 12 février 2008 après avis préalables des Maires et consultation du public).
Le PPI est déclenché par le Préfet à la demande de l'exploitant s'apercevant que les mesures prises dans le cadre du POI ne suffisent pas à traiter un accident et que cela peut générer des risques à l'extérieur de l'établissement. Le PPI précise les conduites à tenir par les populations et les conséquences possibles. Il définit les mesures à prendre par les services à l'extérieur de l'enceinte (les dispositions à prendre à l'intérieur de l'enceinte étant du ressort de l'établissement).
Les événements redoutés identifiés dans le PPI sont :

- dispersion de vapeurs nitreuses
- explosion
- incendie

Ces plans sont régulièrement testés.

De plus, un Plan communal de sauvegarde (PCS) existe pour St-Clément et pour St-Denis-les-Sens (en cours de réalisation pour Sens). Le PCS est un plan communal d'urgence qui recense les risques de la commune et les moyens disponibles pour mettre en œuvre une cellule de crise.

### 2.2.5 L'information du public

Différentes instances de concertation sont mises en place autour des sites présentant des risques majeurs.

Concernant l'établissement CHEMETALL, son comité local d'information et de concertation (CLIC) a été créé par l'arrêté préfectoral n° PREF/CAB/2006-008 du 06 janvier 2006. Les CLIC constituent des lieux de débats et d'échanges sur la prévention des risques industriels entre les différents acteurs (exploitants, pouvoirs publics mais également riverains et salariés). Ces comités ont notamment pour missions d'émettre des observations sur les documents d'information du public relatifs aux risques technologiques et d'être associé à l'élaboration du PPRT, sur lequel son avis est par ailleurs demandé.
Plusieurs réunions du CLIC de CHEMETALL ont déjà eu lieu et leurs comptes rendus sont consultables sur le site Internet http://www.acerib.fr et http://www.yonne.pref.gouv.fr

Parallèlement, les préfets et les maires ont l'obligation d'informer préventivement les citoyens sur les risques : via le dossier départemental des risques majeurs (DDRM), le dossier synthétique communal (DSC) ou le document d'information communale sur les risques majeurs (DICRIM).
Le DDRM de l'Yonne (mis à jour en décembre 2010) est destiné à informer les citoyens sur les risques naturels et technologiques, et à sensibiliser les responsables et les acteurs des risques majeurs. Il fait état des risques industriels sur les communes de St-Denis-les-Sens, St-Clément et Sens.
Ce DDRM est consultable sur le site Internet de la préfecture : http://www.yonne.pref.gouv.fr.
Un DCS a été diffusé par communes concernées et il est consultable en mairie. Ce dossier donnera lieu à un DICRIM dès que le PPRT aura été défini.

L'exploitant informe également toutes les populations exposées aux risques, par la publication et la diffusion d'une plaquette d'information sur les risques présentés par son site, et la conduite à tenir dans le cadre de la mise en place du plan particulier d'intervention (PPI) en cas d'accident majeur.

Enfin, la loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages a introduit l'obligation d'information des acquéreurs et locataires (IAL) de biens immobiliers, par les vendeurs et bailleurs, sur les risques auxquels un bien est soumis et les sinistres qu'il a subi dans le passé. Cette information est obligatoire lors de la vente ou de la location d'un bien.

## 2.3 Contexte géographique, communal et intercommunal

L'établissement CHEMETALL est implanté à Sens, en milieu urbain. Le site couvre environ 11 ha. Seule la moitié sud est utilisée à titre industriel. La moitié nord est principalement occupée par des champs. Aux débuts de l'activité, en 1930, il n'y avait que des champs tout autour de l'usine. L'urbanisation a depuis rejoint le site, par implantation de magasins, d'habitations et d'équipements.

Sens est chef-lieu d'arrondissement (sous-préfecture) et chef-lieu de 3 cantons.
La ville compte près de 30 000 habitants et son aire urbaine environ 57 000 : c'est de ce fait la 2ème ville du département de l'Yonne et la 6ème de la région Bourgogne. L'arrondissement connaît l'expansion démographique la plus rapide de Bourgogne sur les 15 dernières années pour atteindre les 100 000 habitants.

Sens se situe au nord de la Bourgogne, à la frontière de 3 autres régions (Île-de-France, Centre et Champagne-Ardennes), à 120 km au sud-est de Paris, en couronne périphérique de l'agglomération parisienne. Le secteur est très couverts par des voies de communication fortement structurantes. Il est soumis a une très importante pression urbaine.

La ville de Sens est traversée par deux rivières : l'Yonne et la Vanne.

Sens est la commune centrale de plusieurs établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), dont notamment la Communauté de communes du Sénonais (CCS) qui succède, depuis janvier 2002, au District de l'agglomération sénonaise qui avait été créé en juillet 1962.
La CCS regroupe 9 communes : Courtois-sur-Yonne, Gron, Maillot, Malay-le-Grand, Paron, Rosoy, St-Clément, St-Martin-du-Tertre et Sens.

# 3 Justification du PPRT et de son dimensionnement

En application de l'article L.515-15 du code de l'environnement, l'État doit élaborer et mettre en œuvre un Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) pour chaque établissement soumis à autorisation avec servitudes. Ce PPRT poursuit l'objectif de mieux encadrer l'urbanisation future autour des sites, mais également de résoudre les situations difficiles en matière d'urbanisme héritées du passé.
Au vu des éléments exposés précédemment, il apparaît que CHEMETALL est un établissement soumis à autorisation avec servitudes. Un PPRT doit donc être élaboré autour de l'établissement.
Ce PPRT doit réglementer les occupations et utilisations du sol qui seront compatibles avec le niveau d'aléa.
Une fois approuvé, le PPRT vaut servitude d'utilité publique. Il est porté à la connaissance des maires des communes touchées par le périmètre d'exposition aux risques du plan en application de l'article L.121-2 du code de l'urbanisme et annexé aux documents d'urbanisme en vigueur, conformément à l'article L.126-1 du même code.

## 3.1 Identification et caractérisation des phénomènes dangereux

**L'étude de dangers** établie par l'exploitant a été remise à l'administration le 15 mars 2006 puis complétée le 3 avril 2007 et le 5 octobre 2009.
Elle a notamment identifié dans une analyse préliminaire les phénomènes dangereux susceptibles d'avoir des effets à l'extérieur du site puis caractérisé, pour chacun des phénomènes dangereux retenus, sa probabilité d'occurrence, sa cinétique et l'intensité de ses effets.

Cette évaluation est faite selon les éléments définis par l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation (Annexe 5)

Ainsi, l'exploitant a étudié en détail 20 phénomènes dangereux résultant de l'incendie total ou partiel des produits stockés dans les différents bâtiments et de l'explosion de vapeurs d'alcool dans le bâtiment de production ou en zone de stockage et d'émissions toxiques dues à des mélanges de produits incompatibles. Les effets examinés sont les effets thermiques, toxiques et de surpression.

Le tableau ci-dessous présente les phénomènes et leurs conséquences à l'extérieur de l'établissement tels qu'établis par l'exploitant dans son étude de dangers et ses compléments à la date de rédaction de la présente note.

| Référence phénomènes | Équipement concerné | Caractéristiques | Phénomène sortant du site | Observations |
|---|---|---|---|---|
| Introduction de nitrite de sodium ($NaNO_2$) dans une cuve de stockage d'HCl | Cuve HCl | Introduction de nitrite de sodium dans une cuve de stockage d'HCl pendant 2 minutes à raison de 75 l/mn | Non | Effets toxiques dont le niveau au sol est inférieur aux seuils des effets réglementaires |
| Introduction de nitrite de sodium ($NaNO_2$) dans une cuve de stockage d'$H_3PO_4$ | Cuve $H_3PO_4$ | Introduction de nitrite de sodium dans une cuve de stockage d'$H_3PO_4$ pendant 2 minutes à raison de 75 l/mn | Non | Effets toxiques dont le niveau au sol est inférieur aux seuils des effets réglementaires |
| Introduction de nitrite de sodium ($NaNO_2$) dans une cuve de stockage d'$H_2SO_4$ | Cuve $H_2SO_4$ | Introduction de nitrite de sodium dans une cuve de stockage d'$H_2SO_4$ pendant 2 minutes à raison de 75 l/mn | Non | Effets toxiques dont le niveau au sol est inférieur aux seuils des effets réglementaires |
| Introduction de nitrite de sodium ($NaNO_2$) dans une cuve de stockage d'acide nitrique ($HNO_3$) | Cuve $HNO_3$ | Introduction de nitrite de sodium dans une cuve de stockage d'$HNO_3$ pendant 2 minutes à raison de 75 l/mn | Non | Effets toxiques dont le niveau au sol est inférieur aux seuils des effets réglementaires |
| Introduction d'acide dans cuve $NaNO_2$ | Cuve $NaNO_2$ | Introduction d'acide dans une cuve de $NaNO_2$ pendant 2 minutes à raison de 75 l/mn | Non | Effets toxiques dont le niveau au sol est inférieur aux seuils des effets réglementaires |
| Introduction en vrac de nitrite de soude dans une cuve contenant des acides | Bâtiment K | Mélange d'un conteneur d'1 m3 de $NaNO_2$ générant au bout de 7 minutes une émission de dioxyde d'azote | Non | Effets toxiques dont le niveau au sol est inférieur aux seuils des effets réglementaires |
| Explosion de vapeurs d'alcool en fabrication | Bâtiment K | Explosion suite à l'introduction d'un fût de 30 l d'alcool dans une cuve de production contenant une solution de chromate | Oui | Effets de surpression limités à 20 mbar à l'extérieur de l'établissement |
| Mélange de produits incompatibles dans la cuvette de rétention de l'atelier | Bâtiment K | Mélange dans la rétention de 3.75 t de $NaNO_2$ lors d'un déversement incontrôlé rentrant en mélange avec des produits liés à une fabrication acide | Non | Effets toxiques dont le niveau au sol ne dépasserait pas les seuils d'effets réglementaires |
| Mélange de produits incompatibles à l'atelier poudre | Bâtiment H | Réaction liée au mélange de 1 t de $NaNO_2$ avec un produit incompatible | Non | Pas d'effets toxiques à l'extérieur de l'établissement atteignant les seuils d'effets réglementaires |
| Mélange d'effluents incompatibles | Station de traitement des effluents | Déversement de nitrite dans la cuve tampon avec des effluents acides dans la station de traitement des effluents de l'établissement | Non | Pas d'effets toxiques à l'extérieur de l'établissement atteignant les seuils d'effets réglementaires |

| Référence phénomènes | Équipement concerné | Caractéristiques | Phénomène sortant du site | Observations |
|---|---|---|---|---|
| Incendie de liquides inflammables | Zone située à l'air libre à proximité du bâtiment V | Déversement de 4 fûts, soit 800 l formant une nappe qui s'enflamme | Non | Les flux thermiques ne dépassent pas les seuils réglementaires à l'extérieur de l'établissement |
| Incendie de matières inflammables | Bâtiment G | Participation de tous les produits inflammables et combustibles dans l'incendie de ce bâtiment | Oui | 1)Flux thermique de 3 et 5 kW/m² sortant des limites de l'établissement<br>2) Pas d'effets toxiques à l'extérieur de l'établissement atteignant les seuils d'effets réglementaires |
| Incendie de matières inflammables | Bâtiment MM' | Participation de tous les produits inflammables et combustibles dans l'incendie de ce bâtiment | Oui | Flux thermique de 3 kW/m² sortant des limites de l'établissement |
| Explosion chaufferie | Bâtiment H | Explosion de la plus grosse des chaufferies suite à la présence d'une masse de gaz équivalente à une masse de 23.3 kg dans le local suivi d'une inflammation | Oui | Les effets de surpression dépassent les seuils réglementaires à l'extérieur de l'établissement |
| Explosion chaufferie | Bâtiment H | Explosion de la plus petite des chaufferies suite à la présence d'une masse de gaz équivalente à une masse de 7.5 kg dans le local suivi d'une inflammation | Oui | Les effets de surpression dépassent les seuils réglementaires à l'extérieur de l'établissement |
| Explosion des chaufferies | Bâtiment H | Explosion des 2 chaufferies suite à la présence d'une masse de gaz équivalente à une masse de 34.9 kg dans le local suivi d'une inflammation | Oui | Les effets de surpression dépassent les seuils réglementaires à l'extérieur de l'établissement |
| Incendie d'une cellule du bâtiment de stockage | Bâtiment T | Incendie de 112.8 t équivalents de produits contenus dans une cellule au sein de laquelle un incendie se déclare | Oui | Effets toxiques atteignant les seuils d'effets létaux et irréversibles à l'extérieur de l'établissement |
| Incendie de matières inflammables | Bâtiment C | Participation de tous les produits inflammables et combustibles dans l'incendie de ce bâtiment | Non | Les flux thermiques ne dépassent pas les seuils réglementaires à l'extérieur de l'établissement |
| Incendie de matières inflammables | Bâtiment P | Participation de tous les produits inflammables et combustibles dans l'incendie de ce bâtiment | Oui | Flux thermique de 3, 5 et 8 kW/m² sortant des limites de l'établissement |
| Incendie de matières inflammables | Bâtiment L | Participation de tous les produits inflammables et combustibles dans l'incendie de ce bâtiment | Oui | Flux thermique de 3, 5 et 8 kW/m² sortant des limites de l'établissement |

Parmi les 20 phénomènes dangereux examinés, 9 ont des effets dépassant les seuils réglementaires à l'extérieur de l'établissement. **Quatre sont retenus pour leurs effets thermiques, quatre sont retenus pour leurs effets de surpression et un pour ces effets toxiques** qui sont susceptibles de sortir du site au niveau du sol.

Tous les phénomènes dangereux de cet établissement sont considérés à **cinétique rapide.**

Par ailleurs, certains scénarios menant à des phénomènes dangereux redoutés peuvent ne pas être pris en compte (liste figurant à l'annexe IV de l'arrêté du 10 mai 2000) ou être écartés parce que répondant aux éléments réglementaires ou règles de bonnes pratiques (circulaire du 10 mai 2010 - voir annexe 5).
Cela concerne notamment les scénarios causés par les événements initiateurs suivants :

- chute de météorites,
- effets directs de la foudre,
- séisme,
- inondations et crues,
- neige et vent (pour les chutes et ruines structures),
- chute d'avions hors des zones de proximités d'aéroports ou aérodrome,
- rupture de barrage,
- acte de malveillance.

Certains de ces points appellent les commentaires suivants :

**Séisme**
Le site est situé en zone d'aléa très faible de risque sismique défini par le décret du 22/10/2010.

**Foudre**
Une étude de protection contre les risques dus à la foudre a été réalisée en décembre 1998 selon les termes de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993. Cette étude a été réactualisée en juin 2000 et mise à jour en septembre 2004. L'exploitant a indiqué que les travaux demandés à cette étude avaient été réalisés.
A la suite de la parution du nouvel arrêté ministériel du 15 janvier 2008, une analyse du risque foudre a été réalisée en mars 2010, puis une mise à jour de cette analyse devra être engagée lors d'une modification notable des installations ou de la révision de l'étude des dangers.

## 3.2 Phénomènes dangereux pertinents pour le PPRT

Les règles de sélection des phénomènes dangereux pertinents pour le PPRT ont été fixées dans la circulaire du 3 octobre 2005 (annexe 5).

Ainsi, les phénomènes dont la classe de probabilité est E, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études des dangers des installations classées soumises à autorisation, sont exclus du PPRT à condition :

- que cette classe de probabilité repose sur une mesure de sécurité passive vis à vis de chaque scénario identifié,
- ou que cette classe de probabilité repose sur au moins deux mesures techniques de sécurité pour chaque scénario identifié, et qu'elle soit maintenue en cas de défaillance d'une mesure de sécurité technique, en place ou prescrite.

**En application des règles précitées, et sur la base des éléments fournis par la société CHEMETALL, il est possible d'exclure les phénomènes dangereux liés à l'explosion des chaufferies dans la mesure où l'exploitant a équipé les toitures des chaufferies de surfaces soufflables qui sont considérées comme des mesures de sécurités passives.**

**Les phénomènes dangereux finalement retenus pour l'élaboration du PPRT sont listés dans le tableau suivant :**

| N° | Désignation des phénomènes dangereux | Classe probabilité | Type d'effet | Distance des effets létaux significatifs (en m) | Distance des effets létaux (en m) | Distance des effets irréversibles (en m) | Distance des effets indirects par bris de vitres (en m) | Cinétique |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | Explosion vapeurs d'alcool bâtiment K | D | Surpression | 13,7 | 17,1 | 42,7 | 85,4 | rapide |
| 2 | Incendie du bâtiment V | D | Thermique | 8 | 11,1 | 15,1 | - | rapide |
| 3 | Incendie du bâtiment G | D | Thermique | 13,3 | 25,3 | 37,7 | - | rapide |
| 4 | Incendie du bâtiment MM' | D | Thermique | 25,9 | 37,8 | 52,5 | - | rapide |
| 5 | Incendie bâtiment T avec émission toxique | D | Toxique | 0 | 20 | 20 | - | rapide |
| 6 | Incendie du bâtiment L | D | Thermique | 29,1 | 43,4 | 61,5 | - | rapide |

## 3.3 Évolution des phénomènes dangereux pris en compte pour le PPRT

Les phénomènes dangereux présentés dans le rapport de prescription du PPRT daté du 25 octobre 2007 et ceux retenus et évoqués dans la présente note sont sensiblement différents, notamment pour ce qui concerne les effets à l'extérieur de l'établissement.

Ceci s'explique par la réduction du risque à la source que l'exploitant a réalisé ces dernières années dans son établissement. Les phénomènes dangereux dont les effets ont évolué ou ont disparu sont présentés dans le tableau suivant.

| Référence phénomènes | Équipement concerné | Caractéristiques | Mesure mise en œuvre pour réduire ou supprimer le phénomène |
|---|---|---|---|
| Introduction de nitrite de sodium ($NaNO_2$) dans une cuve de stockage d'HCl | Cuve HCl | Introduction de nitrite de sodium dans une cuve de stockage d'HCl pendant 2 minutes à raison de 75 l/mn.<br>=> Rejet de gaz toxiques à l'extérieur de l'établissement | Installation d'évents permettant de relever les rejets issus du laveur. Les concentrations au sol deviennent inférieures aux seuils réglementaires. |
| Introduction de nitrite de sodium ($NaNO_2$) dans une cuve de stockage d'$H_3PO_4$ | Cuve $H_3PO_4$ | Introduction de nitrite de sodium dans une cuve de stockage d'$H_3PO_4$ pendant 2 minutes à raison de 75 l/mn<br>=> Rejet de gaz toxiques à l'extérieur de l'établissement | |
| Introduction de nitrite de sodium ($NaNO_2$) dans une cuve de stockage d'$H_2SO_4$ | Cuve $H_2SO_4$ | Introduction de nitrite de sodium dans une cuve de stockage d'$H_2SO_4$ pendant 2 minutes à raison de 75 l/mn<br>=> Rejet de gaz toxiques à l'extérieur de l'établissement | |
| Introduction de nitrite de sodium ($NaNO_2$) dans une cuve de stockage d'acide nitrique ($HNO_3$) | Cuve $HNO_3$ | Introduction de nitrite de sodium dans une cuve de stockage d'$HNO_3$ pendant 2 minutes à raison de 75 l/mn<br>=> Rejet de gaz toxiques à l'extérieur de l'établissement | |
| Introduction d'acide dans cuve $NaNO_2$ | Cuve $NaNO_2$ | Introduction d'acide dans une cuve de $NaNO_2$ pendant 2 minutes à raison de 75 l/mn<br>=> Rejet de gaz toxiques à l'extérieur de l'établissement | |

| Référence phénomènes | Équipement concerné | Caractéristiques | Mesure mise en œuvre pour réduire ou supprimer le phénomène |
|---|---|---|---|
| Explosion de vapeurs d'alcool | Bâtiment V | Explosion en milieu confiné liée à la présence d'une nappe de produits suite à la fuite sur un fût avec explosion de 15% de vapeurs d'alcool<br>=> Effet de surpression à l'extérieur de l'établissement | Le stockage de ces produits se fait à l'extérieur du bâtiment V, de ce fait le confinement n'existe plus. Le phénomène dangereux disparaît. |
| Incendie de matières inflammables | Bâtiment C | Participation de tous les produits inflammables et combustibles dans l'incendie de ce bâtiment.<br>=> Effets thermiques à l'extérieur de l'établissement | Un réaménagement complet des modalités de stockage, le respect de distances minimum vis-à-vis des cloisons permet de ne plus avoir de flux thermique dépassant les seuils réglementaires à l'extérieur de l'établissement. |
| Explosion chaufferie | Bâtiment H | Explosion de la plus grosse des chaufferies suite à la présence d'une masse de gaz équivalente à une masse de 23.3 kg dans le local suivi d'une inflammation<br>=> Effet de surpression à l'extérieur de l'établissement | Apposition de toitures soufflables au niveau des chaufferies, les effets d'une explosion restent dorénavant confinée à l'intérieur de l'établissement.<br>En cas de défaillance de la mesure de sécurité passive, les phénomènes d'explosion sont en mesure de dépasser les limites de l'établissement, les phénomènes sont pris en compte dans le plan particulier d'intervention. |
| Explosion chaufferie | Bâtiment H | Explosion de la plus petite des chaufferies suite à la présence d'une masse de gaz équivalente à une masse 7.5 kg dans le local suivi d'une inflammation<br>=> Effet de surpression à l'extérieur de l'établissement | |
| Explosion des chaufferies | Bâtiment H | Explosion des 2 des chaufferies suite à la présence d'une masse de gaz équivalente à une masse de 34.9 kg dans le local suivi d'une inflammation<br>=> Effet de surpression à l'extérieur de l'établissement | |

## 3.4 Périmètre d'étude et périmètre d'exposition aux risques

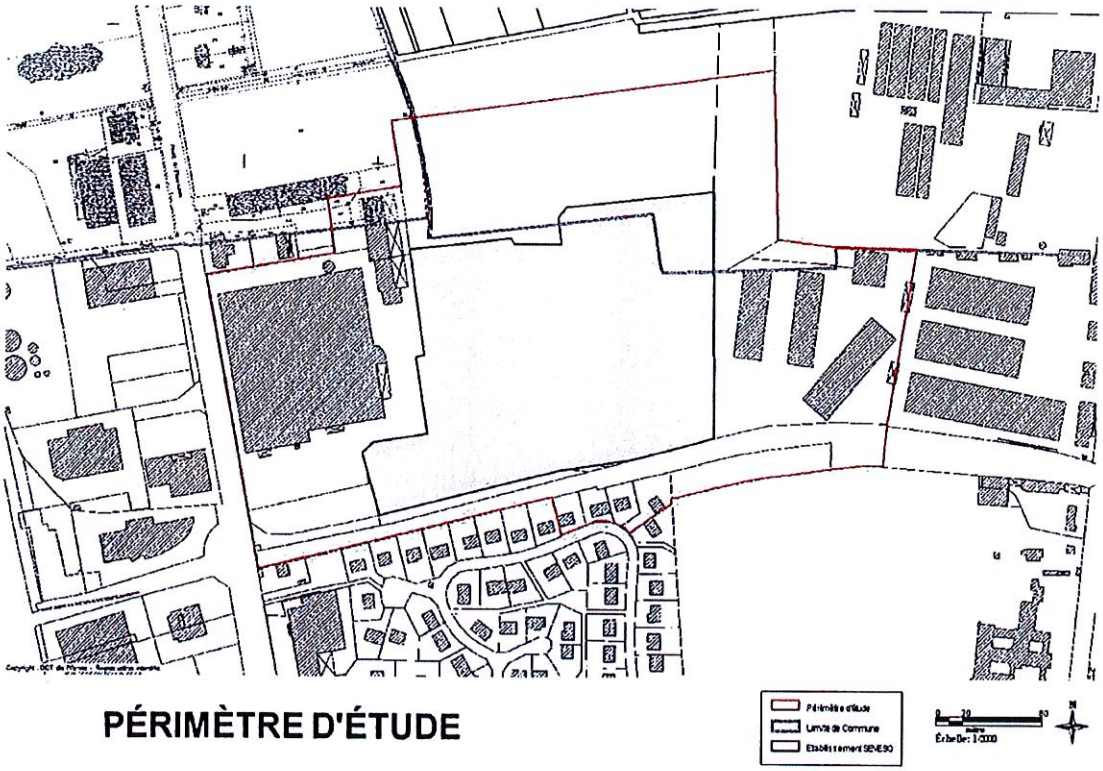
### 3.4.1 Délimitation du périmètre d'étude

Le périmètre d'étude du PPRT est défini par la courbe enveloppe des effets des phénomènes dangereux décrits dans l'étude de dangers de l'exploitant, excluant les phénomènes dangereux dont la probabilité est rendue suffisamment faible par les mesures de prévention mises en œuvre ou prescrites aux exploitants des installations classées à l'origine des risques, en application des critères nationaux définis par la circulaire du 3 octobre 2005. Il contient le futur périmètre d'exposition aux risques, c'est-à-dire le périmètre réglementé par le PPRT.

Le périmètre d'étude du PPRT retenus par l'inspection des installations classées figure dans son rapport daté du 25 octobre 2007. Afin de rendre le périmètre d'étude plus lisible, toute parcelle cadastrale impactée (même partiellement) par un phénomène dangereux est prise dans son intégralité.

Ce périmètre d'étude a été présenté aux membres du Comité Local d'Information et de Concertation (CLIC) dans sa séance du 22 mai 2008.

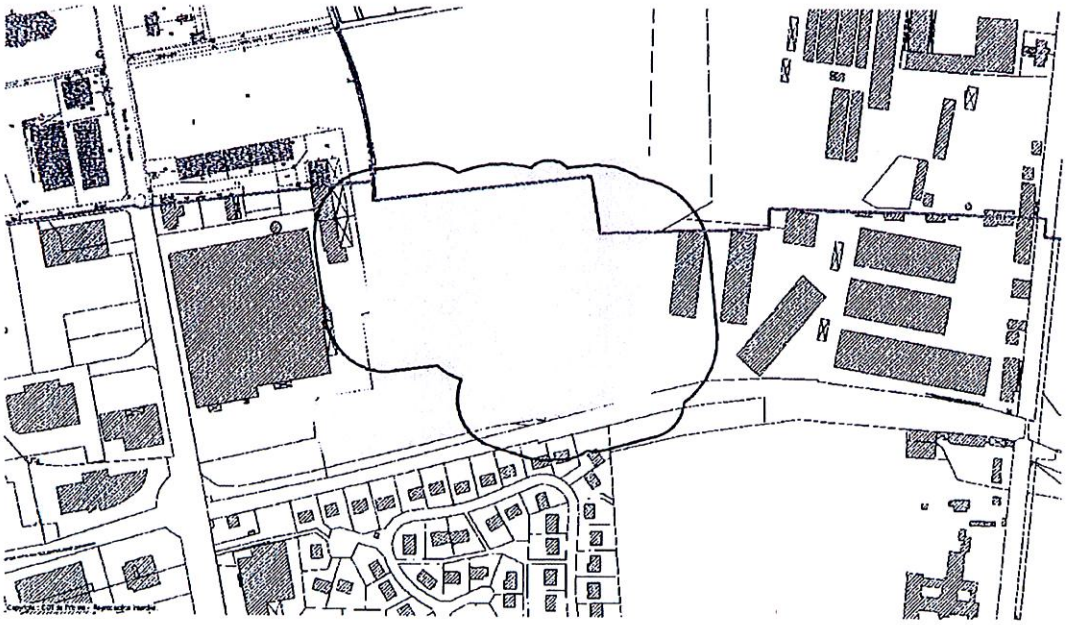
Les communes de Sens, Saint-Clément et Saint-Denis-les-Sens sont concernées par ce périmètre d'étude.



**PÉRIMÈTRE D'ÉTUDE**

### 3.4.2 Périmètre d'exposition aux risques

Il correspond au périmètre réglementé par le PPRT. Ce périmètre est inclus au sens large dans le périmètre d'étude et correspond à l'enveloppe de la cartographie des aléas tous effets confondus générés par les phénomènes dangereux retenus pour l'élaboration du PPRT.
Dès signature de l'arrêté d'approbation du PPRT par le Préfet, le périmètre d'exposition aux risques devient le périmètre dans lequel les services de l'état doivent mettre en œuvre les modalités d'information des acquéreurs et locataires de biens immobiliers situés dans ce périmètre conformément à l'article L125-5 du code l'environnement.



**PÉRIMÈTRE D'EXPOSITION AUX RISQUES**

# 4 Les modes de participation du PPRT

## 4.1 Les personnes et organismes associés (POA) à l'élaboration du PPRT

Dans le cadre du PPRT de l'établissement CHEMETALL à Sens, les personnes et organismes associés (POA) sont :

- La société CHEMETALL ;
- Les maires des communes de SENS, ST-CLEMENT et ST-DENIS-LES-SENS ou leurs représentants ;
- Le président de la communauté de communes du Sénonais, ou son représentant ;
- Les membres du Comité local d'information et de concertation (CLIC) de l'établissement CHEMETALL ;
- Le président du Conseil général, ou son représentant ;
- Le président du Conseil régional, ou son représentant.

Les conditions effectives de réalisation de l'association ont été les suivantes :

- Une 1ère réunion des POA s'est déroulée le 14 mai 2009. Lors de cette réunion, les aléas, les enjeux et la stratégie du PPRT ont été présentés.
- Une 2ème réunion des POA a été organisée le 22 novembre 2010. Lors de cette réunion, le projet de règlement et les résultats de l'étude de vulnérabilité ont été présentés.

Le projet de PPRT a fait l'objet d'une consultation des POA par courrier préfectoral du 07 février 2011, pendant une durée de 2 mois à compter de cette date. Les avis émis sont les suivants :

- Le SDIS note, par lettre du 02 mars 2011, que la défense incendie et l'accessibilité aux engins de lutte contre l'incendie sont correctes et donne un avis favorable.
- La DIRECCTE de Bourgogne précise, par lettre du 22 mars 2011, ne pas avoir d'observations particulières sur les documents.
- La société CHEMETALL demande, par lettre du 30 mars 2011, que soit modifié le point III.2 du règlement mis en consultation, point concernant l'interdiction des aires d'attente, stationnement ou repos. En effet, l'établissement CHEMETALL étant classifié SEVESO 2 seuil haut, son fonctionnement implique que les camions se présentant au poste de garde soient accompagnés et ils doivent parfois attendre un certain temps avant de pouvoir entrer.

## 4.2 La phase de concertation

Les modalités, ainsi que les conditions de réalisation de la concertation sont explicitées dans l'arrêté préfectoral de prescription du PPRT n° PRE F/CAB/2008-0381 en date du 28 mai 2008 (Annexe 1).
Ces modalités sont les suivantes :
*« La concertation avec les habitants, les associations locales et les autres personnes intéressées s'effectue pendant toute la durée de l'élaboration du projet. Le rapport de l'inspection des installations classées est mis à leur disposition. Il peut être complété par d'autres documents.*
*Les observations des habitants, associations et personnes intéressées seront recueillies sur un registre dans chacune des mairies de Sens, St Clément et St Denis les Sens.*
*Le bilan de la concertation sera publié dans les journaux municipaux de chacune des communes de Sens, St Clément et St Denis les Sens.*
*Ce bilan sera adressé aux POA cités à l'article 4 (de l'arrêté préfectoral). »*

À la demande du conseil municipal de Sens, une **réunion publique** a été organisée, le 24 novembre 2009 à l'Institut d'enseignement supérieur de Sens, pour informer la population des trois communes concernées de l'objet et des modalités de la procédure d'élaboration du PPRT.

La période de concertation s'est tenue du 28 mai 2008 : au 19 octobre 2010 à Sens, au 08 octobre 2010 à Saint-Denis-les-Sens, au 15 octobre 2010 à Saint-Clément. Le public en a été informé par voie d'affichage.

Le bilan de la concertation a été établi le 11 janvier 2011. Il a été porté à la connaissance des personnes et organismes associés dans le cadre de leur consultation sur le projet de PPRT préalable à l'enquête publique et joint au dossier d'enquête publique.

**Ce bilan de la concertation fait ressortir qu'aucune observation n'a été portée sur les registres des communes de Sens, Saint-Denis-les-Sens ou Saint-Clément.**

## 4.3 L'avis du CLIC

**Le CLIC réuni le 17 mars 2011 a émis en séance un avis favorable.**

Lors de cette réunion les point suivants ont été notamment discutés :

- À propos des possibilités de circulation sur le Boulevard de la Manutention, l'usage serait destiné uniquement aux usagers de la zone et non pas au grand public dans le cadre d'une piste cyclable. La partie soumise à aléa ne sera pas sécurisée, mais une signalétique devra être mise en place par la ville de Sens (gestionnaire de voirie), dans l'année suivant l'approbation du PPRT. Elle se rapprochera de l'exploitant et des services afin que le message soit rédigé en concertation.
  *Point pris en compte dans le projet.*
- À propos du stationnement, l'interdiction de stationner sur le boulevard ne comporte pas d'horaires, empêchant le stationnement temporaire en journée des camions en attente d'entrée sur le site. Pour permettre une gestion des accès dans l'établissement CHEMETALL, les aires d'attente ne doivent pas être interdites de 7h00 à 19h00.
  *Point pris en compte dans le projet.*
- À propos des travaux de renforcement préconisés par l'étude de vulnérabilité, l'ADENY préconise d'utiliser du béton cellulaire contre les effets thermiques plutôt que du polyuréthane, instable dans la durée et émetteur de vapeurs toxiques.
  Ce point qui concerne l'étude de vulnérabilité n'est pas repris dans le projet ; le PPRT n'impose que des objectifs de performance à atteindre, toute solution technique suffisamment justifiée doit rester acceptable.

## 4.4 L'enquête publique

Le projet de PPRT, *modifié pour tenir compte de l'avis des POA,* a été proposé à Monsieur le préfet de l'Yonne pour être soumis à enquête publique.

Cette enquête publique a été prescrite par arrêté préfectoral n° DDT/SERI/2011/0026 en date du 28 mars 2011. Il s'agit d'une enquête relevant des formes prévues par les articles L123-1 à 16 et R123-1 à 23 du Code de l'environnement. D'une durée d'un mois, elle a été prolongée jusqu'au 27 mai 2011 par arrêté préfectoral DDT/SERI/2011/0048 du 4 mai 2011. L'enquête s'est donc déroulée du 18 avril au 27 mai 2011 inclus.

Le commissaire enquêteur a remis son rapport et ses conclusions motivées le 15 juin 2011.

En synthèse, les remarques recueillies au cours de l'enquête portent sur les points suivants :

1. À propos du Boulevard de la Manutention :
   - Il convient qu'il puisse être rendu accessible aux mobilités actives (piétons et vélos) ;
   - Ne pas interdire l'attente des camions entrants chez CHEMETALL ;
   - L'actuelle signalisation "interdit de stationner" n'est pas suffisamment visible et il faut renforcer la signalisation existante, en adéquation avec les risques présents.
2. À propos des travaux des prescriptions de travaux de renforcement du bâti :
   - Il apparaît incohérent de prescrire des travaux de renforcement tout en autorisant le stationnement au-delà du "sens interdit" pour des camions susceptibles d'accroître le risque.

En réponse, le commissaire enquêteur précise les points suivants.

Le boulevard de la Manutention reste malgré la présence du PPRT de CHEMETALL, une voie d'accès. L'interdiction d'usage doit être modulée de façon à laisser passer les piétons et les vélos. Il est confirmé par le Maire de Sens que ce boulevard gardera une voie cyclistes / piétons et qu'elle sera aménagée pour cet usage et uniquement pour passage temporaire. Il est toutefois précisé qu'il ne doit en aucun cas permettre de rassemblement.

En ce qui concerne le passage de camions de livraison qui entrent dans l'usine CHEMETALL, il est bien évident que l'on ne peut pas l'empêcher, l'entrée de l'usine étant sur ce boulevard. De l'entretien avec le directeur de l'usine, il ressort qu'un nombre important de camions entrent et sortent de l'usine et il n'y a pas d'aire d'attente dans l'usine. Un certain nombre de camions est obligé d'attendre sur le boulevard avant de pouvoir entrer, laissant ainsi le passage aux véhicules en déchargement et sortant. Le commissaire enquêteur pense que l'amoncellement de camions au sein de l'usine est un risque interne à l'usine augmentant largement les dangers déjà existants. La solution serait d'accepter, comme il est pratiqué actuellement, une petite attente sur ce boulevard. Ce dernier est suffisamment large pour accepter cette attente. Le directeur de l'usine affirme qu'il ne permet aucun stationnement de livraison nocturne devant l'usine.

D'autre part, l'entretien avec le maire de Sens laisse envisager des travaux de voirie et d'écoulement des eaux pluviales sur ce boulevard pour rendre à cette chaussée un aspect moins chaotique. Ceci permettrait, sans aucun doute, une possibilité d'aménagement de stationnement provisoire pour les camions en attente. Il serait alors possible d'adjoindre un panneau d'autorisation de stationnement réservé aux camions et d'en limiter l'usage uniquement de jour, demande faite par le directeur de l'usine.

Dans ses conclusions motivées, **le commissaire enquêteur donne un avis favorable**, avec des recommandations concernant le Boulevard de la Manutention :

- Une création de passage vélos et piétons, à l'est, sur la partie non utile à la desserte de CHEMETALL ;
- Une étude de modernisation, à l'ouest, sur la partie utile à la desserte de CHEMETALL, notamment pour :
  - remédier au mauvais état et aux difficultés d'assainissement pluvial,
  - favoriser l'attente des camions,
  - assurer la continuité du passage vélos et piétons sans générer de zones accidentogènes.

En réponse aux remarques recueillies et aux conclusions du commissaire enquêteur, il y a lieu de préciser que :

- La question de cohérence entre la prescription de travaux de renforcement et l'autorisation de stationnement de camions susceptibles d'accroître le risque, n'est pas de nature à entraîner une modification du projet de PPRT.

  En effet, le PPRT a pour objet de prendre en compte les aléas issus de l'établissement et peut proposer en entres autres, d'une part de renforcer en conséquence l'habitat exposé et d'autre part de réglementer les activités ou usages dans le périmètre d'exposition aux risques. Ces deux objectifs sont complémentaires : à l'intérieur du périmètre et notamment sur le boulevard de la Manutention, le règlement du PPRT restreint bien l'accès et le stationnement des camions, à ceux desservant CHEMETALL avec des restrictions d'horaires pour le stationnement (07h00 et 19h00) ; par ailleurs, il prescrit des travaux de renforcement pour les bâtis les plus exposés.
- Les autres observations, déjà recueillies lors de la consultation des POA ont déjà été prises en compte dans le règlement du PPRT mis à l'enquête.
- Enfin, la modernisation du boulevard de la manutention, même si elle apparaît utile, n'entre pas dans le champ du PPRT.

Suite à l'enquête publique, le règlement et le plan de zonage du PPRT n'ont pas été modifiés.

# 5 Les études techniques du PPRT

## 5.1 Mode de qualification de l'aléa

Les effets pris en compte sont liés à des phénomènes dangereux à cinétique rapide ; il s'agit par intensité décroissante :

- des effets létaux significatifs ;
- des effets létaux liés ;
- des effets irréversibles ;
- des effets indirects par bris de vitres.

Ces effets, pris par nature (thermique, toxique, surpression) et exprimés par leur intensité, lorsqu'ils sont combinés avec les probabilités d'occurrence en un point (probabilités qui résultent en un point donné des probabilités de tous les phénomènes dangereux pouvant toucher ce point), donnent ce que l'on appelle un niveau d'aléa.

Sept niveaux d'aléas sont ainsi définis : très fort plus (TF+), très fort (TF), fort plus (F+), fort (F), moyen plus (M+), moyen (M), faible (Fai).

Les classes de probabilités sont celles reprises dans l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005.

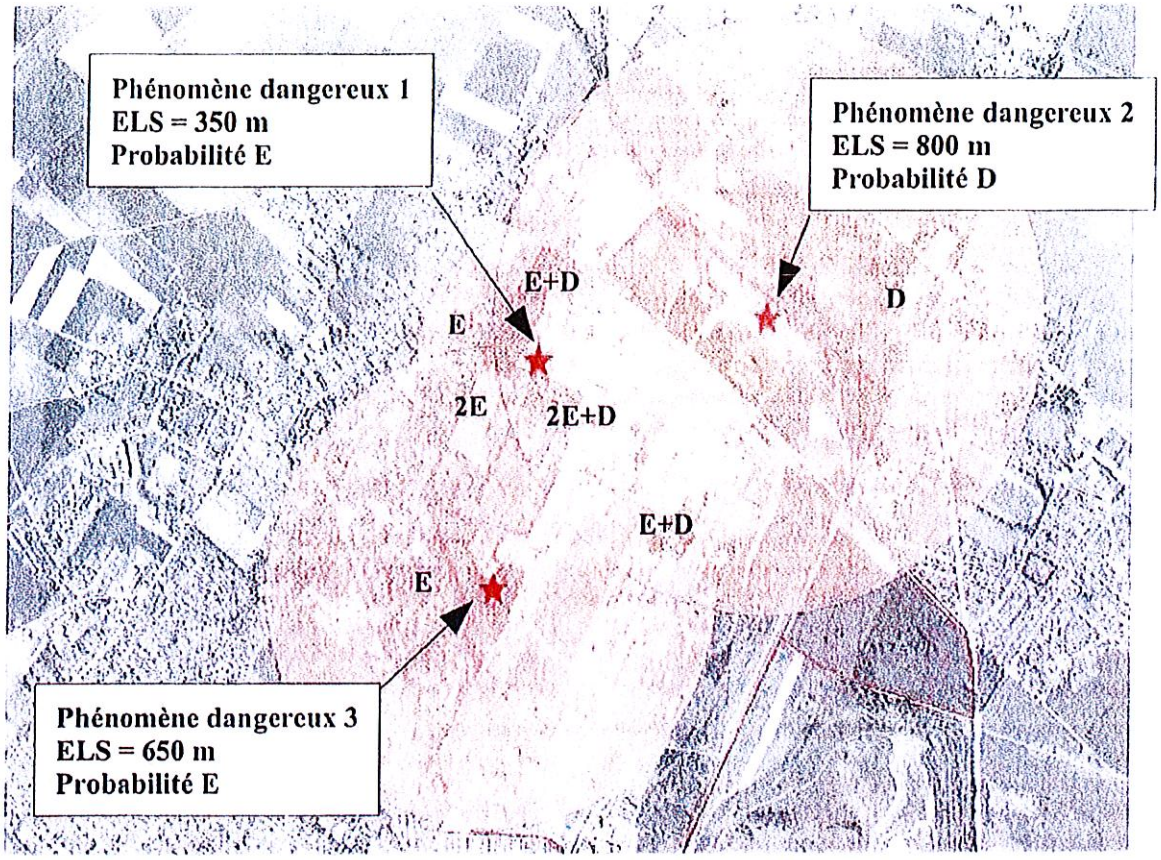
| **Classe de probabilité**<br>**Type d'appréciation** | **E** | **D** | **C** | **B** | **A** |
|---|---|---|---|---|---|
| **Qualitative**<br>(les définitions entre guillemets ne sont valables que si le nombre d'installations et le retour d'expérience sont suffisants) | « événement possible mais extrêmement peu probable » : n'est pas impossible au vu des connaissances actuelles, mais non rencontré au niveau mondial sur un très grand nombre d'années installations … | « événement très improbable » : s'est déjà produit dans ce secteur d'activité mais à fait l'objet de mesures correctives réduisant significativement sa probabilité. | « événement improbable » : un événement similaire déjà rencontré dans le secteur d'activité ou dans ce type d'organisation au niveau mondial, sans que les éventuelles corrections intervenues depuis apportent une garantie de réduction significative de sa probabilité. | « événement probable » : s'est produit et/ou peut se produire pendant la durée de vie de l'installation | « événement courant » : s'est produit sur le site considéré et/ou peut se produire à plusieurs reprise pendant la durée de vie de l'installation, malgré d'éventuelles mesures correctives |
| **Semi quantitative** | Cette échelle est intermédiaire entre les échelles qualitative et quantitative, et permet de tenir compte des mesures de maîtrise des risques mises en place, conformément à l'article 4 de l'arrêté du 29 septembre 2005. | | | | |
| **Quantitative**<br>**(par unité et par an)** | $10^{-5}$ | $10^{-4}$ | $10^{-3}$ | $10^{-2}$ | |

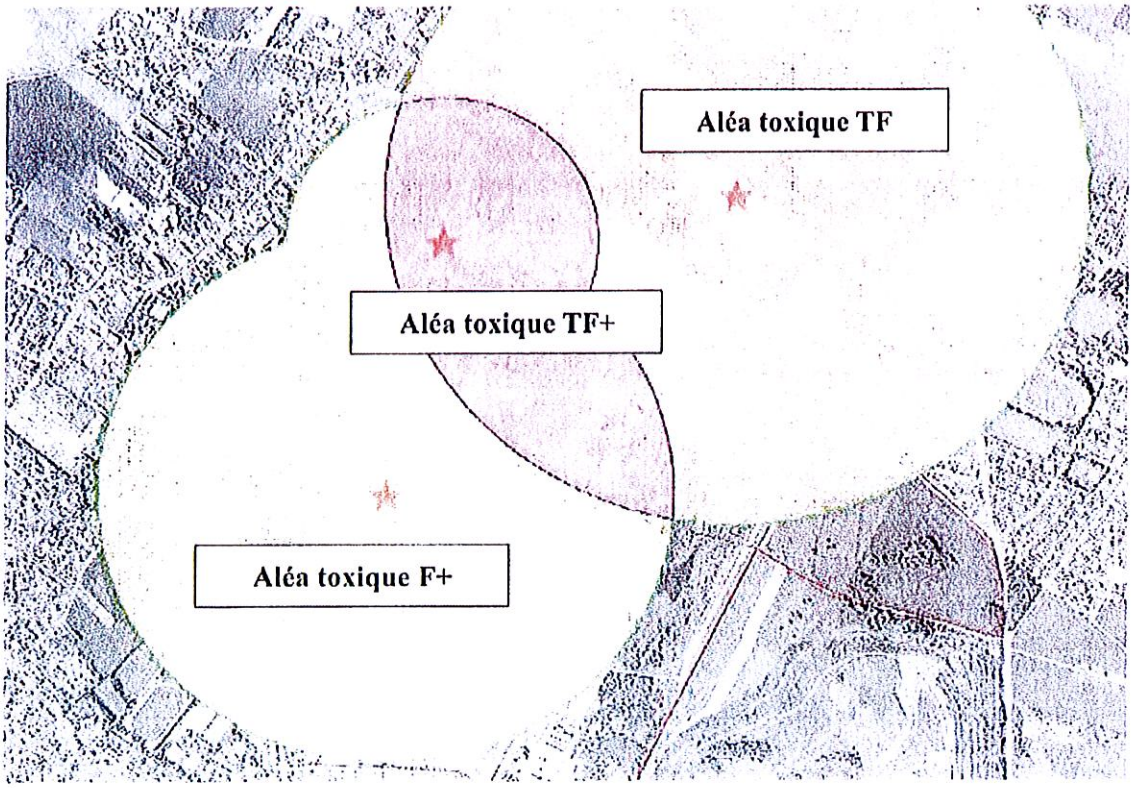
**Classes de probabilités telles que définies dans l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation**

| Niveau maximal d'intensité de l'effet toxique, thermique, ou surpression sur les personnes, en un point donné | Très Grave | | | Grave | | | Significatif | | | Indirect par bris de verre (uniquement pour effet de surpression) | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Cumul des probabilités d'occurrence des phénomènes dangereux en un point donné | + | +/- | - | + | +/- | - | + | +/- | - | + | - |
| Niveau d'aléa | TF+ | TF | F+ | F | | M+ | M | | Fai | | |

*Échelle des niveaux d'aléas*

**Exemple de caractérisation de niveaux d'aléas :**



Le travail réalisé à partir de l'étude de dangers de l'établissement CHEMETALL, a permis d'établir la liste des phénomènes dangereux à prendre en compte pour la réalisation de la cartographie des aléas.

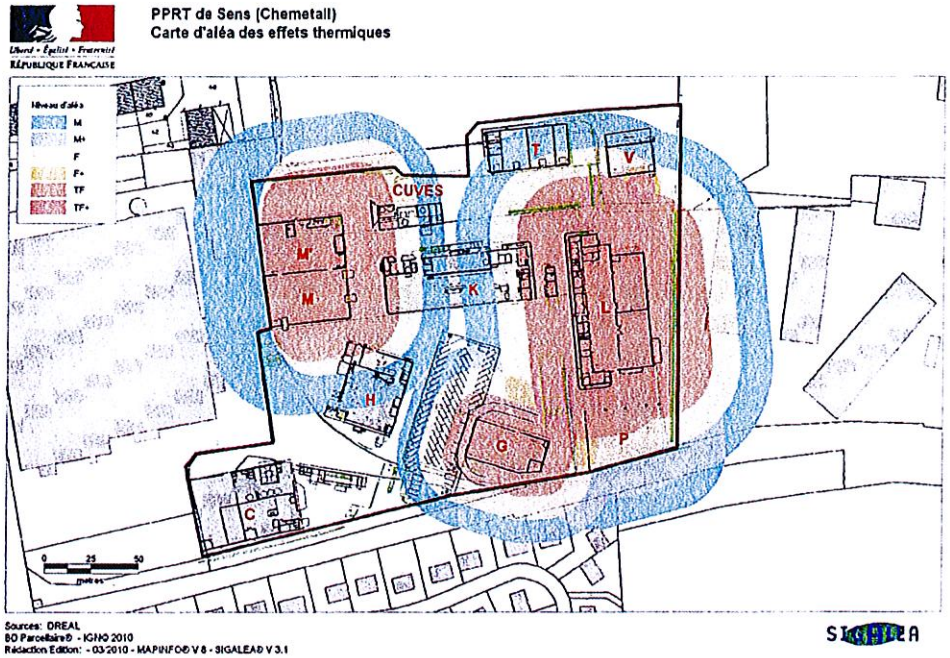
La cartographie des aléas, obtenue et mise en forme avec le logiciel SIGALEA développé par l'INERIS pour le compte du ministère en charge de l'environnement, figure en page suivante. Cette cartographie fait apparaître le zonage construit par nature d'effet en fonction de l'intensité et de la probabilité des phénomènes dangereux pouvant impacter un point donné.

Sources : *IGN©BD TOPO® Version "Pays" 1.2 – PPIGE©I2G Orthophotoplan 2005 / MAPINFO®V8 – SIGALEA®V3.0.0 – ©INERIS 2008*

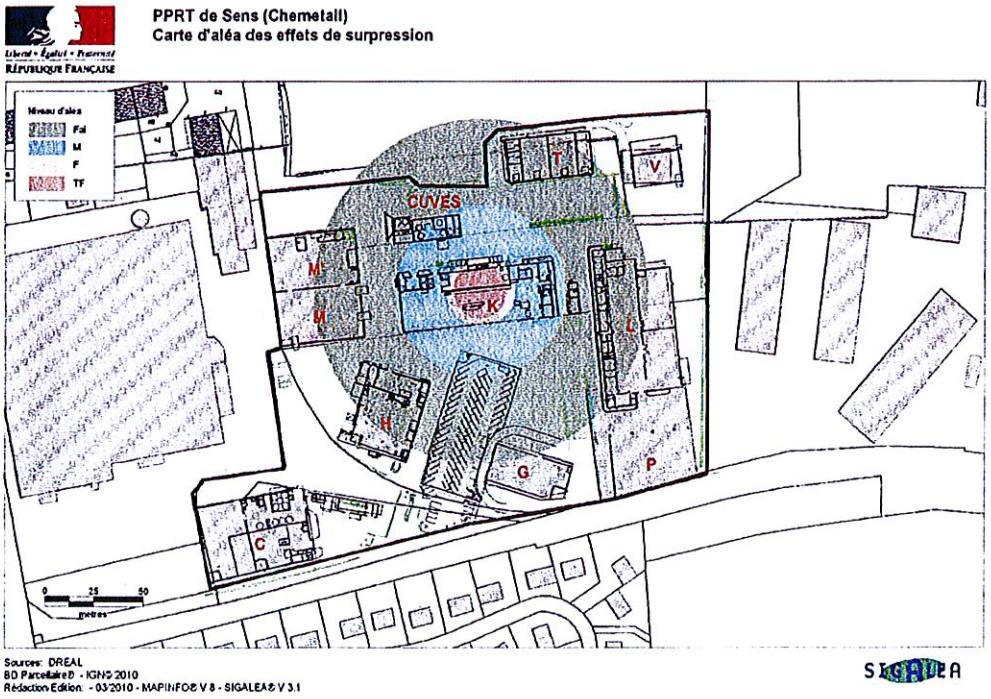
***Cartographie des aléas toxiques***



## *Cartographie des aléas thermiques*




## *Cartographie des aléas de surpression*



## 5.2 Caractérisation des enjeux

### 5.2.1 Objectifs de l'analyse des enjeux

L'analyse des enjeux :

- permet d'identifier les éléments d'occupation du sol qui feront potentiellement l'objet d'une réglementation ;
- constitue le socle de connaissance à partir duquel pourra être réalisé, si nécessaire, un programme d'investigations complémentaires.

### 5.2.2 Méthodologie appliquée

L'analyse des enjeux est réalisée sur le périmètre d'étude préalablement défini.

La démarche d'étude a consisté dans un premier temps à recueillir l'ensemble des données et à les hiérarchiser, en privilégiant les bases de données existantes, et dans un deuxième temps à les compléter par des échanges avec les différentes parties associées à l'élaboration du PPRT (Collectivités territoriales et Services de l'État).

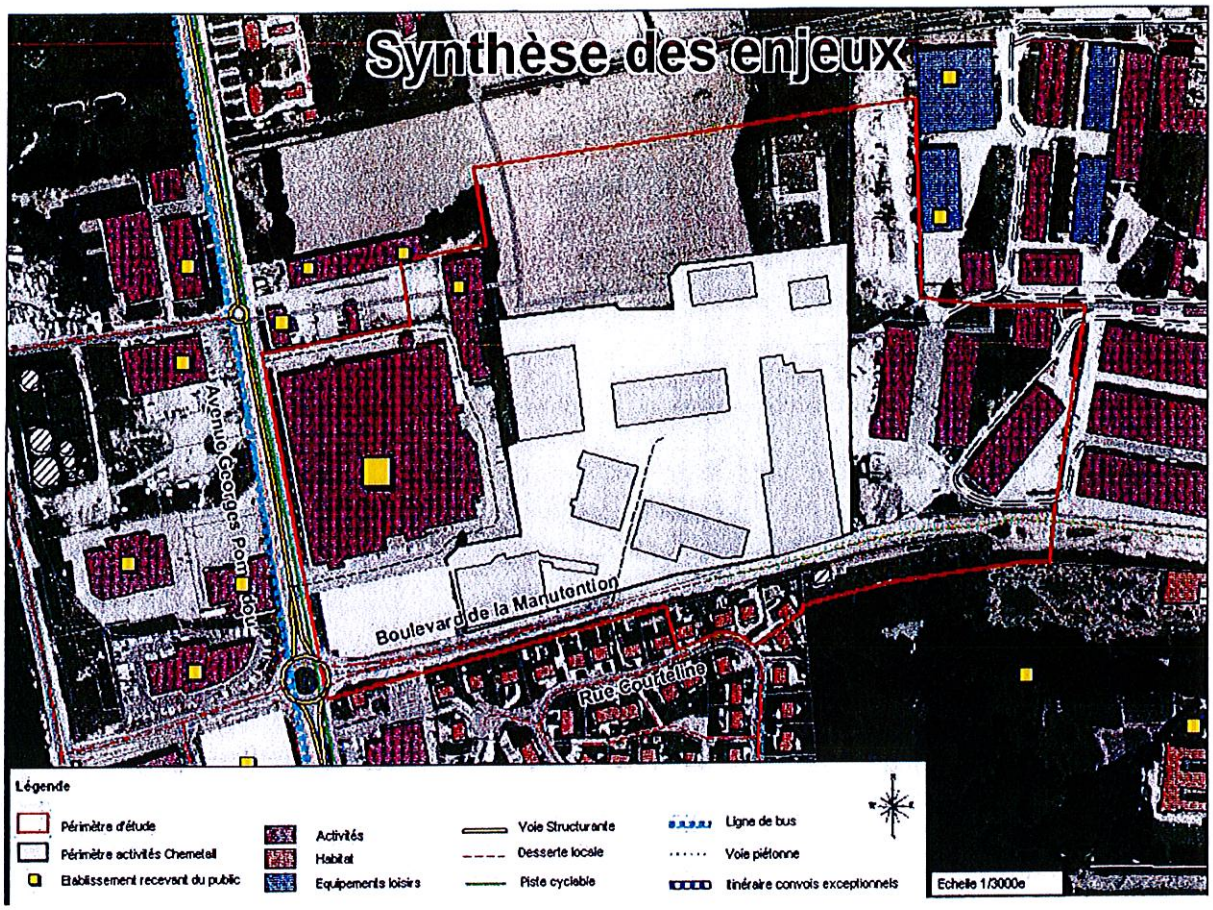
Ce travail a été réalisé au cours du 1er trimestre de l'année 2008.

Les enjeux sont examinés de manière exhaustive selon différents niveaux d'analyse (cf. pp. 68 à 77 du Guide PPRT) :

- Les enjeux incontournables : urbanisation, ERP, infrastructures, ouvrages et équipements d'intérêt général, usages des espaces ouverts ;
- Les enjeux complémentaires éventuels : données relatives à la population résidant ou travaillant dans le périmètre d'étude ;
- Les enjeux connexes disponibles : historique du site, perspective de développement, enjeux économiques, environnementaux et patrimoniaux particuliers.

### 5.2.3 L'identification des enjeux pour la réalisation du PPRT

La représentation des enjeux, essentiellement des enjeux incontournables, a donné lieu à la carte de synthèse des enjeux présentée ci-après.
Les commentaires qui suivent sont à considérer comme une note d'accompagnement de cette carte.


Synthèse des enjeux
Avenue Georges Pompidou
Boulevard de la Manutention
Rue Courteline
Légende
Périmètre d'étude
Périmètre activités Chemetall
Etablissement recevant du public
Activités
Habitat
Equipements loisirs
Voie Structurante
Desserte locale
Piste cyclable
Ligne de bus
Voie piétonne
Itinéraire convois exceptionnels
Echelle 1/3000e

### *5.2.3.1 Qualification de l'urbanisation existante*

L'objectif est de caractériser les types d'occupation des sols, qui correspondent à des ensembles homogènes englobant des éléments topographiques de même nature.

Les zones d'habitat :
Il y a quatre habitations comprises dans le périmètre d'étude. Elles appartiennent à la zone pavillonnaire Courteline, située au sud du périmètre d'étude. Trois d'entre elles sont touchées par les effets thermiques, la quatrième est située dans le périmètre d'étude mais seule la partie jardin est touchée par des effets thermiques. Les trois habitations concernées par les phénomènes dangereux situées rue Courteline (numéros 35, 37 et 39), sur les parcelles cadastrales AL154, AL155, AL156 et AL157.
Il s'agit de pavillons construits entre 1975 et 1980, avec une configuration de type R à R+1 +comble.

Les zones d'activités :
A l'ouest :

- Le magasin CONFORAMA : surface de vente de 3 200 m², stock de 1 300 m², quai de livraison, quai d'enlèvement de marchandises et bureau de SAV ;
- Un local de stockage et désinfection de matériel para-médical à louer ;
- Un loueur de voitures (ADA).

A l'est, il s'agit de plusieurs bâtiments du Centre technique municipal de Sens :

- Un bâtiment contenant le stock du musée ;
- Des garages pour les véhicules des services de la propreté, de la voirie et des bâtiments ;
- L'atelier de mécanique dans lequel se trouvent, en plus de l'entretien des véhicules, des bureaux, une cabine de peinture, les stocks d'huiles de moteurs, de peintures et de pneus ;
- La station de distribution de carburants (cuves enterrées : 25 000 l d'essence, 25 000 l de gaz-oil, 15 000 l de fuel) ;
- La fourrière municipale de Sens ;
- Un dépôt de matériaux inertes.

Les zones à caractère agricole ou naturel :
On trouve un verger au sud (parcelle cadastrale AL135).
Il existe au nord une parcelle non urbanisée appartenant à CHEMETALL (parcelle cadastrale AC184).

### *5.2.3.2 Les infrastructures de transports*

L'objectif est d'identifier les infrastructures de transports sous une triple approche :

- L'exposition aux risques des personnes qui empruntent ces infrastructures ;
- La possibilité d'utiliser ces infrastructures pour acheminer les secours et pour évacuer les populations exposées ;
- Leurs liens avec les installations à l'origine du PPRT.

Le périmètre d'étude est accessible depuis l'une des deux voies desservant le centre de l'agglomération de Sens (chacune a un trafic estimé à 5 000 V/j), à savoir :

- Avenue Georges Pompidou (ligne de bus, ligne de transports scolaires et itinéraire de convois exceptionnels).
- Rue de la République & Rue Victor Guichard (ligne de bus, ligne de transports scolaires et itinéraire de convois exceptionnels).

Au sein du périmètre d'étude, il ne se trouve qu'une seule voie structurante qui est le Boulevard de la Manutention.
Ce boulevard n'est ouvert à la circulation automobile qu'entre l'Avenue Georges Pompidou et l'entrée de l'entreprise CHEMETALL. Il assure une fonction de desserte de l'entreprise

CHEMETALL. Il offre aussi un accès aux activités situés à l'ouest et au nord-ouest du périmètre d'étude (actuellement Conforama, Entrepôt de matériel para-médical, loueur de véhicules ADA). Enfin les bas-côtés de ce boulevard sont fréquemment utilisés comme aire de stationnement ou attente par des clients, bus, camions ou TMD.
Sur l'autre partie du boulevard, de l'entrée de l'entreprise CHEMETALL jusqu'à la Rue Victor Guichard, il fait actuellement fonction de voie piétonne.

#### *5.2.3.3 Les établissements recevant du public*

Il s'agit de :

- Conforama qui est susceptible d'accueillir jusqu'à 250 personnes, plus temporairement 50 personnes supplémentaires grâce à l'implantation d'un chapiteau sur son parking ;
- ADA, loueur de véhicules susceptible d'accueillir jusqu'à 10 clients simultanément ;
- Le dépôt de matériaux inertes géré par les services techniques municipaux de Saint-Clément.

#### *5.2.3.4 Les usages de l'espace public*

L'objectif est de localiser les espaces publics ouverts utilisés de façon temporaire ou permanente et susceptibles de rassembler un nombre important de personnes.

Il convient de noter l'existence d'un verger et d'un abri de jardin privés, le long de la partie piétonne du Boulevard de la Manutention.

#### *5.2.3.5 Les ouvrages d'intérêt général (OIG)*

Les ouvrages dits d'intérêt général sont les ouvrages qui ont un rôle essentiel dans le fonctionnement des territoires et qui peuvent avoir un effet indirect sur la sécurité des personnes.

Il n'existe pas d'OIG à l'intérieur du périmètre d'étude. La desserte de CHEMETALL en électricité et gaz s'effectue en souterrain par le Boulevard de la Manutention, avec vanne de coupure pour le gaz à l'entrée du site. La desserte de Conforama en électricité est assurée depuis l'Avenue Pompidou, extérieurement au périmètre d'étude. Une mise hors service de ces éléments de réseau de desserte en électricité ou gaz n'aurait pas d'incidence sur le fonctionnement du territoire ou la sécurité des personnes.

### 5.2.4 L'identification des enjeux complémentaires et connexes disponibles

Les enjeux, décrits ci-après, ne présentent pas de caractère indispensable à la réalisation du PPRT. Toutefois, leur étude peut éventuellement apporter des éléments complémentaires en vue de la phase de stratégie du PPRT et apporter une connaissance générale du territoire exposé.

#### *5.2.4.1 Estimation globale des populations résidentes et des emplois*

Sur l'ensemble du périmètre, on peut distinguer 4 types de zones ou infrastructures à enjeux humains :

- Zone habitée :
  Elle est constituée par 4 pavillons situés Boulevard de la Manutention et appartenant à la zone pavillonnaire Courteline. La population résidente correspondante peut être estimée à 12 habitants, sur la base d'une estimation moyenne de 3 habitants par pavillon.
- Zone d'activité :
  Conforama : 50 emplois.
  ADA et matériel para-médical : 3 emplois.
  Atelier mécanique du Centre technique municipal de Sens : 10 emplois.
- Les infrastructures de transport ;
- Les espaces ouverts d'usages ou d'activités (exploitation agricole, chemins de randonnée...) : Verger.

#### *5.2.4.2 Perspectives de développement contenues dans le PLU*

Sur le Boulevard de la Manutention, il existe un projet de réalisation de voie cyclable.

#### *5.2.4.3 Enjeux environnementaux, patrimoniaux et économiques*

Le périmètre d'étude est soumis au risque d'inondation de l'Yonne.

Sur Saint-Clément, une partie du territoire se situe en zone bleue du PPR approuvé le 22/07/2002.
Sur Saint-Denis-les-Sens, une partie du territoire se situe en zone bleue du PPR approuvé le 05/07/2002.
Sur Sens, une partie du territoire se situe en zone bleue ou hors zone inondable du PPR approuvé le 26/11/2001 et mis en révision le 11/09/2006.

En zone bleue, les constructions sont autorisées sous réserve du respect de mesures constructives réduisant la vulnérabilité (1er plancher au-dessus de la cote de référence, emprise au sol limitée...).

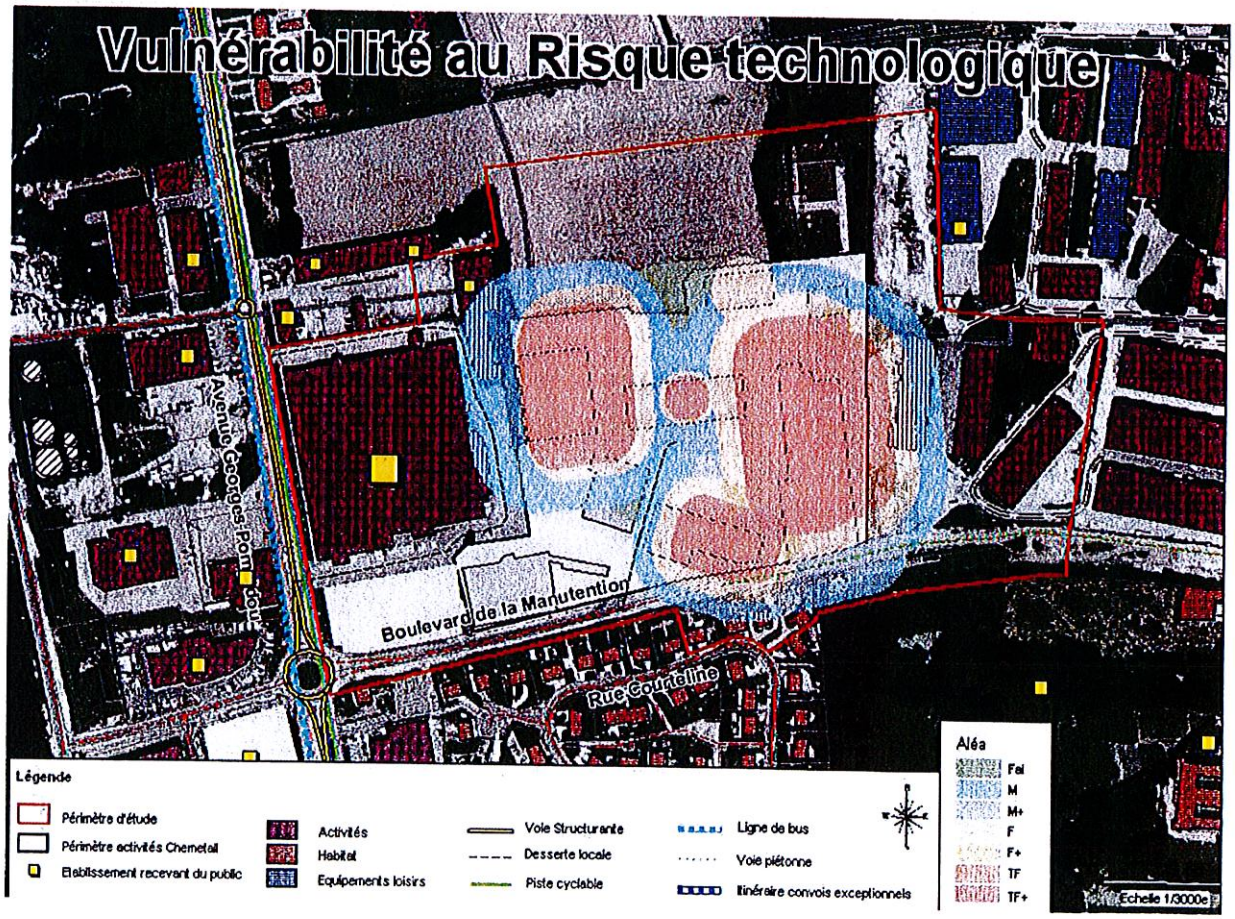
## 5.3 Finalisation de la séquence d'étude technique

### 5.3.1 Superposition des aléas et des enjeux

La phase préalable d'analyse des enjeux fournit une description, une image du territoire exposé.

Lors de cette phase d'analyse des enjeux, les aléas en tant que tels n'ont pas été pris en compte (type d'aléas, niveau d'aléas...).

La superposition de la carte de synthèse des enjeux et de la cartographie des aléas permet d'avoir une perception de l'impact global des aléas sur le territoire (vulnérabilité sommaire).



D'autre part, la superposition des aléas et des enjeux constitue le fondement technique de la démarche de finalisation des études nécessaires à l'élaboration du PPRT.

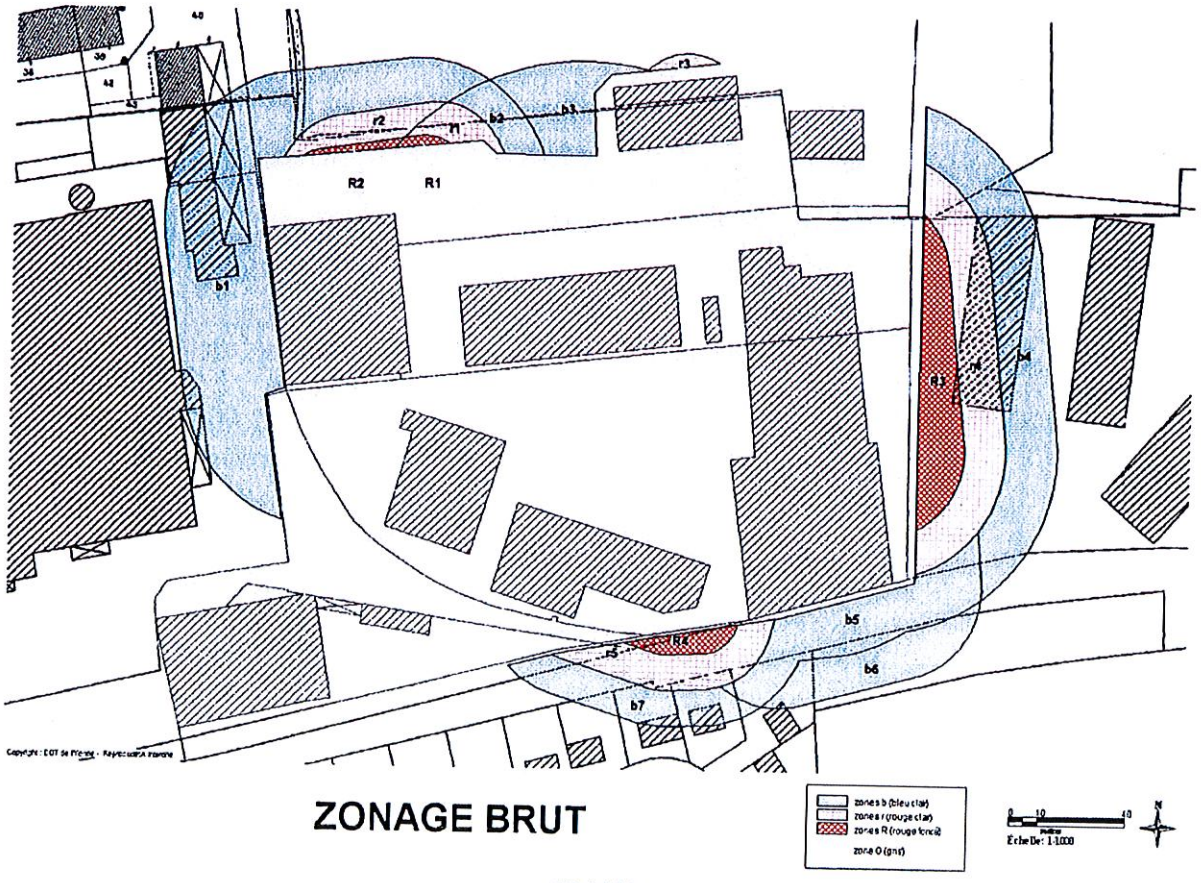
Cette superposition permet :

- De définir un zonage brut, résultant de la traduction sur une photo aérienne du tableau de correspondance entre les niveaux d'aléas et les principes de réglementation ;
- D'identifier, si nécessaire, des investigations complémentaires (notamment une étude de vulnérabilité) dont l'objectif est d'apporter des éléments permettant de mieux adapter la réponse réglementaire du PPRT, en gardant à l'esprit qu'il s'agit de protéger les personnes et non les biens.

### 5.3.2 Obtention du zonage brut

Il est établi à partir des cartes d'aléas, pour chaque type d'effet, en l'occurrence à partir des aléas toxiques, thermiques et de surpression. Il vise à obtenir un premier aperçu du futur zonage réglementaire et des secteurs où l'expropriation et le délaissement sont susceptibles d'être mis en œuvre. Pour cela, il se base sur les principales règles fixées en matière d'urbanisme, de construction, d'usages et d'actions foncières, selon les zones d'aléas. Ces règles sont issues du Guide méthodologique *« Plan de prévention des risques technologiques »*, réalisé par le Ministère de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables. Ce guide national fournit une aide technique à l'élaboration des PPRT. Il comporte notamment un tableau guide (tableau 35 pp. 108 et 109) indiquant les principes de réglementation à faire figurer dans le PPRT selon les niveaux d'aléas.

Un code couleur est utilisé dans le plan de zonage brut pour traduire les principes d'urbanisation future sur chaque zone. Les niveaux d'aléas les plus forts TF+ à F correspondent à des zones dont le principe d'urbanisation future est l'interdiction : interdiction stricte « R » en couleur rouge foncé pour les aléas TF+ et TF ou interdiction moins stricte « r » en couleur rouge clair pour les aléas F+ ou F). Les niveaux d'aléas moins forts correspondent à des zones dont le principe d'urbanisation future est l'autorisation sous conditions : autorisation limitée « B » en couleur bleu foncé pour l'aléa M+ des effets toxiques et thermiques et pour les aléas M+ à M des effets de surpression ou autorisation sous réserve « b » en couleur bleu clair pour l'aléa M des effets toxiques et thermiques et pour l'aléa Fai des effets de surpressions.




**ZONAGE BRUT**

Le guide traite à part les usages et les infrastructures : la possibilité est laissée de déterminer des prescriptions de protection des usagers ou de réglementer les usages.

Les bâtiments sujets à la possibilité de mesures foncières sont annotés avec la mention « Ex » pour une mesure d'expropriation et « De » pour une mesure de délaissement, en se basant sur les principes de la seconde partie du tableau issu du guide.

Ces principes de réglementation permettent d'encadrer les grandes orientations, mais le guide laisse à l'association et à la concertation le choix sur certaines options. Les contraintes sont donc à définir et à graduer selon le contexte local et les enjeux présents.

Le zonage brut ne prend pas en compte la vulnérabilité de l'existant. Des investigations complémentaires permettent de déterminer les mesures les plus adaptées pour la mise en sécurité des personnes (mesures foncières, renforcer un bâti peu vulnérable, maintenir un bâti non vulnérable).

**Guide de correspondance entre les niveaux d'aléas et les principes de réglementation**
**Extrait « Guide méthodologique PPRT »**

| Mesures physiques sur le bâti futur | Niveaux d'aléas | TF + | TF | F+ | F | M+ | M | Fai |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Effet toxique | Aucune construction neuve n'est autorisée (sauf pour les rares exceptions évoquées dans les paragraphes précédents) | | Prescriptions pour les activités industrielles autorisées (confinement) | | Prescriptions (confinement) | | Recommandations |
| | Effet thermique | | | Prescriptions pour les activités industrielles autorisées : - matériaux de protection contre l'effet thermique ; - constructions en bardage interdites. | | Prescription - matériaux de protection contre l'effet thermique, - constructions en bardage interdites. | | |
| | Effet de surpression | | | Prescriptions pour les activités industrielles autorisées : renforcement des vitrages. | | Prescriptions Renforcement des vitrages pour toutes les constructions autorisées. | | Prescriptions limitation des surfaces vitrées, verrières. |

**Principes de réglementation applicable au bâti futur**

| Mesures physiques sur le bâti existant | Niveaux d'aléas | TF + | TF | F+ | F | M+ | M | Fai |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Effet toxique | Prescriptions TF+ et TF : confinement obligatoire des locaux d'activités tolérés (rappel : habitations expropriées). F+ et F : confinement obligatoire pour les établissements sensibles et les ERP. Confinement obligatoire selon les critères simples pour les locaux d'activités et les habitations. | | | | Prescriptions Confinement des établissements sensibles et des ERP à adapter au contexte local. Confinement des locaux d'activités. Recommandations Confinement des habitations des particuliers. | | Recommandations |
| | Effet thermique | Prescriptions Mesures de protection contre l'effet thermique obligatoires, même si ces mesures techniques ne permettent de faire face qu'à un aléa moins important Identification obligatoire d'une zone de mise à l'abri dans chaque bâtiment. | | | | Prescriptions Identification d'une zone de mise à l'abri obligatoire dans chaque bâtiment résidentiel et à enjeux importants. | | Recommandations |
| | Effet de surpression | Prescriptions Mesures de renforcement des structures du bâti obligatoires, même si ces mesures techniques permettent de faire face uniquement à un aléa moins important. | | | | Prescriptions Mesures de renforcement des structures du bâti obligatoires. | | Recommandations de renforcement des vitrages |

**Principes de réglementation applicable au bâti existant**

| Réglementation sur l'existant | Mesures foncières | Niveaux d'aléas | TF+ | TF | F+ | F |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Conditions d'inscription des enjeux vulnérables dans un secteur d'expropriation possible | D'office pour le bâti résidentiel. Modulable pour les activités | Selon contexte local (association) | Non proposé | |
| | | Conditions d'inscription des enjeux vulnérables dans un secteur de délaissement possible | Pour mémoire, secteur d'expropriation possible (délaissement automatique une fois la DUP prise) | D'office pour le bâti résidentiel. Modulable pour les activités | | selon contexte local (association) |

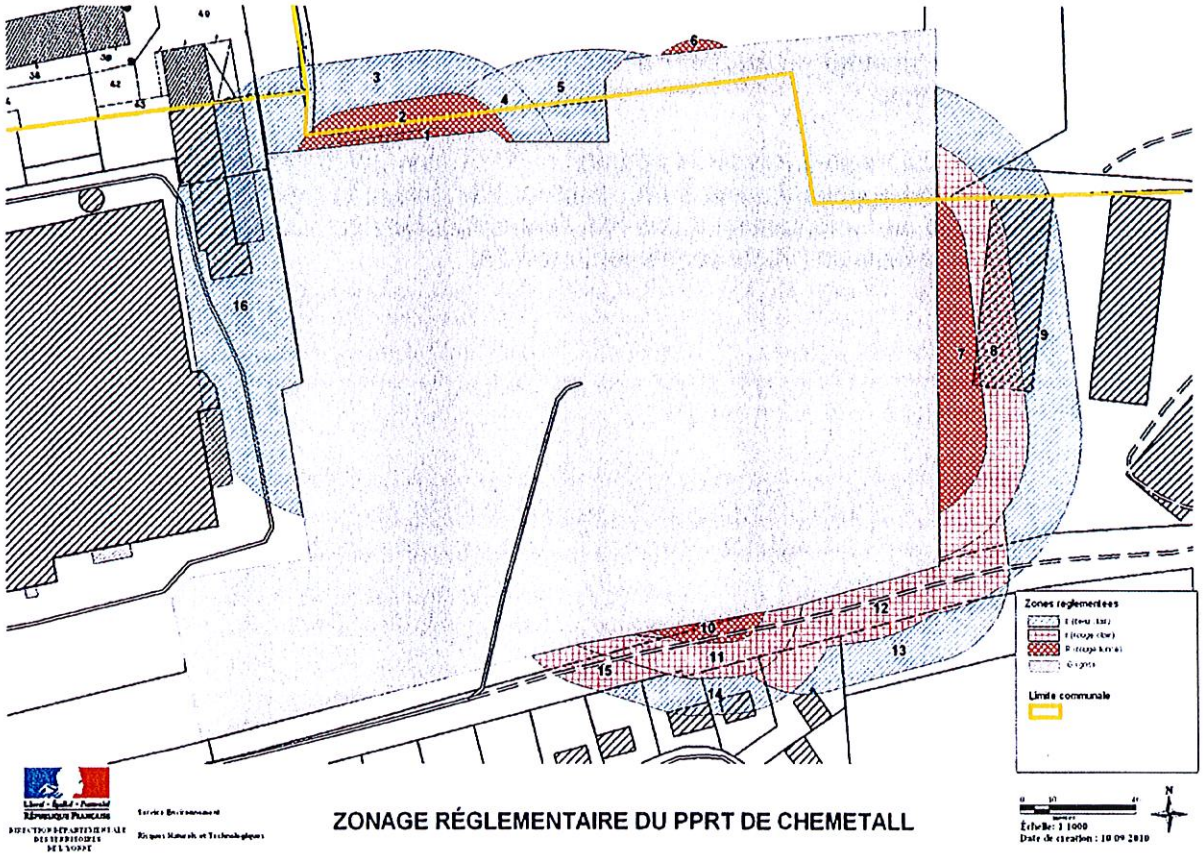
**Principes des mesures foncières**

| | Type d'infrastructures | Aléa TF+, TF | Aléa F+, F, M+ | Aléa M, Fai |
|---|---|---|---|---|
| Infrastructures | Voies structurantes | Prescriptions :<br>- mesures d'adaptation de la signalisation routière ;<br>- construction d'ouvrages de protection des infrastructures (murs en gabion, merlon, etc.). | | |
| TMD | Voies structurantes | Itinéraires alternatifs à rechercher pour les transports autres que ceux desservant la zone. Les restrictions de la circulation sont imposées par la réglementation TMD. Le PPRT peut édicter une recommandation. | | |
| | Voies de desserte | Les aires d'attente et de stationnement des TMD doivent être évitées sur la voie publique. Des prescriptions ou des recommandations peuvent être édictées par le PPRT. | | |
| transports collectifs | Infrastructures lourdes | La construction d'ouvrages de protection peut être prescrite. | | Les mesures sont les mêmes que celles proposées ci-contre. Elles peuvent être déclinées sous forme de prescriptions ou de recommandations. |
| | Infrastructures légères | Il peut être pertinent d'adapter les trajets pour réduire leur vulnérabilité en agissant sur le choix du tracé des lignes et éventuellement des arrêts. Les mesures prises ne doivent pas dégrader l'accessibilité du site pour les personnes vivant ou travaillant dans la zone de risques.<br>Des mesures de protection peuvent être prescrites. | | |
| Mode doux | Circulation des piétons et des cyclistes | Les mesures du PPRT peuvent porter sur les itinéraires aménagés pour la circulation des piétons et cyclistes dès lors que les usagers ne sont pas seulement les personnes résidant ou travaillant dans la zone. Il peut s'agir de pistes cyclables, de sentiers côtiers, de chemins de randonnées ou de parcours sportifs, etc.<br>Une signalisation de danger peut être mise en place à destination du public. | | |
| Équipements recevant du public | Équipements lourds | Les mesures foncières permettent le déplacement des équipements à caractère privé. Pour l'ensemble des établissements publics et privés, des mesures de réduction de la vulnérabilité du bâti peuvent être prescrites. L'utilisation de ces équipements peut également être réglementée suivant leur vulnérabilité. Dans les ERP, un affichage du risque peut être exigé par le PPRT. | | |
| | Équipements légers | L'usage de ces espaces peut être restreint. Chaque fois que cela est possible, il est recommandé de déplacer les activités correspondantes dans des zones moins exposées. | | |
| | Terrain nu | Les restrictions imposées par le PPRT ne peuvent pas concerner une utilisation de l'espace qui se déroulerait sur un terrain nu, dépourvu de tout aménagement ou ouvrage préexistant à la date d'approbation du plan. | | |

**Guide de correspondance entre les niveaux d'aléas et les principes de réglementation**
**Extrait « Guide méthodologique PPRT »**

Dans le cas de l'établissement CHEMETALL à Sens, le plan de zonage réglementaire (représenté ci-après), a été obtenu de la manière suivante, l'ensemble des zones étant dû aux effets toxiques, thermiques et de surpression :

- la zone colorée en rouge foncé et identifiée R correspond aux zones d'aléas thermique TF et de surpression Fai, thermique TF, zones où les dangers pour la vie humaine sont très graves (effets létaux significatifs). En conséquence, aucune construction n'y sera autorisée, à l'exception de constructions relatives à des activités industrielles autorisées et respectant les prescriptions imposées.
- La zone colorée en rouge clair et identifiée r correspond aux zones d'aléas thermique F et de surpression Fai, thermique F, toxique F, zones où les dangers pour la vie humaine sont significatifs (effets irréversibles) voire graves (effets létaux). En conséquence, les constructions y sont en principe interdites à l'exception de quelques aménagements respectant certaines prescriptions.
- la zone colorée en bleu clair et identifiée b correspond aux zones d'aléas thermique M+, thermique M et de surpression Fai, thermique M, de surpression Fai, zones où les dangers pour la vie humaine sont significatifs (effets irréversibles). Les constructions ne seront possibles que sous conditions et le bâti existant dans ces zones fait l'objet de recommandations vis-à-vis du risque thermique.




ZONAGE RÉGLEMENTAIRE DU PPRT DE CHEMETALL

### 5.3.3 Détermination des investigations complémentaires

La superposition des cartes d'aléas et de la carte de synthèse des enjeux permet d'identifier le niveau d'exposition des enjeux aux aléas. Chaque zone du zonage brut, replacée dans le tableau de correspondance entre niveaux d'aléas et principes de réglementation, permet de mieux apprécier le cadre général :

- des prescriptions et des recommandations ;
- des mesures foncières.

**Les investigations complémentaires ne se font que pour les enjeux existants (bâtis et usages).**
Il s'agit de :

- l'approche de la vulnérabilité ;
- la démarche d'estimation de la valeur des biens immobiliers.

Elles ne sont pas systématiques, elles sont réalisées en fonction du contexte local.

Dans le cas du PPRT de l'établissement CHEMETALL à Sens, l'étude des enjeux indique l'absence d'enjeux nécessitant une mesure foncière dans les zones d'aléas TF à F. **Dans ces conditions, il n'y a pas de démarche d'estimation de la valeur des biens immobiliers dans l'optique d'une mise en œuvre d'éventuelles mesures foncières. Les seules investigations complémentaires consistent à étudier la vulnérabilité des biens situés dans la zone d'exposition aux risques.**

Dans le cadre de l'accompagnement de la démarche PPRT, une étude de vulnérabilité des bâtis impactés par les différents phénomènes a été réalisée. Elle évalue la résistance de ces bâtis et préconise les mesures de renforcement à des fins de protéger les tiers. Chacun des propriétaires est destinataire des résultats de l'étude concernant son bâti.

# 6 La stratégie du PPRT

La stratégie du PPRT doit garder comme objectif la limitation de l'exposition des populations, tout en permettant le développement nécessaire aux secteurs déjà urbanisés ou à caractère stratégique en termes de développement économique du territoire.
Le principe général de la stratégie du PPRT de l'établissement CHEMETALL à Sens est **de limiter l'exposition des tiers.**
**Aucune mesure foncière (expropriation ou délaissement) n'est proposée.**

## 6.1 Les principales orientations proposées

Voici les orientations à partir desquelles des choix justifiés ont été effectués. Ces choix ont permis d'orienter le règlement du PPRT de l'établissement CHEMETALL à Sens vers certaines dispositions locales.

### 6.1.1 Encadrer l'urbanisation future ou l'évolution de l'urbanisation existante

Les orientations stratégiques retenues sont :

- Les seules constructions ou extensions autorisées sont limitées à l'entreprise CHEMETALL : pour son compte, sur son unité foncière et sous réserve que l'aléa ne s'en trouve pas augmenté.
- L'usage des espaces publics est très limité (interdiction de stationnement...) et une signalétique relative aux risques technologiques devra y être positionnée.
- Les changements de destination des bâtiments sont autorisés s'ils n'augmentent pas la vulnérabilité, et s'ils ne conduisent pas à la création d'habitation ou d'établissement recevant du public (ERP).
- L'interdiction de voie de circulation nouvelle, à l'exception de la création de pistes cyclables dédiée aux personnes résidant ou travaillant dans ou à proximité de la zone, sous réserve qu'elles aient pour fonction de sécuriser des déplacements effectués auparavant sur des axes routiers et de ne pas pouvoir les implanter hors zone d'aléa ou dans une zone d'aléa moins intense.
- L'autorisation de reconstruction après sinistre (autres que sinistres dus au risque technologique), assortie de prescriptions.

### 6.1.2 Agir sur l'existant par des mesures foncières

Aucune mise en œuvre de mesure foncière n'a été proposée.
Un seul enjeu est impacté par des aléas qui justifieraient un secteur de délaissement possible selon contexte local, c'est-à-dire suivant la réalité du territoire. Il s'agit d'un atelier technique qui appartient à la Commune de Sens. Il est impacté par un niveau d'aléa thermique M à TF. L'étude de vulnérabilité montre que des travaux de mise en sécurité sont envisageables. A son sujet, il n'a pas été décidé d'instaurer un droit de délaissement.

### 6.1.3 Mesures de protection des populations

Elles sont relatives à l'aménagement, à l'utilisation ou à l'exploitation des constructions, des ouvrages, des installations et des voies de communication existants à la date de l'approbation du PPRT. Elles doivent être prises par les propriétaires, exploitants ou utilisateurs et peuvent s'appliquer tant aux bâtiments qu'aux autres types d'aménagements ou d'occupations du sol, susceptibles de subir ou d'aggraver le risque.

#### *6.1.3.1 Prescriptions sur le bâti existant*

Le PPRT prévoit des prescriptions pour les biens existants à la date d'approbation du PPRT, selon leur localisation dans le zonage, afin qu'ils protègent ses occupants des effets auxquels ils pourraient être exposés.
Dès lors que le montant des travaux de protection prescrits dépasse 10% de la valeur vénale ou

estimée du bien à protéger le PPRT prévoit, avec une efficacité aussi proche que possible de l'objectif de performance à atteindre, des recommandations dans le but d'assurer la protection des occupants pour chacun des effets auxquels ils peuvent être exposés.

#### *6.1.3.2 Restriction des usages dans le périmètre d'exposition aux risques*

Le PPRT prévoit les restrictions suivantes :

- Les aires d'attente, stationnement ou repos ;
- Tout rassemblement ou toute manifestation de nature à exposer du public dans la zone d'aléa ;
- La création d'itinéraires (piétons, cyclistes ou autres) à l'exception des pistes cyclables autorisées par le titre II du présent règlement.

#### *6.1.3.3 Mesures relatives à l'information et la protection des populations*

Le PPRT prévoit les mesures obligatoires suivantes, qui devront être mises en œuvre par les gestionnaires de voirie, les ERP, concernés dès la date d'approbation du PPRT concernant l'ensemble des zones couvertes par le PPRT :

- Mise en place d'une signalisation des dangers à destination du public, notamment sur les aires de stationnement et le boulevard de la Manutention.

# 7 L'élaboration du plan de zonage réglementaire et de son règlement

Le plan de zonage réglementaire et le règlement sont l'aboutissement de la démarche. Ils expriment les choix issus de la phase de définition de la stratégie du PPRT, fondés sur la connaissance des aléas, des enjeux exposés, de leur niveau de vulnérabilité et des possibilités de mise en œuvre de mesures supplémentaires de réduction des risques à la source.
Le zonage réglementaire permet de représenter spatialement les dispositions contenues dans le règlement et constitue l'aboutissement de la réflexion engagée avec les différents acteurs associés à la démarche.

## 7.1 Les principes de délimitation dans le plan de zonage réglementaire

Le plan de zonage réglementaire délimite :

- le périmètre d'exposition aux risques ;
- les zones dans lesquelles sont applicables :
  - des interdictions,
  - des prescriptions et/ou des recommandations.

Les découpages des zones sont effectués en fonction des réglementations homogènes à appliquer.

## 7.2 Les choix retenus en fonction du contexte local

Les orientations ont été définies d'après les positions de l'État ainsi que par l'étude des avis émis par les personnes et organismes associés (POA) et du bilan de la concertation.

Les choix retenus sont les suivants :

- **R (rouge foncé)**

- Dans la zone exposée à un aléa thermique TF couplé pour partie à un aléa de surpression Fai, correspondant aux zones R1 et R2 du zonage brut :
  → définition de la **zone 1** du zonage réglementaire

- Dans la zone exposée à un aléa thermique F couplé pour partie à un aléa de surpression Fai, correspondant aux zones r1 et r2 du zonage brut :
  → définition de la **zone 2** du zonage réglementaire

- Dans la zone exposée à un aléa toxique F, correspondant à la zone r3 du zonage brut :
  → définition de la **zone 6** du zonage réglementaire

- Dans la zone exposée à un aléa thermique TF correspondant à la zone R3 du zonage brut :
  → définition de la **zone 7** du zonage réglementaire

- Dans la zone exposée à un aléa thermique TF correspondant à la zone R4 du zonage brut :
  → définition de la **zone 10** du zonage réglementaire

- **r (rouge clair)**

- Dans la zone exposée à un aléa thermique F correspondant à la zone r4 du zonage brut :
  → définition de la **zone 8** du zonage réglementaire ;

- Dans la zone exposée à un aléa thermique F correspondant à la zone r5 du zonage brut :
  → définition de la **zone 11** du zonage réglementaire ;

- Dans la zone exposée à un aléa thermique M+ correspondant à la zone B1 du zonage brut :
  → définition de la **zone 12** du zonage réglementaire ;

- Dans la zone exposée à un aléa thermique M correspondant à la partie de zone b7 du zonage brut située sur le Boulevard de la Manutention :
  → définition de la **zone 15** du zonage réglementaire

- **b (bleu clair)**

- Dans la zone exposée à un aléa thermique M correspondant à la partie de la zone b1 du zonage brut appartenant à l'unité foncière de l'établissement CHEMETALL :
  → définition de la **zone 3** du zonage réglementaire

- Dans la zone exposée à un aléa thermique M correspondant à la zone b4 du zonage brut :
  → définition de la **zone 9** du zonage réglementaire

- Dans la zone exposée à un aléa thermique M correspondant à la zone b6 du zonage brut :
  → définition de la **zone 13** du zonage réglementaire

- Dans la zone exposée à un aléa thermique M correspondant à la partie de la zone b7 du zonage qui est située hors Boulevard de la Manutention :
  → définition de la **zone 14** du zonage réglementaire

- Dans la zone exposée à un aléa thermique M correspondant à la partie de la zone b1 du zonage brut n'appartenant pas à l'unité foncière de l'établissement CHEMETALL :
  → définition de la **zone 16** du zonage réglementaire

- Dans la zone exposée à un aléa thermique M couplé à un aléa de surpression Fai, correspondant à la zone b2 du zonage brut :
  → définition de la **zone 4** du zonage réglementaire

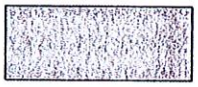
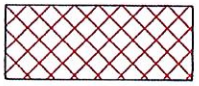
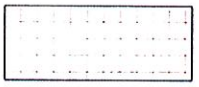
- Dans la zone exposée à un aléa de surpression Fai correspondant à la zone b3 du zonage brut :
  → définition de la **zone 5** du zonage réglementaire

Pour chacune de ces zones il s'applique les principes réglementaires relevant de la stratégie et présentés au point 5.1.1.1 de la note, ainsi que les restrictions d'usage et les obligations d'information énoncées au point 5.1.3 de la note.

La stratégie du PPRT de l'établissement CHEMETALL à Sens a permis de mettre en évidence des choix adaptés au contexte local. La phase suivante consiste à traduire ces choix dans le plan de zonage réglementaire et dans le règlement.

## 7.3 Synthèse des principes réglementaires par zone

Le plan de zonage réglementaire est décliné sur fond cadastral numérisé avec le mode de représentation graphique suivant :

| Périmètre et zones | Couleur ou graphisme des zones réglementées | Dénomination des zones réglementées |
|---|---|---|
| **Emprise clôturée de l'établissement à l'origine du PPRT** |  | G |
| **Interdiction stricte** |  | R |
| **Interdiction** |  | r |
| **Autorisation sous réserve** |  | b |

Zone G (gris) : emprise foncière des installations à l'origine du risque, exposée à un niveau d'aléa Fai à TF, où seuls des projets liés à l'établissement à l'origine du risque peuvent être autorisés sous réserve de respecter la réglementation.

Zone R (rouge foncé) : exposée à un niveau d'aléa F à TF, dans laquelle notamment les nouvelles constructions sont interdites.

Zone r (rouge clair) : exposée à un niveau d'aléa M à F, dans laquelle notamment les nouvelles constructions sont interdites avec quelques exceptions.

Zone b (bleu clair) : exposée à un niveau d'aléa Fai à M, où certaines constructions et des aménagements sont admis moyennant certaines conditions et/ou prescriptions.

## 7.4 Le règlement du PPRT

### 7.4.1 La structure du règlement

Le document réglementaire est constitué de la manière suivante :

**Titre I - Portée du PPRT – Dispositions générales**
Le titre I fixe le champ d'application du PPRT, les principes ayant conduit aux dispositions qui y figurent et rappelle les principaux effets.

**Titre II – Réglementation des projets**
La réglementation des projets nouveaux ou des extensions des biens et activités existants est destinée à maîtriser l'urbanisation nouvelle ou le changement de destination, soit en interdisant soit en imposant des restrictions justifiées par la volonté de :
- limiter la capacité d'accueil et la fréquentation, et par conséquent la population exposée ;
- protéger en cas d'accident par des règles de construction.

Le titre II fixe ce qui est interdit dans chaque zone (R, r, B), dans la mesure où les constructions, les réalisations d'ouvrages et les extensions de constructions existantes limitent le risque et les effets thermiques, toxiques et de surpression sur les personnes.
Les occupations et les utilisations du sol admises le sont sous réserve du respect de conditions et

de prescriptions de réalisation.
Dans les zones où les constructions sont rendues possibles, le titre II détermine les prescriptions à appliquer afin de réduire la vulnérabilité du bâti face aux effets thermiques, toxiques et de surpression.
Ces mesures permettront d'encadrer l'urbanisation future ou l'évolution de l'urbanisation existante et ce qui n'est pas visé est par principe autorisé au titre du PPRT.

**Titre III – Mesures de protection des populations**
Le titre II fixe les mesures de protection des populations face aux risques encourus. Ces mesures peuvent concerner l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des installations et des voies de communication qui existent à la date d'approbation du plan.
Le titre III expose les mesures relatives à l'aménagement des constructions existantes à la date d'approbation du PPRT, ces mesures permettent de réduire la vulnérabilité des personnes pour un niveau d'aléa thermique, toxique ou de surpression.
Ces mesures font l'objet de prescriptions pour un coût de travaux de renforcement inférieur à 10% de la valeur vénale du bien, ou de recommandations décrites dans un cahier des recommandations au-delà.

**Titre IV – Servitudes d'utilité publique**
Conformément aux dispositions de l'article L.515-21 du code de l'Environnement, le PPRT doit mentionner les servitudes d'utilité publique instituées en application de l'article L.515-8 autour des installations situées dans le périmètre du plan.

Il n'y a pas de telles servitudes d'utilité publique dans le périmètre du PPRT de CHEMETALL.

L'arrêté préfectoral qui a instauré le PIG ayant servi à maîtriser l'urbanisation autour de ce site est actuellement caduc en application de l'article R.121-4 du code de l'urbanisme (décret n°2001-260 du 27 mars 2001).

### 7.4.2 Les différents types de règles du PPRT

Conformément à l'article L. 515-16 du Code de l'Environnement, à l'intérieur du périmètre d'exposition aux risques, et en fonction du type de risques, de leur gravité, de leur probabilité et de leur cinétique, le PPRT :

- délimite les zones dans lesquelles la réalisation d'aménagements ou d'ouvrages ainsi que les constructions nouvelles et l'extension des constructions existantes sont **interdites ou subordonnées au respect de prescriptions** relatives à la construction, à l'utilisation ou à l'exploitation.
- **prescrit les mesures de protection des populations** face aux risques encourus, relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des installations et des voies de communication existant à la date d'approbation du plan, qui doivent être prises par les propriétaires, exploitants et utilisateurs dans les délais que le plan détermine. Les travaux de protection prescrits ne peuvent porter que sur des aménagements dont le coût n'excède pas 10% de la valeur vénale ou estimée du bien à la date d'approbation du plan.
- définit des **recommandations** tendant à renforcer la protection des populations face aux risques encourus et relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des voies de communication et des terrains de camping ou de stationnement de caravanes, pouvant être mises en œuvre par les propriétaires, exploitants et utilisateurs.

Comme explicité dans la présentation des phénomènes dangereux (paragraphe 3.2) et des aléas (paragraphe 5.1), les différentes zones à risque sont concernées soit par un aléa thermique, soit par un aléa toxique, soit par un aléa de surpression, soit par la superposition d'un aléa thermique et d'un aléa de surpression. C'est pourquoi, les différentes prescriptions et recommandations ont pour objectifs de limiter les conséquences de ces effets sur la population.

A la date d'approbation du plan, une moitié de bâtiment existant se situe dans une zone présentant un danger grave voire très grave pour la vie humaine. Il s'agit d'un atelier technique appartenant aux services municipaux de la ville de Sens. Pour ce bâtiment, la mesure foncière de délaissement selon contexte local n'a pas été instaurée dans la mesure où le renforcement du bâti pour mettre en sécurité ses occupants présente un rapport coût/avantage favorable.
**Aucun secteur d'expropriation ou de délaissement n'est institué dans le cadre du PPRT de l'établissement CHEMETALL à Sens.**
**Néanmoins, l'article L. 211-1 du code de l'urbanisme autorise les communes à exercer leur droit de préemption sur l'ensemble du périmètre d'exposition aux risques.**

L'ensemble de ces mesures qui permettront d'agir sur l'existant et d'encadrer l'urbanisation future ou l'évolution de l'urbanisation existante, sont définies dans le règlement du PPRT.

### 7.4.3 Délais de réalisation des prescriptions réglementaires

Les explications et justifications des principes réglementaires pour chacune des zones ont été présentées dans le chapitre 6 de la présente note.
Les constructions existantes situées en zone R, r ou b sont visées par des prescriptions imposées par le règlement. Par conséquent, pour les éventuelles mise en conformité de situations existantes, il est prévu à compter de l'approbation du PPRT **un délai de réalisation de 5 ans** pour les mesures sur les biens et activités et **un délai de 1 an** pour les mesures sur les voies de communication incombant aux gestionnaires des voies.
Les prescriptions sur le bâti nouveau sont applicables à la date d'approbation du PPRT par le Préfet de l'Yonne.

### 7.4.4 Les recommandations

Le PPRT propose également des recommandations, **sans valeur contraignante**, tendant à renforcer la protection des populations face aux risques encourus. Elles s'appliquent à l'aménagement, à l'utilisation et à l'exploitation des constructions, des ouvrages, des voies de communication ou de stationnement, et peuvent être mises en œuvre par les propriétaires, exploitants et utilisateurs.
Les recommandations ne sont pas décrites dans le règlement mais dans un document complémentaire : le cahier des recommandations.

Il a été prévu notamment d'y présenter des recommandations :

- relatives à l'aménagement des constructions existantes concernées par des effets thermiques, toxiques, ou de surpression ;
- relatives à l'utilisation ou à l'exploitation des terrains nus ;
- sur le comportement à adopter par la population en cas d'accident technologique.

# 8 Annexes

## Annexe 1 – Arrêtés préfectoraux de prescription du PPRT

## Annexe 2 – Arrêtés préfectoraux relatifs au CLIC

## Annexe 3 – Bilan de la concertation

## Annexe 4 – Avis des Personnes et Organismes associés (POA)

## Annexe 5 – Principaux textes de référence

- Loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages (codifiée notamment articles L.515-15 et suivants du code de l'environnement)

- Extraits du code de l'environnement
  - Partie législative :
    - Livre V - Articles L.515-15 à L.515-25 : installations soumises à un plan de prévention des risques technologiques
  - Partie réglementaire :
    - Articles R.125-23 à R.125-27 : Information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs
    - Articles D.125-29 à D.125-34 : Comités locaux d'information et de concertation
    - Articles R.515-39 à R.515-50 (Livre V) : Installations soumises à un plan de prévention des risques technologiques

- Arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation

- Circulaire du 3 octobre 2005 relative à la mise en œuvre des plans de prévention des risques Technologiques (circulaire abrogée aujourd'hui, mais dont les dispositions de son annexe 2 sont intégrées dans la circulaire du 10 mai 2010)

- Circulaire du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques (PPRT) dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003 - non publiée au JO mais figure au bulletin officiel du MEDDTL n°12 du 10 juillet 2010
  Non reproduite dans l'annexe mais téléchargeable à l'adresse suivantes :
  http://www.bulletinofficiel.developpement-durable.gouv.fr/fiches/BO201012/met_20100012_0100_0027.pdf

- Guide méthodologique « Le Plan de Prévention des Risques Technologiques »
  Non reproduit dans l'annexe mais téléchargeable sur le site Prim.net à l'adresse suivante :
  http://catalogue.prim.net/73_le-plan-de-prevention-des-risques-technologiques-pprt---guide-methodologique.html

# Annexe 1

# Arrêtés préfectoraux relatifs à la prescription du PPRT

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE L'YONNE

CABINET

SERVICE
INTERMINISTERIEL DE
DEFENSE ET DE LA
PROTECTION CIVILE

# ARRETE N°PREF/CAB/2008-0381

portant prescription du plan de prévention des risques technologiques pour l'établissement CHEMETALL sise sur le territoire de SENS, SAINT CLEMENTet SAINT DENIS les SENS

**Le préfet de l'Yonne,**
**Chevalier de la Légion d'Honneur,**

**VU** le code de l'environnement, notamment ses articles L-515.15 à L-515.25, R511-9, R 512-1 à R517-10 ;

**VU** le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.211-1, L.230-1 et L-300.2 ;

**VU** le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment ses articles L.15-6 à L.15-8 ;

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**VU** l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées soumises à autorisation ;

**VU** l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

**VU** les arrêtés préfectoraux n° D1 82-607 du 26 juillet 1982 et n° 2006-345 du 31 juillet 2006 autorisant et réglementant l'exploitation des installations de l'établissement CHEMETALL, implantés sur le territoire des communes de Sens, Saint-Clément et Saint Denis les Sens ;

.../...

VU l'arrêté préfectoral n° PREF/DCDD/2006/046 du 2 février 2006 demandant à la société CHEMETALL de compléter son étude des dangers pour l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques selon les modalités du décret du 7 septembre 2005 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2006-008 du 6 janvier 2006, portant création du comité local d'information et de concertation autour de l'établissement CHEMETALL ;

VU la circulaire ministérielle du 26 avril 2005 relative aux comités locaux d'information et de concertation ;

VU la circulaire interministérielle du 27 juillet 2005 relatif au rôle des services de l'équipement dans les domaines de la prévention des risques technologiques et naturel ;

VU la circulaire du 29/09/05 modifiée relative aux critères d'appréciation de la démarche de maîtrise des risques d'accidents susceptibles de survenir dans les établissements dits « SEVESO », visés par l'arrêté du 10 mai 2000 modifié ;

VU la circulaire ministérielle du 3 octobre 2005 relative à la mise en œuvre des plans de prévention des risques technologiques, et notamment son annexe 2 définissant les critères d'exclusion de certains phénomènes dangereux du PPRT ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 25 octobre 2007 ;

VU les avis des conseils municipaux des communes de SENS, SAINT CLEMENT et SAINT DENIS les SENS relatifs aux modalités de la concertation autour du projet de PPRT ;

**CONSIDERANT** la liste des phénomènes dangereux issus de l'étude des dangers de l'établissement CHEMETALL, et la nécessité de limiter l'exposition des populations aux effets de ces phénomènes dangereux ;

**CONSIDERANT** qu'une partie des communes de SENS, SAINT CLEMENT et SAINT DENIS les SENS est susceptible d'être soumise aux effets de ces phénomènes dangereux ;

**CONSIDERANT** que l'établissement CHEMETALL appartient à la liste prévue au IV de l'article L. 515-8 du code de l'environnement ;

**SUR PROPOSITION** du Secrétaire Général de la préfecture de l'Yonne,

# ARRETE

## ARTICLE 1er : Périmètre d'étude

L'élaboration d'un plan de prévention des risques technologiques est prescrite autour de l'établissement de la société CHEMETALL sur le territoire des communes de SENS, SAINT CLEMENT et SAINT DENIS les SENS.

Le périmètre d'étude du plan est délimité par la carte figurant en annexe du présent arrêté.

Ce périmètre d'étude a été défini sur le fondement des connaissances actuelles, issues de l'étude de dangers susvisée, relatives aux risques technologiques dus aux installations de l'établissement de la société précitée.

Il intègre la courbe enveloppe des effets des phénomènes dangereux décrits dans l'étude de dangers, excluant les phénomènes dangereux dont la probabilité est rendue suffisamment faible par les mesures de prévention mises en œuvre ou prescrites à la société CHEMETALL, en application des critères nationaux définis par la circulaire du 3 octobre 2005.

## ARTICLE 2 : Nature des risques pris en compte

L'établissement précité est spécialisé dans la fabrication de produits chimiques destinés en particulier à l'industrie du traitement de surfaces.

Le territoire inclus dans le périmètre d'étude est susceptible d'être impacté par des effets toxique, thermique et de surpression.

## ARTICLE 3 : Services instructeurs

L'équipe de projet interministérielle, composée de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Bourgogne et la Direction Départementale de l'Equipement de l'Yonne élabore le plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article 1.

## ARTICLE 4 : Personnes et organismes associés

Sont associés à l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques :

- La société Chemetall
- Les maires des communes de SENS, SAINT CLEMENT et SAINT DENIS les SENS ou leurs représentants;
- Le président de la communauté de communes du Sénonais ;
- Les membres du Comité Local d'Information et de Concertation de l'établissement CHEMETALL ;
- Le président du Conseil Général ou son représentant ;
- Le président du Conseil Régional ou son représentant.

L'association de ces personnes et organismes à l'élaboration du plan consiste en au moins deux réunions de travail, organisées par les services instructeurs visés à l'article 3. Ces réunions sont l'occasion pour chaque partenaire de contribuer aux réflexions et de réagir aux propositions.

**ARTICLE 5 : Modalités de la concertation**

La concertation avec les habitants, les associations locales et les autres personnes intéressées s'effectue pendant toute la durée de l'élaboration du projet. Le rapport susvisé de l'inspection des installations classées est mis à leur disposition. Il pourra être complété par d'autres documents.

Les observations des habitants, associations et personnes intéressées seront recueillies sur un registre dans chacune des mairies de Sens, Saint Clément et Saint Denis les Sens.

Le bilan de la concertation sera publié dans les journaux municipaux de chacune des communes de Sens, Saint Clément et Saint Denis les Sens.

Ce bilan sera adressé aux personnes et organismes associés cités à l'article 4.

Il est rappelé que, lorsque le projet de plan de prévention des risques technologiques sera élaboré, il fera l'objet d'une enquête publique.

**ARTICLE 6 :Mesures de publicité.**

Un exemplaire du présent arrêté est notifié aux personnes et organismes associés définis à l'article 4.

Il doit être affiché pendant un mois dans la mairie des communes de SENS, SAINT CLEMENTet SAINT DENIS les SENS.

Mention de cet affichage sera insérée, par les soins du préfet dans les journaux :

- l'Yonne Républicaine
- l'Indépendant de l'Yonne

Il sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département.

**ARTICLE 7 : Délai et voie de recours**

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et de quatre ans pour les tiers . Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

**ARTICLE 8** :

Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Sous-Préfet de Sens, le Directeur régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Bourgogne et le Directeur Départemental de l'Equipement de l'Yonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à AUXERRE, le 28 MAI 2001

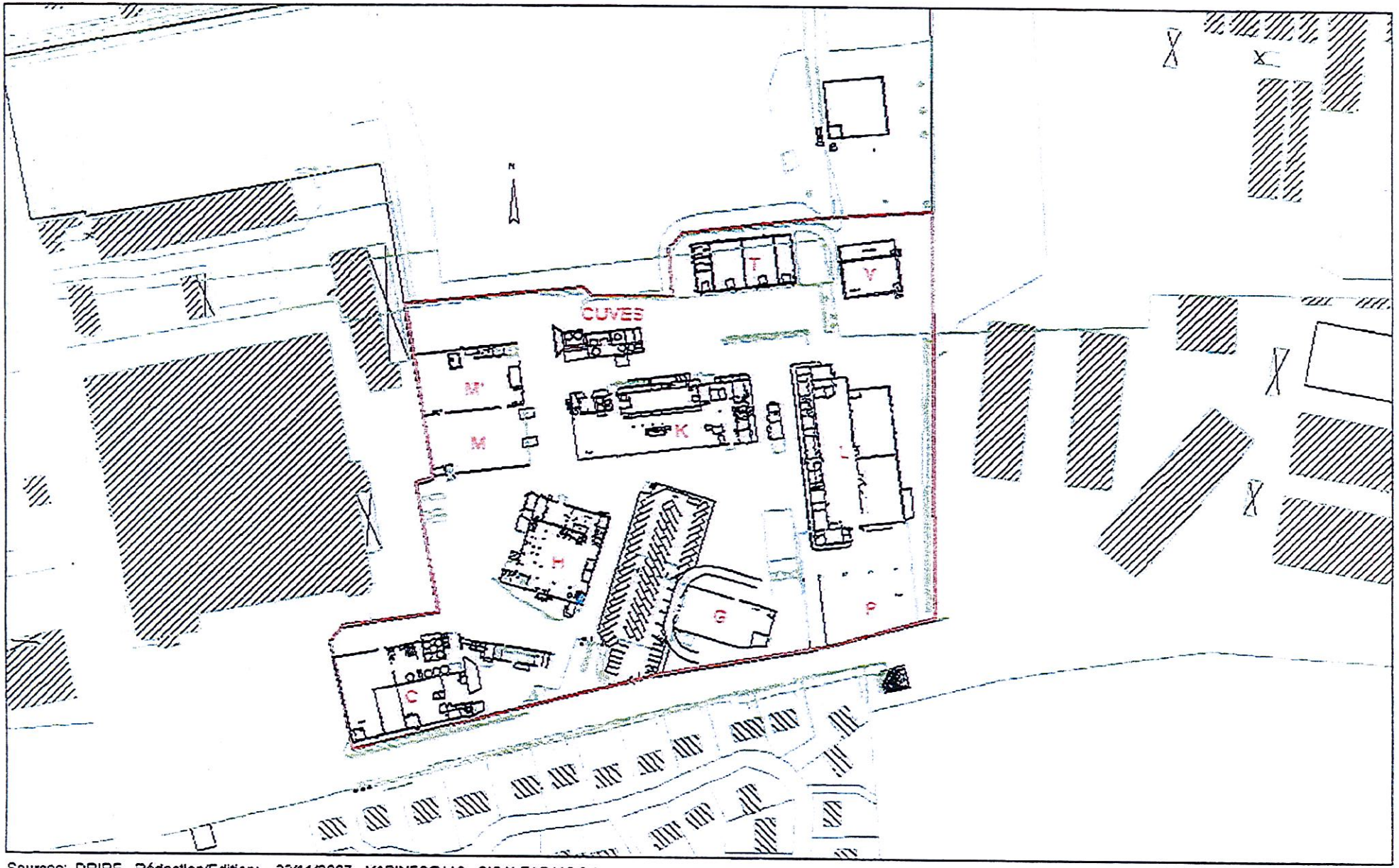
Le Préfet,

# ANNEXE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**PPRT Chemetall**
**Périmètre d'étude**

SIGALEA




Sources: DRIRE - Rédaction/Edition: - 23/11/2007 - MAPINFO® V 8 - SIGALEA® V 2.0.1

Echelle : 1/1800e

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE L'YONNE

CABINET

SERVICE
INTERMINISTERIEL
DE DEFENSE ET DE
PROTECTION CIVILE

# ARRETE n° PREF-CAB-2009-0716
## du 27 novembre 2009
## prolongeant le délai d'approbation du plan de prévention des risques technologiques pour l'établissement CHEMETALL à SENS.

**Le préfet de l'Yonne,**
**Chevalier de la légion d'honneur,**
**Officier de l'Ordre National du Mérite,**

VU l'ensemble des codes de l'environnement et de l'urbanisme ;

VU l'arrêté préfectoral n° PREF/CAB/2008-0381 du 28 mai 2008 portant prescription du plan de prévention des risques technologiques pour l'établissement CHEMETALL sis sur le territoire de SENS, SAINT CLEMENT et SAINT DENIS les SENS ;

CONSIDERANT le temps nécessaire pour mener la concertation permettant de préciser la stratégie et le projet de règlement s'y rapportant;

CONSIDERANT les délais réglementaires pour recueillir les avis des personnes et organismes associés et pour la procédure d'enquête publique ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

## ARRETE

**Article 1 :**

Le délai d'approbation du plan de prévention des risques technologiques pour l'établissement CHEMETALL sis sur le territoire de SENS, SAINT CLEMENT et SAINT DENIS les SENS est prorogé jusqu'au 28 novembre 2010 ;

**Article 2 :**

Un exemplaire du présent arrêté est notifié aux personnes et organismes associés à l'élaboration de ce plan de prévention des risques technologiques et sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département.

Il sera affiché pendant un mois dans les mairies de SENS, SAINT CLEMENT et SAINT DENIS les SENS et au siège de la Communauté de Communes du Sénonais.
Mention de cet affichage sera inséré dans un journal de l'Yonne.

**Article 3 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit d'un recours gracieux auprès du préfet de l'Yonne, soit d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement durable et de la Mer.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Dijon soit :

- directement, en l'absence de recours préalable, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, conformément aux dispositions de l'article R.421-1 du code de justice administrative

- à l'issue d'un recours préalable, dans les deux mois à compter de la date de notification de la réponse obtenue de l'administration, ou au terme d'un silence gardé par celle-ci pendant deux mois à compter de la réception de la demande.

**Article 4 :**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Yonne, le sous-préfet de Sens, le directeur régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, le directeur départemental de l'Equipement et de l'Agriculture de l'Yonne, les maires de SENS, de SAINT CLEMENT et de SAINT DENIS les SENS et le président de la Communauté de Communes du Sénonais sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Auxerre, le 27 NOV 2009

Le préfet,

Pascal TELLIER

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE L'YONNE

CABINET

SERVICE
INTERMINISTERIEL
DE DEFENSE ET DE
PROTECTION CIVILE

# ARRETE n° PREF-CAB-2010-0625
**Du 23 novembre 2010**
**prolongeant le délai d'approbation du plan de prévention des risques technologiques pour l'établissement CHEMETALL à SENS.**

**Le préfet de l'Yonne,**
**Chevalier de la légion d'honneur,**
**Officier de l'Ordre National du Mérite,**

VU l'ensemble des codes de l'environnement et de l'urbanisme ;

VU l'arrêté préfectoral n° PREF/CAB/2008-0381 du 28 mai 2008 portant prescription du plan de prévention des risques technologiques pour l'établissement CHEMETALL sis sur le territoire de SENS, SAINT CLEMENT et SAINT DENIS les SENS ;

VU l'arrêté préfectoral n° PREF/CAB/2009-0716 du 27 novembre 2009 prolongeant le délai d'approbation du plan de prévention des risques technologiques pour l'établissement CHEMETALL sis sur le territoire de SENS, SAINT-CLEMENT et SAINT-DENIS-les-SENS ;

CONSIDERANT la nécessité de réaliser une étude de vulnérabilité sur les bâtis impactés par les aléas ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

## ARRETE

**Article 1 :**

Le délai d'approbation du plan de prévention des risques technologiques pour l'établissement CHEMETALL sis sur le territoire de SENS, SAINT-CLEMENT et SAINT-DENIS-les-SENS est prorogé jusqu'au 30 septembre 2011 :

**Article 2 :**

Un exemplaire du présent arrêté est notifié aux personnes et organismes associés à l'élaboration de ce plan de prévention des risques technologiques et sera publié au recueil des actes administratifs de l'Etat dans le département.

Il sera affiché pendant un mois dans les mairies de SENS, SAINT-CLEMENT et SAINT-DENIS-les-SENS et au siège de la Communauté de Communes du Sénonais.
Mention de cet affichage sera inséré dans un journal de l'Yonne.

**Article 3 :**

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit d'un recours gracieux auprès du préfet de l'Yonne, soit d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement durable et de la Mer.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Dijon soit :

- directement, en l'absence de recours préalable, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, conformément aux dispositions de l'article R.421-1 du code de justice administrative

- à l'issue d'un recours préalable, dans les deux mois à compter de la date de notification de la réponse obtenue de l'administration, ou au terme d'un silence gardé par celle-ci pendant deux mois à compter de la réception de la demande.

**Article 4 :**

Le secrétaire général de la préfecture de l'Yonne, le sous-préfet de Sens, le directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, le directeur départemental des Territoires de l'Yonne, les maires de SENS, de SAINT-CLEMENT et de SAINT-DENIS-les-SENS et le président de la Communauté de Communes du Sénonais sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Auxerre, le 23 NOV. 2010

Le préfet,

Préfecture de l'Yonne Protection civile

Pascal LELARGE

# Annexe 2

# Arrêtés préfectoraux relatifs au CLIC

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE L'YONNE

CABINET

SERVICE
INTERMINISTERIEL DE
DEFENSE ET DE
PROTECTION CIVILE

**ARRETE N°PREF/CAB/ 2006. 008**
**portant création du Comité Local d'Information et de Concertation de la société CHEMETALL à SENS**

Le préfet de l'Yonne,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code de l'environnement ;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris en application du Code de l'environnement – Livre V – Titre 1er ;

VU le décret n° 2005 du 1er février 2005 relatif à la création des Comités Locaux d'Information et de Concertation en application de l'article L 125-2 du Code de l'environnement ;

VU le décret n° 90-918 du 11 octobre 1990, relatif à l'exercice du droit à l'information sur les risques majeurs, pris en application de l'article L 125-2 du Code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 février 1992 réglementant la société CHEMETALL pour une installation sur la commune de Sens ;

CONSIDERANT la nécessité de mieux exercer le droit à l'information sur les risques majeurs ;

CONSIDERANT que la création d'un comité local d'information et de concertation répond à cette nécessité ;

SUR proposition de Mme la directrice de cabinet,



Place de la Préfecture - 89016 AUXERRE CEDEX - Téléphone 03 86 72 79 89

## ARRETE :

Article 1er : Un Comité Local d'Information et de Concertation, concernant la société CHEMETALL à Sens est constitué.

Article 2 : Les membres du Comité Local d'Information et de Concertation sont les suivants :

*Collège Administrations*

- Le préfet ou son représentant.
- Le chef du SIDPC ou son représentant.
- Le DDSIS ou son représentant.
- Le DRIRE ou son représentant.
- Le DDE ou son représentant.
- Le DDTEFP ou son représentant.

*Collège collectivités territoriales*

Les maires des communes suivantes ou leur représentant :

- Sens
- Saint Clément
- Saint Denis-les-Sens

Les conseillers généraux des cantons de Sens Ouest et Sens Est ou leur représentant.

*Collège exploitants*

- 2 représentants de la société CHEMETALL.

*Collège riverains*

- 1 représentant de chacune des associations suivantes :
  - Adeny
  - Yonne Nature Environnement

*Collège salariés*

- 2 représentants des salariés de la société CHEMETALL, proposés par la délégation du personnel du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) parmi ses membres ou, à défaut, par les délégués du personnel en leur sein.

Article 3 : Les membres du comité sont nommés pour trois ans. Tout membre qui perd la qualité au titre de laquelle il a été nommé est réputé démissionnaire. Lorsqu'un membre doit être remplacé avant l'échéance normale de son mandat, son successeur est nommé pour la période restant à courir.

Le comité est présidé par un de ses membres, nommé par le préfet sur proposition du comité ou, à défaut, par le préfet.

Article 4 : Le comité se réunit sur convocation de son président ou sur la demande de la moitié de ses membres.

Chaque membre peut mandater l'un des membres du comité pour le remplacer en cas d'empêchement pour toute réunion du comité. Un membre peut recevoir deux mandats au plus.

La voix du président est prépondérante pour les avis et les déclarations approuvés par la moitié des membres présents ou représentés.

Le président peut inviter aux réunions du comité toute personne susceptible d'éclairer les débats en raison de sa compétence particulière.

Article 5 : Le comité a pour mission de créer un cadre d'échange et d'information entre les différents représentants des collèges énoncés à l'article 2 et les exploitants des installations classées, en particulier :

- ✓ lors de l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques ;
- ✓ lors de toutes modifications qu'un exploitant envisage d'apporter à son installation nécessitant une modification des prescriptions réglementant l'installation ;
- ✓ lors d'incidents ou d'accidents survenus à l'occasion du fonctionnement d'une des installations des sociétés et notamment de ceux mentionnés à l'article 38 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 susvisé ;

De plus, le comité :

- doit être rendu destinataire des plans d'urgence et être informé des exercices relatifs à ces plans ;
- doit être informé par les exploitants des éléments contenus dans le bilan prévu à l'article 7 ci-dessous ;
- doit être destinataire des rapports d'analyse critique réalisée en application de l'article 3 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;

Le président du comité doit être destinataire du rapport d'évaluation prévu par l'article L 515-26 du Code de l'environnement.

Sont exclues du cadre d'échange et des éléments à porter à la connaissance du comité, les indications susceptibles de porter atteinte au secret de défense nationale ou aux secrets de fabrication, ainsi que celles de nature à faciliter la réalisation d'actes de malveillance ou à faire obstacle à l'application des mesures visées par le décret n° 90-918 du 11 octobre 1990.

Article 6 : Le comité peut faire appel aux compétences d'experts reconnus, notamment pour réaliser des tierces expertises par délibération approuvée à la majorité des membres présents ou représentés. L'intervention de l'expert est réalisée sans préjudice des dispositions prévues à l'article 3 – 6° du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 susvisé, relatif à l'analyse critique d'éléments du dossier d'autorisation.

Le comité met régulièrement à la disposition du public un bilan de ses actions.

Article 7 : Les exploitants adressent au comité, au plus tard le 31 mars de chaque année, un bilan qui comprend en particulier :

- Les actions réalisées pour la prévention des risques et leur coût ;
- Le bilan du système de gestion de la sécurité prévu dans l'arrêté ministériel pris en application de l'article 3 (5°) du décret du 21 septembre 1977 ;
- Les comptes rendus des incidents et accidents de l'installation tels que prévus par l'article 38 du décret du 21 septembre 1977 ainsi que les comptes rendus des exercices d'alerte ;
- Le cas échéant, le programme pluriannuel d'objectifs de réduction des risques.

Les collectivités territoriales membres du comité informent le comité des changements en cours ou projetés pouvant avoir un impact sur l'aménagement de l'espace autour desdites installations.

Article 8 : Le secrétaire général de la préfecture de l'Yonne et le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée, à titre de notification, à chacun des membres ci-dessus désignés ainsi qu'aux personnes visées à l'article 2, et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Auxerre, le - 6 JAN. 2006

Préfecture de l'Yonne Protection civile 032

Jean-François TALLEC

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE L'YONNE

CABINET

SERVICE
INTERMINISTERIEL DE
DEFENSE ET DE
PROTECTION CIVILE

**ARRETE N°PREF-CAB- SIACED - 2011 – 0036**
**du 31/12/2011**
**portant renouvellement des membres du Comité Local d'Information et de Concertation de la société CHEMETALL située à SENS**

Le préfet de l'Yonne,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

**VU** la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 instituant les comités locaux d'information et de concertation pour tout bassin industriel comprenant une ou plusieurs installations « SEVESO AS » plus particulièrement en son article 2,

**VU** le code de l'environnement;

**VU** le code du travail,

**VU** le décret n° 77-1133 modifié du 21 septembre 1977 pris en ses articles 3 et 38,

**VU** le décret n° 90-918 du 11 octobre 1990, relatif à l'exercice du droit à l'information sur les risques majeurs, pris en application de l'article L 125-2 du Code de l'environnement ;

**VU** le décret n° 2008-677 du 7 juillet 2008 paru au J.O du 9 juillet 2008 modifiant le code de l'environnement dans sa partie réglementaire,

**VU** l'arrêté du 10 mai 2000 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

**VU** l'arrêté N° PREF/CAB/ 2006-008 du 6 janvier 2006 portant création du Comité Local d'Information et de Concertation de la société CHEMETALL située à SENS.

**SUR** proposition de Monsieur le secrétaire général, de la préfecture,



Place de la Préfecture - 89016 AUXERRE CEDEX - Téléphone 03 86 72 79 89

**ARRETE :**

Article 1er : Les membres du Comité Local d'Information et de Concertation de la société CHEMETALL située à SENS sont renouvelés à compter du 1er février 2011 selon la liste ci-dessous :

*Collège Administrations*

- Le préfet ou son représentant
- Le chef du SIACED-PC ou son représentant
- Le DDSIS ou son représentant
- Le DREAL ou son représentant
- Le DDT ou son représentant
- La DIRECCTE ou son représentant.

*Collège collectivités territoriales*

- Le maire de SENS ou son représentant
- Le maire de SAINT DENIS LES SENS ou son représentant
- Le maire de SAINT-CLEMENT ou son représentant
- Les conseillers généraux des cantons de Sens Ouest et Sens Est ou leurs représentants

*Collège exploitants*

- 2 représentants de la société CHEMETALL

*Collège riverains*

- 1 représentant de l'association ADENY
- 1 représentant de l'association Yonne Nature Environnement

Collège salariés

- 2 représentants des salariés de la société CHEMETALL proposés par la délégation du personnel du comité d'hygiène, se sécurité et des conditions de travail (CHSCT) parmi ses membres ou à défaut, par les délégués du personnel en leur sein.

Article 3 : Les autres dispositions de l'arrêté N° PREF/CAB/2006-008 restent inchangées.

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de l'Yonne, le sous-préfet de Sens, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée, à titre de notification, à chacun des membres du CLIC, et sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Auxerre, le 31 janvier 2011

Jean-Paul BONNETAIN

# Annexe 3

# Bilan de la concertation

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

*Direction Régionale de l'Environnement,*
*de l'Aménagement et du Logement*
*BOURGOGNE*

*Service Prévention des Risques*

*Groupe risques accidentels industriels*

Dijon, le 11 janvier 2011

**Référence :**
**Affaire suivie par :** Laurent STREIBIG
**Mél. :** laurent.streibig@developpement-durable.gouv.fr
**Tél.** : 03 80 29 40 81 – **Fax :** 03 80 29 40 18

# PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

## SOCIÉTÉ CHEMETALL

## SENS

## BILAN DE LA CONCERTATION

---

**Référence** : Arrêté préfectoral n° PREF/CAB/2008-0381 portant prescription du plan de prévention des risques technologiques pour l'établissement Chemetall sis sur le territoire de la commune de Sens (Article 5).

Dans le cadre de la concertation prévue à l'article 5 de l'arrêté préfectoral cité en référence, M. le préfet a demandé, aux maires de Sens, Saint Clément et Saint Denis les Sens, de bien vouloir afficher cet arrêté et son annexe pendant un délai minimum d'un mois.

Il a demandé également aux maires de Sens, Saint Clément et Saint Denis les Sens de mettre à disposition des habitants, associations et personnes intéressées un registre pour qu'ils puissent y inscrire, le cas échéant, leurs observations et le rapport de l'inspection des installations classés de proposition de prescription du plan de prévention des risques technologiques (PPRT) pour l'établissement Chemetall.

Ressources, territoires, habitats et logement
Énergie et climat Développement durable
Prévention des risques Infrastructures, transports et mer

Présent pour l'avenir

www.bourgogne.developpement-durable.gouv.fr

Horaires d'ouverture au public :
du lundi au jeudi : 9h15-11h15 / 14h15-16h15
le vendredi : 9h15-11h15 / 14h00-16h00
Autres horaires : sur rendez-vous
Tél. : 03 80 29 44 44 – Fax : 03 80 29 87 91
BP 27805 – 21078 DIJON CEDEX

L'arrêté n° PREF/CAB/2008-0381 du 28 mai 2008 a été affiché :

- en mairie de Sens du 14 mai au 14 juillet 2009,
- en mairie de Saint-Clément du 13 mai au 13 juillet 2009,
- en mairie de Saint-Denis-Lès-Sens du 19 mai au 19 juin 2009.

Un registre a été mis à la disposition du public dans chacune des mairies des communes citées ci-dessus. Les observations formulées dans ces registres sont les suivantes :

- par lettre datée du 8 octobre 2010 le maire de Saint-Denis-Lès-Sens indique que le registre ne contient aucune remarque,
- par lettre datée du 19 octobre 2010 le maire de Sens indique que le registre ne contient aucune remarque,
- le 15 octobre 2010, le registre mis à la disposition en mairie de Saint-Clément, a été clos et ne comporte aucune remarque.

Une réunion publique s'est déroulée le 24 novembre 2009 de 18h à 20h à l'institut supérieur de l'Yonne à Sens, en vue de présenter la démarche PPRT, les aléas technologiques et le projet de règlement pour le site de Chemetall. Aucune observation susceptible de remettre en cause le projet n'a été émise. Un compte rendu est joint en annexe au présent bilan.

Ce bilan constitue la clôture de la phase de concertation telle que prévue à l'article 5 de l'arrêté du 28 mai 2008.

Il sera adressé aux personnes et organismes associés et mis à disposition du public en mairies de Sens, Saint-Denis-Lès-Sens et Saint-Clément. Les communes de de Sens, Saint-Denis-Lès-Sens et Saint-Clément rendront un avis sur le bilan de la concertation par délibération du conseil municipal ou simple avis de Monsieur le Maire.

Le bilan de la concertation sera joint au dossier d'enquête publique.

# Annexe 4

# Avis des Personnes et Organismes Associés (POA)

Chemetall

Chemetall S.A.S.
11, Bd de la Manutention - BP 362 - F-89103 SENS Cedex

DREAL
**Division de l'Environnement et du Sous-Sol**
BP 16610
15-17 avenue Jean Bertin
**21066 DIJON CEDEX**

R.A.R.
N/Réf. : 4467/11-CF/MDM
Objet : Commentaires Règlement PPRT

**A l'attention de M. VANDERSPEETEN**

Sens, le 30 Mars 2011

Monsieur l'Inspecteur,

Suite à la présentation du projet de règlement du PPRT CHEMETALL au CLIC du 17 Mars 2011, nous vous rappelons, ci-après, nos commentaires relatifs au chapitre 2 du Titre 3 concernant les Mesures de protection des populations – Conditions particulières d'utilisation et d'exploitation p 15 :

Texte actuel : «Sont interdits : Les aires d'attente, stationnement ou repos ; »

De par notre classification SEVESO 2 seuil haut, nous sommes obligés d'accompagner les personnes entrant sur notre site et nous ne pouvons pas faire rentrer tous les camions qui se présentent à notre poste de garde.... Cette situation impose aux transporteurs entrant ou sortant d'attendre un certain temps (notion d'aire d'attente) pour que le camion précédent soit déchargé ou chargé. Pouvez-vous prendre en compte ces impératifs liés aux modes de fonctionnement d'un site industriel SEVESO 2 seuil haut et modifier ce règlement en conséquence.

Vous souhaitant bonne réception de la présente et restant à votre entière disposition pour tout renseignement complémentaire.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur l'Inspecteur, l'expression de nos sentiments distingués.

Christian FOUCAUD
Chef d'Etablissement

Nota : Ci-joint le courrier relatif à ce sujet envoyé à la Mairie de Sens le 03 Décembre 2010

Copie : DDT de l'Yonne 3 rue Monge 89000 Auxerre (Mr Yvan TELPIC)



51, rue Pierre. F-92588 CLICHY Cedex. Tél. +33 (0) 1 47 15 38 00. Fax : +33 (0) 1 47 37 46 60
Société par Actions Simplifiée au capital de 4 000 000 euros
542 044 417 R.C.S. Nanterre - N° T.V.A. U.E. FR 43 542 044 417 - NAF 2059 Z
Usines : F-89103 SENS Cedex - 11, boulevard de la Manutention - BP 362 - Tél. +33 (0)1 47 15 38 00 - Fax : +33 (0)3 86 95 26 30
F-02200 SOISSONS - 280, rue J.B. Godin - ZI. Villeneuve-St-Germain - Tél. +33 (0)1 47 15 38 00 - Fax : +33 (0)1 47 15 60 89
http://www.chemetall.fr

Chemetall

Chemetall S.A.S.
11, Bd de la Manutention - BP 362 - F-89103 SENS Cedex

Monsieur PARIS
Maire de Sens
100 rue de la République
89100 SENS

R.A.R
Ref. : 4419/10-CF/MDM
Objet : boulevard de la Manutention

Sens, le 3 Décembre 2010

Monsieur le Maire,

Suite à de multiples demandes lors des diverses réunions CLIC et PPRT pour l'aménagement du Boulevard de la Manutention (accès aux commerces et à Chemetall,...), nous vous demandons :

- ✓ D'interdire le stationnement sur ce boulevard de 19 heures à 7 heures pour les raisons ci-après :
  - Ce boulevard est devenu une aire de parking la nuit pour les camions (Chemetall et autres)
  - Le bruit des moteurs des camions est une gêne manifeste la nuit pour les riverains. De plus, ce stationnement augmente la crainte des riverains quant au risque chimique des produits transportés
  - Ce stationnement est une gêne aussi pour l'accès des pompiers sur le site (POI et PPI).
- ✓ D'aménager ce boulevard en mettant un enrobé de bonne qualité jusqu'à l'entrée de Chemetall et en assurant le bon écoulement des eaux pluviales car depuis la dernière intervention des services techniques de la Mairie, ce boulevard se transforme en piscine !! (des écoulements ont dû être bouchés !!). Cette situation est plus que dangereuse pour les usagers de cette partie du boulevard.
- ✓ D'interdire aux camions non Chemetall (ex : service de bus pour le transport urbain) l'utilisation de l'entrée de Chemetall comme aire de retournement car nous sommes situés dans les aléas du PPRT, etc....

Nous vous remercions par avance de l'attention que vous voudrez bien porter à notre demande et restons dans l'attente d'une action rapide et commentée.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Maire, nos sincères salutations distinguées.

Christian FOUCAUD
Directeur Etablissement
Chemetall S.A.S.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère du travail, de l'emploi et de la santé

Direction régionale des entreprises
de la concurrence de la consommation
du travail et de l'emploi de BOURGOGNE

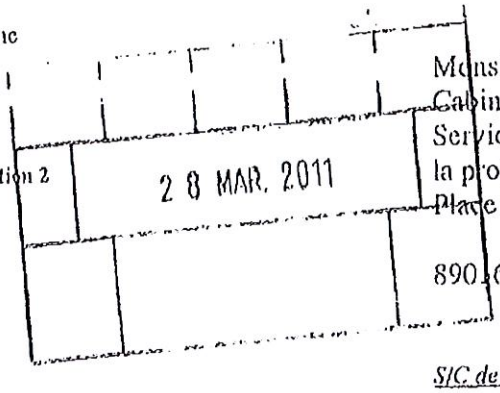
Unité territoriale de l'Yonne
1 rue de Preuilly
BP 13
89010 AUXERRE Cedex

Inspection du Travail – Section 2

Téléphone : 03 86 72 00 15
Télécopie : 03 86 52 23 15

L'Inspecteur du Travail

à




Monsieur le Préfet
Cabinet
Service interministériel de défense et de la protection civile
Place de la Préfecture

89016 AUXERRE Cedex

*S/C de Madame la directrice adjointe du travail*

Auxerre, le 22 mars 2011

Réf. : PG/VR 53

OBJET : Plan de prévention des risques technologiques (PPRT) – Sté CHEMETALL à Sens

Par courrier en date du 7 février 2011, vous m'avez demandé mon avis sur les documents établis dans le cadre de l'élaboration du PPRT de l'établissement CHEMETALL à Sens.

J'ai l'honneur de vous faire savoir que je n'ai pas d'observations particulières à faire sur ces documents.

Pierre GASSER

VU ET TRANSMIS

La directrice adjointe du travail,

Florence LAMESA

Service
Départemental d'
Incendie et de
Secours de l'Yonne

Sens, le 2 mars 2011

GROUPEMENT NORD

Adresse
---
Téléphone : 03 86 83 76 90
Télécopie : 03 86 83 76 98
Appel de secours : 18
---
PREVENTION – PREVISION
---

Dossier : Etude PPRT.
Fichier : Industriel SEVESO II
Réf : JRC/CTK/586-11
Affaire suivie par le Lt CHEVALLIER JR

Le Directeur Départemental

à

Monsieur Préfet
Service Interministériel de Défense
et de la Protection Civile
Place de la Préfecture
89016 AUXERRE CEDEX

A l'attention de Mme Adeline MIROL

OBJET : - SENS – Projet : Plan de Prévention des Risques Technologiques concernant l'établissement CHEMETALL-Commune de Saint Clément, Saint Denis les Sens, Sens, boulevard de la Manutention. (89100)

REF. : - Dossier PPRT– Gpt Nord n° 417

REGLEMENTATION : - Loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.
Circulaire interministérielle n° 465 du 10 décembre 1951, relative à la
- création et à l'aménagement des points d'eau
Normes NF S 62-200 – NF S 61-211 – NF S 61-213 – NF S 61-214,
- relatives aux bouches et poteaux d'incendie

P.J. : - Un dossier

**Description du projet :**

- Le présent projet concerne le plan de prévention des risques technologiques (PPRT) concernant l'établissement CHEMETALL relevant de la directive 96/82/CE du 9 décembre 1996 dite SEVESO II. La société CHEMETALL se situe sur un terrain de 11ha répartis sur trois communes, Saint Clément, Saint Denis les Sens et Sens.

- Desserte du bâtiment : Entrée principale : 11, Boulevard de la Manutention.
Entrée secondaire : 109 Rue Victor Guichard (Centre Technique Municipal de Sens).
Ces accès doivent être disponibles en cas d'accident.

- Défense incendie : Elle est assurée par : PI de 100 mm n° 83 situé avenue Georges Pompidou à 370 mètres de l'établissement (débit 152 $m^3$/h en 2010) et par quatre poteaux privés et une colonne d'aspiration. AG PI 100mm débit 93$m^3$/h en 2010, AH PI 100mm débit 83$m^3$/h en 2010, AK PI 100mm débit 103$m^3$/h en 2010 et AL PI 100mm débit 110$m^3$/h en 2010.

**Analyse du projet :**
- La défense contre l'incendie et l'accessibilité aux engins de lutte contre l'incendie sont correctes.

**Avis relatif à l'accessibilité aux engins d'incendie et à la défense contre l'incendie :**

Après examen du dossier et des plans de l'affaire citée en objet, j'ai l'honneur d'émettre **un avis favorable** en ce qui concerne le Plan de Prévention des Risques Technologiques concernant le site mentionné ci-dessus.

Autre remarque : Néant :

Pour le Directeur Départemental, et par délégation
Le Chef du Groupement Nord

Lieutenant-colonel Stéphane CALIMACHE

# Annexe 5

## Principaux textes de référence

# Loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages

# (Extraits relatifs aux PPRT)

(JO du 31 juillet 2003)

NOR : DEVX0200176L

## Vus

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

## Titre I : Risques technologiques

### Chapitre I : Information

[...]

#### Article 2

L'article L. 125-2 du code de l'environnement est complété par un alinéa ainsi rédigé :

" Le préfet crée un comité local d'information et de concertation sur les risques pour tout bassin industriel comprenant une ou plusieurs installations figurant sur la liste prévue au IV de l'article L. 515-8. Ce comité peut faire appel aux compétences d'experts reconnus, notamment pour réaliser des tierces expertises. Il est tenu informé de tout incident ou accident touchant à la sécurité des installations visées ci-dessus. Il est doté par l'Etat des moyens de remplir sa mission. Les conditions d'application du présent alinéa et notamment les règles de composition des comités locaux d'information et de concertation sur les risques sont fixées par décret. "

### Chapitre II : Maîtrise de l'urbanisation autour des établissements industriels à risques

[...]

#### Article 4

Après le deuxième alinéa de l'article L. 512-1 du code de l'environnement, sont insérés trois alinéas ainsi rédigés :

" Le demandeur fournit une étude de dangers qui précise les risques auxquels l'installation peut exposer, directement ou indirectement, les intérêts visés à l'article L. 511-1 en cas d'accident, que la cause soit interne ou externe à l'installation.

" Cette étude donne lieu à une analyse de risques qui prend en compte la probabilité d'occurrence, la cinétique et la gravité des accidents potentiels selon une méthodologie qu'elle explicite.

" Elle définit et justifie les mesures propres à réduire la probabilité et les effets de ces accidents. "

#### Article 5

Le chapitre V du titre Ier du livre V du code de l'environnement est complété par une section 6 ainsi rédigée :

" Section 6 : Installations soumises à un plan de prévention des risques technologiques

" Art. L. 515-15. - L'Etat élabore et met en œuvre des plans de prévention des risques technologiques qui ont pour objet de limiter les effets d'accidents susceptibles de survenir dans les installations figurant sur la liste prévue au IV de l'article L. 515-8 et pouvant entraîner des effets sur la salubrité, la santé et la sécurité publiques directement ou par pollution du milieu.

" Ces plans délimitent un périmètre d'exposition aux risques en tenant compte de la nature et de l'intensité des risques technologiques décrits dans les études de dangers et des mesures de prévention mises en œuvre

" Art. L. 515-16. - A l'intérieur du périmètre d'exposition aux risques, les plans de prévention des risques technologiques peuvent, en fonction du type de risques, de leur gravité, de leur probabilité et de leur cinétique :

" I. - Délimiter les zones dans lesquelles la réalisation d'aménagements ou d'ouvrages ainsi que les constructions nouvelles et l'extension des constructions existantes sont interdites ou subordonnées au respect de prescriptions relatives à la construction, à l'utilisation ou à l'exploitation.

" Dans ces zones, les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale compétents peuvent instaurer le droit de préemption urbain dans les conditions définies à l'article L. 211-1 du code de l'urbanisme.

" II. - Délimiter, à l'intérieur des zones prévues au I, des secteurs où, en raison de l'existence de risques importants d'accident à cinétique rapide présentant un danger grave pour la vie humaine, les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale compétents peuvent instaurer un droit de délaissement des bâtiments ou parties de bâtiments existant à la date d'approbation du plan qui s'exerce dans les conditions définies aux articles L. 230-1 et suivants du code de l'urbanisme. Toutefois, pour la détermination du prix d'acquisition, la valeur du bien est appréciée sans tenir compte de la dépréciation supplémentaire éventuelle apportée par l'intervention de la servitude instituée en application du I. La commune ou l'établissement public de coopération intercommunale peut, par convention passée avec un établissement public, lui confier le soin de réaliser l'acquisition des biens faisant l'objet du délaissement.

" III. - Délimiter, à l'intérieur des zones prévues au I, des secteurs où, en raison de l'existence de risques importants d'accident à cinétique rapide présentant un danger très grave pour la vie humaine, l'Etat peut déclarer d'utilité publique l'expropriation, par les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale compétents et à leur profit, dans les conditions prévues par le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, des immeubles et droits réels immobiliers lorsque les moyens de sauvegarde et de protection des populations qu'il faudrait mettre en œuvre s'avèrent impossibles ou plus coûteux que l'expropriation.

" La procédure prévue par les articles L. 15-6 à L. 15-8 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique est applicable lorsque la gravité des risques potentiels rend nécessaire la prise de possession immédiate.

" Pour la détermination du prix d'acquisition ou du montant des indemnités, il n'est pas tenu compte de la dépréciation supplémentaire éventuelle apportée au bien par l'intervention de la servitude instituée en application du I.

" IV. - Prescrire les mesures de protection des populations face aux risques encourus, relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des installations et des voies de communication existant à la date d'approbation du plan, qui doivent être prises par les propriétaires, exploitants et utilisateurs dans les délais que le plan détermine. Ces mesures peuvent notamment comprendre des prescriptions relatives aux mouvements et au stationnement des véhicules de transport de matières dangereuses.

" Lorsque des travaux de protection sont prescrits en application de l'alinéa précédent, ils ne peuvent porter que sur des aménagements dont le coût n'excède pas des limites fixées par le décret en Conseil d'Etat prévu à l'article L. 515-25.

" V. - Définir des recommandations tendant à renforcer la protection des populations face aux risques encourus et relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des voies de communication et des terrains de camping ou de stationnement de caravanes, pouvant être mises en œuvre par les propriétaires, exploitants et utilisateurs.

" Art. L. 515-17. - Les mesures visées aux II et III de l'article L. 515-16 ne peuvent être prises qu'à raison de risques créés par des installations existant à la date de publication de la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages.

" Art. L. 515-18. - Les mesures prévues par les plans de prévention des risques technologiques, en particulier au II et au III de l'article L. 515-16, sont mises en œuvre progressivement en fonction notamment de la probabilité, de la gravité et de la cinétique des accidents potentiels ainsi que du rapport entre le coût des mesures envisagées et le gain en sécurité attendu.

" Art. L. 515-19. - I. - L'Etat, les exploitants des installations à l'origine du risque et les collectivités territoriales compétentes ou leurs groupements compétents, dès lors qu'ils perçoivent la taxe professionnelle dans le périmètre couvert par le plan, assurent le financement des mesures prises en application du II et du III de l'article L. 515-16. A cet effet, ils concluent une convention fixant leurs contributions respectives. Avant la conclusion de cette convention, le droit de délaissement mentionné au II du même article ne peut être instauré et l'expropriation mentionnée au premier alinéa du III du même article ne peut être déclarée d'utilité publique que si la gravité des risques potentiels rend nécessaire la prise de possession immédiate selon la procédure mentionnée au deuxième alinéa de ce III.

" Sans préjudice des obligations mises à la charge de l'exploitant par le préfet en application des articles L. 512-1 à L. 512-5 et de l'article L. 512-7, ces conventions peuvent permettre à l'Etat, aux collectivités territoriales ou à leurs groupements de participer au financement par l'exploitant de mesures supplémentaires de prévention des risques permettant de réduire les secteurs mentionnés aux II et III de l'article L. 515-16 lorsque cette participation financière est inférieure aux coûts qu'ils supporteraient en raison de la mise en œuvre des mesures prévues à ces II et III.

" II. - Une convention conclue entre les collectivités territoriales compétentes ou leurs groupements et les exploitants des installations à l'origine du risque, dans le délai d'un an à compter de l'approbation du plan de prévention des risques technologiques, précise les conditions d'aménagement et de gestion des terrains situés dans les zones mentionnées au I et dans les secteurs mentionnés aux II et III de l'article L. 515-16.

" III. - Une convention conclue entre les collectivités territoriales compétentes ou leurs groupements, les exploitants des installations à l'origine du risque et les organismes d'habitations à loyer modéré mentionnés à l'article L. 411-2 du code de la construction et de l'habitation bailleurs d'immeubles situés dans les secteurs mentionnés au III de l'article L. 515-6 du présent code définit, le cas échéant, un programme de relogement des occupants des immeubles situés dans ces secteurs. Cette convention peut également associer les autres bailleurs d'immeubles situés dans ces mêmes secteurs.

" Art. L. 515-20. - Les terrains situés dans le périmètre du plan de prévention des risques technologiques que les communes ou leurs groupements et les établissements publics mentionnés à la dernière phrase du II de l'article L. 515-16 ont acquis par préemption, délaissement ou expropriation peuvent être cédés à prix coûtant aux exploitants des installations à l'origine du risque.

" L'usage de ces terrains ne doit pas aggraver l'exposition des personnes aux risques.

" Art. L. 515-21. - Le plan de prévention des risques technologiques mentionne les servitudes d'utilité publique instituées en application de l'article L. 515-8 autour des installations situées dans le périmètre du plan.

" Art. L. 515-22. - Le préfet définit les modalités de la concertation relative à l'élaboration du projet de plan de prévention des risques technologiques dans les conditions prévues à l'article L. 300-2 du code de l'urbanisme.

" Sont notamment associés à l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques les exploitants des installations à l'origine du risque, les communes sur le territoire desquelles le plan doit s'appliquer, les établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière d'urbanisme et dont le périmètre d'intervention est couvert en tout ou partie par le plan ainsi que le comité local d'information et de concertation créé en application de l'article L. 125-2.

" Le préfet recueille leur avis sur le projet de plan, qui est ensuite soumis à enquête publique dans les conditions mentionnées aux articles L. 123-1 et suivants.

" Le plan de prévention des risques technologiques est approuvé par arrêté préfectoral.

" Il est révisé selon les mêmes dispositions.

" Art. L. 515-23. - Le plan de prévention des risques technologiques approuvé vaut servitude d'utilité publique. Il est porté à la connaissance des maires des communes situées dans le périmètre du plan en application de l'article L. 121-2 du code de l'urbanisme. Il est annexé aux plans locaux d'urbanisme, conformément à l'article L. 126-1 du même code.

" Art. L. 515-24. - I. - Les infractions aux prescriptions édictées en application du I de l'article L. 515-16 du présent code sont punies des peines prévues à l'article L. 480-4 du code de l'urbanisme.

" II. - Les dispositions des articles L. 460-1, L. 480-1, L. 480-2, L. 480-3 et L. 480-5 à L. 480-12 du code de l'urbanisme sont également applicables aux infractions visées au I, sous la seule réserve des conditions suivantes :

" 1° Les infractions sont constatées, en outre, par les fonctionnaires et agents commissionnés à cet effet par l'autorité administrative compétente en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement et assermentés ;

" 2° Le droit de visite prévu à l'article L. 460-1 dudit code est également ouvert aux représentants de l'autorité administrative compétente en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement.

" Art. L. 515-25. - Un décret en Conseil d'Etat précise les modalités d'application des articles L. 515-15 à L. 515-24 et les délais d'élaboration et de mise en œuvre des plans de prévention des risques technologiques. Pour les installations classées relevant du ministère de la défense et les dépôts de munitions anciennes, ce décret peut, en tant que de besoin, prévoir des modalités de consultation et d'information du public adaptées aux exigences de la défense nationale ou spécifiques aux dépôts de munitions anciennes. "

[...]

## Chapitre V : Dispositions diverses

[...]

### Article 22

Après l'article 104-3 du code minier, il est inséré un article 104-3-1 ainsi rédigé :

" Art. 104-3-1. - Les dispositions des articles L. 515-15 à L. 515-25 du code de l'environnement sont applicables aux stockages définis à l'article 3-1 du présent code. "

[...]

### Article 34

Avant le dernier alinéa du 1 de l'article 200 quater du code général des impôts, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

" Ouvre également droit au crédit d'impôt le coût des dépenses payées avant le 31 décembre 2010 pour la réalisation de travaux prescrits aux propriétaires d'habitation au titre du IV de l'article L. 515-16 du code de l'environnement lorsque ces travaux sont afférents à la résidence principale du contribuable. "

[...]

# Titre III : Dispositions diverses

## Article 77

Le chapitre V du titre II du livre Ier du code de l'environnement est complété par un article L. 125-5 ainsi rédigé :

" Art. L. 125-5. - I. - Les acquéreurs ou locataires de biens immobiliers situés dans des zones couvertes par un plan de prévention des risques technologiques ou par un plan de prévention des risques naturels prévisibles, prescrit ou approuvé, ou dans des zones de sismicité définies par décret en Conseil d'Etat, sont informés par le vendeur ou le bailleur de l'existence des risques visés par ce plan ou ce décret.

" Un état des risques fondé sur les informations mises à disposition par le préfet est annexé à toute promesse unilatérale de vente ou d'achat et à tout contrat réalisant ou constatant la vente.

" II. - Pour les locataires de biens immobiliers situés dans les zones mentionnées au I, l'état des risques prévu au I est annexé aux contrats de location écrits constatant l'entrée dans les lieux du nouveau locataire.

" III. - Le préfet arrête la liste des communes dans lesquelles les dispositions du I et du II sont applicables ainsi que, pour chaque commune concernée, la liste des risques et des documents à prendre en compte.

" IV. - Lorsqu'un immeuble bâti a subi un sinistre ayant donné lieu au versement d'une indemnité en application de l'article L. 125-2 ou de l'article L. 128-2 du code des assurances, le vendeur ou le bailleur de l'immeuble est tenu d'informer par écrit l'acquéreur ou le locataire de tout sinistre survenu pendant la période où il a été propriétaire de l'immeuble ou dont il a été lui-même informé en application des présentes dispositions. En cas de vente de l'immeuble, cette information est mentionnée dans l'acte authentique constatant la réalisation de la vente.

" V. - En cas de non-respect des dispositions du présent article, l'acquéreur ou le locataire peut poursuivre la résolution du contrat ou demander au juge une diminution du prix.

" VI. - Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'application du présent article. "

[...]

## Article 79

Au premier alinéa de l'article L. 211-1 du code de l'urbanisme, après les mots : " des zones d'urbanisation futures délimitées par ce plan ", sont insérés les mots : ", dans les périmètres définis par un plan de prévention des risques technologiques en application du I de l'article L. 515-16 du code de l'environnement, dans les zones soumises aux servitudes prévues au II de l'article L. 211-12 du même code, ".

[...]

## Article 81

[...]

II. Les plans de prévention des risques technologiques sont élaborés et approuvés dans un délai de cinq ans suivant la publication de la présente loi.

[...]

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 30 juillet 2003.
Jacques Chirac

Par le Président de la République :
Le Premier ministre,
Jean-Pierre Raffarin
Le ministre de l'intérieur, de la sécurité intérieure et des libertés locales,
Nicolas Sarkozy
Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie,
Francis Mer
Le ministre de l'équipement, des transports, du logement, du tourisme et de la mer,
Gilles de Robien
La ministre de l'écologie et du développement durable,
Roselyne Bachelot-Narquin

# Code de l'environnement
# Partie Législative

## (Extraits relatifs aux PPRT)

# Livre V : Prévention des pollutions, des risques et des nuisances

Modifié par [...] les lois [...] n° 2003-1312 du 30 décembre 2003, n° 2004-105 du 3 février 2004, n° 2004-811 du 13 août 2004, n° 2004-809 du 13 août 2004, n° 2004-1343 du 9 décembre 2004,n° 2005-781 du 13 juillet 2005, n° 2005-1319 du 26 octobre 2005, n° 2005-1527 du 8 décembre 2005, n° 2006-11 du 5 janvier 2006, n° 2006-436 du 14 avril 2006, n° 2006-739 du 28 juin 2006, n° 2006-1666 du 21 décembre 2006, n° 2006-1772 du 30 décembre 2006, n° 2007-207 du 19 février 2007, n° 2007-1822 du 24 décembre 2007, n° 2008-595 du 25 juin 2008, n° 2008-757 du 1er août 2008, n° 2008-1425 du 27 décembre 2008, n° 2009-179 du 17 février 2009, n° 2009-526 du 12 mai 2009, par les Ordonnances n° 2009-663 du 11 juin 2009 et n° 2009-894 du 24 juillet 2009, les Loi de finances pour 2010 n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 et rectificative pour 2009 n° 2009-1674 du 30 décembre 2009, les Ordonnances n° 2010-18 du 7 janvier 2010 et n° 2010-418 du 27 avril 2010, les Lois n° 2010-788 du 12 juillet 2010 et n° 2010-874 du 27 juillet 2010, les Ordonnances n° 2010-1232 du 21 octobre 2010 et n° 2010-1579 du 17 décembre 2010, les Lois n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 et n° 2010-1658 du 29 décembre 2010

# Titre I : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

## [...]

## Chapitre V : Dispositions particulières à certaines installations

## [...]

**(Loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003, article 5)**

### " Section 6 : Installations soumises à un plan de prévention des risques technologiques

#### " Article L. 515-15

**(Loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010, article 213)**

« L'Etat élabore et met en œuvre des plans de prévention des risques technologiques qui ont pour objet de délimiter les effets d'accidents susceptibles de survenir dans les installations figurant sur la liste prévue au IV de l'article L. 515-8 et qui y figuraient au 31 juillet 2003, et pouvant entraîner des effets sur la salubrité, la santé et la sécurité publiques directement ou par pollution du milieu.

« L'Etat peut élaborer et mettre en œuvre de tels plans pour les installations mises en service avant le 31 juillet 2003 et ajoutées à la liste prévue au IV de l'article L. 515-8 postérieurement à cette date. »

" Ces plans délimitent un périmètre d'exposition aux risques en tenant compte de la nature et de l'intensité des risques technologiques décrits dans les études de dangers et des mesures de prévention mises en œuvre. "

#### " Article L. 515-16

**(Loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010, article 214)**

A l'intérieur du périmètre d'exposition aux risques, les plans de prévention des risques technologiques peuvent, en fonction du type de risques, de leur gravité, de leur probabilité et de leur cinétique :

" **I.** Délimiter les zones dans lesquelles la réalisation d'aménagements ou d'ouvrages ainsi que les constructions nouvelles et l'extension des constructions existantes sont interdites ou subordonnées au respect de prescriptions relatives à la construction, à l'utilisation ou à l'exploitation.

" Dans ces zones, les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale compétents peuvent instaurer le droit de préemption urbain dans les conditions définies à l'article L. 211-1 du code de l'urbanisme.

" **II.** Délimiter, à l'intérieur des zones prévues au I, des secteurs où, en raison de l'existence de risques importants d'accident à cinétique rapide présentant un danger grave pour la vie humaine, les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale compétents peuvent instaurer un droit de délaissement des bâtiments ou parties de bâtiments existant à la date d'approbation du plan qui s'exerce dans les conditions définies aux articles L. 230-1 et suivants du code de l'urbanisme. Toutefois, pour la détermination du prix d'acquisition, la valeur du bien est appréciée sans tenir compte de la dépréciation supplémentaire éventuelle apportée par l'intervention de la servitude instituée en application du I. La commune ou l'établissement public de coopération intercommunale peut, par convention passée avec un établissement public, lui confier le soin de réaliser l'acquisition des biens faisant l'objet du délaissement.

" **III.** Délimiter, à l'intérieur des zones prévues au I, des secteurs où, en raison de l'existence de risques importants d'accident à cinétique rapide présentant un danger très grave pour la vie humaine, l'Etat peut déclarer d'utilité publique l'expropriation, par les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale compétents et à leur profit, dans les conditions prévues par le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, des immeubles et droits réels immobiliers lorsque les moyens de sauvegarde et de protection des populations qu'il faudrait mettre en œuvre s'avèrent impossibles ou plus coûteux que l'expropriation.

" La procédure prévue par les articles L. 15-6 à L. 15-8 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique est applicable lorsque la gravité des risques potentiels rend nécessaire la prise de possession immédiate.

" Pour la détermination du prix d'acquisition ou du montant des indemnités, il n'est pas tenu compte de la dépréciation supplémentaire éventuelle apportée au bien par l'intervention de la servitude instituée en application du I.

" **IV.** Prescrire les mesures de protection des populations face aux risques encourus, relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des installations et des voies de communication existant à la date d'approbation du plan, qui doivent être prises par les propriétaires, exploitants et utilisateurs dans les délais que le plan détermine. Ces mesures peuvent notamment comprendre des prescriptions relatives aux mouvements et au stationnement des véhicules de transport de matières dangereuses.

" Lorsque des travaux de protection sont prescrits en application de l'alinéa précédent, ils ne peuvent porter que sur des aménagements dont le coût n'excède pas des limites fixées par le décret en Conseil d'Etat prévu à l'article L. 515-25.

" **V.** Définir des recommandations tendant à renforcer la protection des populations face aux risques encourus et relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des voies de communication et des terrains de camping ou de stationnement de caravanes, pouvant être mises en œuvre par les propriétaires, exploitants et utilisateurs.

« Les plans peuvent par ailleurs prévoir, sans préjudice des obligations mises à la charge de l'exploitant par le représentant de l'Etat dans le département en application des articles L. 512-1 à L. 512-5 et de l'article L. 512-7, des mesures supplémentaires de prévention des risques permettant de réduire le périmètre des secteurs susceptibles de faire l'objet des mesures prévues aux II et III du présent article lorsque le coût de ces mesures supplémentaires est inférieur à celui des mesures prévues à ces mêmes II et III qu'elles permettent d'éviter.

« De telles mesures supplémentaires doivent faire l'objet de la convention prévue au IV de l'article L. 515-19 avant l'approbation des plans. »

## " Article L. 515-16-1

**(Loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010, article 216)**

« Au vu de la notification mentionnée à l'article 18 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis, le représentant de l'Etat dans le département peut déclarer l'expropriation des immeubles et droits réels immobiliers non délaissés d'utilité publique lorsque les charges nécessaires à l'entretien des lots délaissés sont, pour les communes ou les établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière d'urbanisme, disproportionnées au regard de l'intérêt qui s'attache à cet entretien.

« L'utilité publique de l'expropriation est prononcée dans les conditions prévues au III de l'article L. 515-16.

« Pour la fixation du prix d'acquisition, la valeur du bien est déterminée sans tenir compte de la dépréciation supplémentaire qui résulte de la servitude instituée par le I de l'article L. 515-16. »

## " Article L. 515-17

Les mesures visées aux II et III de l'article L. 515-16 ne peuvent être prises qu'à raison de risques créés par des installations existant à la date de publication de la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages.

## " Article L. 515-18

Les mesures prévues par les plans de prévention des risques technologiques, en particulier au II et au III de l'article L. 515-16, sont mises en œuvre progressivement en fonction notamment de la probabilité, de la gravité et de la cinétique des accidents potentiels ainsi que du rapport entre le coût des mesures envisagées et le gain en sécurité attendu.

## " Article L. 515-19

**(Ordonnance n° 2009-663 du 11 juin 2009, article 19, loi de finances pour 2010 n° 2009-1673 du 30 décembre 2009, article 3 et Loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010, articles 214 et 216)**

**I.** L'Etat, les exploitants des installations à l'origine du risque et les collectivités territoriales compétentes ou leurs groupements compétents, dès lors qu'ils perçoivent la « contribution économique territoriale » dans le périmètre couvert par le plan, assurent le financement des mesures prises en application du II et du III de l'article L. 515-16 « et de l'article L. 515-16-1 » . A cet effet, ils concluent une convention fixant leurs contributions respectives. Avant la conclusion de cette convention, le droit de délaissement mentionné au II du même article ne peut être instauré et l'expropriation mentionnée au premier alinéa du III du même article ne peut être déclarée d'utilité publique que si la gravité des risques potentiels rend nécessaire la prise de possession immédiate selon la procédure mentionnée au deuxième alinéa de ce III.

" **II.** Une convention conclue entre les collectivités territoriales compétentes ou leurs groupements et les exploitants des installations à l'origine du risque, dans le délai d'un an à compter de l'approbation du plan de prévention des risques technologiques, précise les conditions d'aménagement et de gestion des terrains situés dans les zones mentionnées au I et dans les secteurs mentionnés aux II et III de l'article L. 515-16.

« **III.** Une convention définit, le cas échéant, un programme de relogement des occupants des immeubles situés dans les secteurs mentionnés au III de l'article L. 515-66 ou faisant l'objet de mesures prévues à l'article L. 515-16-1.

« Cette convention est conclue entre les collectivités territoriales compétentes ou leurs groupements, les exploitants des installations à l'origine du risque et les bailleurs des immeubles mentionnés à l'alinéa précédent, notamment les organismes d'habitations à loyer modéré mentionnés à l'article L. 411-2 du code de la construction et de l'habitation. »

« **IV.** Une convention conclue entre les personnes et organismes cités au I fixe leurs contributions respectives dans le financement des mesures supplémentaires mentionnées aux deux derniers alinéas de l'article L. 515-16. »

## " Article L. 515-20

Les terrains situés dans le périmètre du plan de prévention des risques technologiques que les communes ou leurs groupements et les établissements publics mentionnés à la dernière phrase du II de l'article L. 515-16 ont acquis par préemption, délaissement ou expropriation peuvent être cédés à prix coûtant aux exploitants des installations à l'origine du risque.

" L'usage de ces terrains ne doit pas aggraver l'exposition des personnes aux risques. "

## " Article L. 515-21

Le plan de prévention des risques technologiques mentionne les servitudes d'utilité publique instituées en application de l'article L. 515-8 autour des installations situées dans le périmètre du plan.

## " Article L. 515-22

**(Loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010, articles 240 et 247)**

Le préfet définit les modalités de la concertation relative à l'élaboration du projet de plan de prévention des risques technologiques dans les conditions prévues à l'article L. 300-2 du code de l'urbanisme.

" Sont notamment associés à l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques les exploitants des installations à l'origine du risque, les communes sur le territoire desquelles le plan doit s'appliquer, les établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière d'urbanisme et dont le périmètre d'intervention est couvert en tout ou partie par le plan ainsi que « la commission de suivi de site créée en application de l'article L. 125-2-1 ».

" Le préfet recueille leur avis sur le projet de plan, qui est ensuite soumis à enquête publique « réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier ».

" Le plan de prévention des risques technologiques est approuvé par arrêté préfectoral.

" Il est révisé selon les mêmes dispositions.

## " Article L. 515-23

Le plan de prévention des risques technologiques approuvé vaut servitude d'utilité publique. Il est porté à la connaissance des maires des communes situées dans le périmètre du plan en application de l'article L. 121-2 du code de l'urbanisme. Il est annexé aux plans locaux d'urbanisme, conformément à l'article L. 126-1 du même code.

## " Article L. 515-24

**(Ordonnance n° 2005-1527 du 8 décembre 2005, article 34 et Loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010, article 214)**

**I.** Les infractions aux prescriptions édictées en application du I de l'article L. 515-16 du présent code sont punies des peines prévues à l'article L. 480-4 du code de l'urbanisme.

" **II.** Les dispositions des articles L. 460-1, L. 480-1, L. 480-2, L. 480-3 et L. 480-5 à L. 480-12 du code de l'urbanisme sont également applicables aux infractions visées au I, sous la seule réserve des conditions suivantes :

" 1° Les infractions sont constatées, en outre, par les fonctionnaires et agents commissionnés à cet effet par l'autorité administrative compétente en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement et assermentés ;

" 2° Le droit de visite prévu à l'article L. 461-1 dudit code est également ouvert aux représentants de l'autorité administrative compétente en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement.

« **III.** Le non-respect des mesures prévues à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 515-16 fait l'objet des sanctions administratives et pénales prévues pour le non-respect des prescriptions prises en application de l'article L. 512-7. »

## " Article L. 515-25

Un décret en Conseil d'Etat précise les modalités d'application des articles L. 515-15 à L. 515-24 et les délais d'élaboration et de mise en œuvre des plans de prévention des risques technologiques. Pour les installations classées relevant du ministère de la défense et les dépôts de munitions anciennes, ce décret peut, en tant que de besoin, prévoir des modalités de consultation et d'information du public adaptées aux exigences de la défense nationale ou spécifiques aux dépôts de munitions anciennes. "

**[...]**

# Extraits du code de l'environnement - Partie réglementaire

## Livre I : Dispositions communes

(Décret n° 2005-935 du 2 août 2005, Décret n° 2006-629 du 30 mai 2006, Décret n° 2006-578 du 22 mai 2006, Décret n° 2006-880 du 17 juillet 2006, Décret n° 2006-649 du 2 juin 2006, Décret n° 2006-1266 du 16 octobre 2006, Décret n° 2007-18 du 5 janvier 2007, Décret n ° 2007-397 du 22 mars 2007, Décret n° 2007-830 du 11 mai 2007, Décret n° 2007-1467 du 12 octobre 2007, Décret n° 2007-1586 du 8 novembre 2007, Décret n° 2007-1557 du 2 novembre 2007, Décret n° 2008-677 du 7 juillet 2008, Décret n° 2008-829 du 22 août 2008, Décret n° 2009-212 du 20 février 2009, Décret n° 2009-368 du 1er avril 2009, Décret n° 2009-468 du 23 avril 2009, Décret n° 2009-496 du 30 avril 2009, Décret n° 2009-592 du 26 mai 2009, Décret n° 2009-603 du 28 mai 2009, Décret n° 2009-1414 du 19 novembre 2009, Décret n° 2010-365 du 9 avril 2010, Décret n° 2010-368 du 13 avril 2010, Décret n° 2010-370 du 13 avril 2010, Décret n° 2010-1254 du 22 octobre 2010 et Décret n° 2010-1303 du 29 octobre 2010

...

## Titre II : Information et participation des citoyens
## Chapitre V : Autres modes d'information
## Section 3 : Information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs

### Article R. 125-23 du code de l'environnement

L'obligation d'information prévue au I de l'article L. 125-5 s'applique, dans chacune des communes dont la liste est arrêtée par le préfet en application du III du même article, pour les biens immobiliers situés :

- Dans le périmètre d'exposition aux risques délimité par un plan de prévention des risques technologiques approuvé ;
- Dans une zone exposée aux risques délimitée par un plan de prévention des risques naturels prévisibles approuvé ou dont certaines dispositions ont été rendues immédiatement opposables en application de l'article L. 562-2 ;
- Dans le périmètre mis à l'étude dans le cadre de l'élaboration d'un plan de prévention des risques technologiques ou d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles prescrit ;
- Dans une des zones de sismicité I a, I b, II ou III mentionnées à l'article R 563-4.

**A compter du 1er mai 2011 (Décret n° 2010-1254 du 22 octobre 2010, article 2) :**

### Article R. 125-23 du code de l'environnement

L'obligation d'information prévue au I de l'article L. 125-5 s'applique, dans chacune des communes dont la liste est arrêtée par le préfet en application du III du même article, pour les biens immobiliers situés :

- Dans le périmètre d'exposition aux risques délimité par un plan de prévention des risques technologiques approuvé ;
- Dans une zone exposée aux risques délimitée par un plan de prévention des risques naturels prévisibles approuvé ou dont certaines dispositions ont été rendues immédiatement opposables en application de l'article L. 562-2 ;
- Dans le périmètre mis à l'étude dans le cadre de l'élaboration d'un plan de prévention des risques technologiques ou d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles prescrit ;
- Dans une des « zones de sismicité 2, 3, 4 ou 5 » mentionnées à l'article R 563-4.

### Article R. 125-24 du code de l'environnement

**I.** - Pour chacune des communes concernées, le préfet arrête :

1. La liste des risques naturels prévisibles et des risques technologiques auxquels la commune est exposée sur tout ou partie de son territoire ;
2. La liste des documents auxquels le vendeur ou le bailleur peut se référer :

- Dans les zones couvertes par un plan de prévention des risques technologiques approuvé ainsi que dans les zones couvertes par un plan de prévention des risques naturels prévisibles approuvé ou dont certaines dispositions ont été rendues immédiatement opposables en application de l'article L. 562-2, le ou les documents graphiques ainsi que la note de présentation de ce plan ;
- Dans les zones couvertes par un plan de prévention des risques technologiques ou par un plan de prévention des risques naturels prévisibles prescrit, les documents d'information élaborés à l'initiative d'une collectivité publique et tenus à la disposition du public, permettant une délimitation et une qualification de phénomènes ;

- Dans les zones de sismicité mentionnées au 4° de l'article R. 125-23, l'annexe prévue à l'article R 563-4 ;
- Le cas échéant, le ou les arrêtés portant ou ayant porté reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ou technologique sur le territoire de la commune.

**II.** - Est annexé à l'arrêté préfectoral prévu au premier alinéa du I un dossier comprenant, pour chaque commune :

- Un ou plusieurs extraits des documents mentionnés dans la liste établie en application du 2° du I permettant de délimiter les zones de la commune exposées aux risques identifiés ;
- Une fiche permettant de préciser la nature et, dans la mesure du possible, l'intensité des risques dans chacune des zones définies au 1°.

**III.** - Les documents et le dossier mentionnés au présent article peuvent être consultés dans les mairies des communes intéressées ainsi qu'à la préfecture et dans les sous-préfectures du département.

### Article R. 125-25 du code de l'environnement

**I.** - Le préfet adresse copie des arrêtés prévus à l'article R. 125-24 aux maires des communes intéressées et à la chambre départementale des notaires.

**II.** - Les arrêtés sont affichés dans les mairies de ces communes et publiés au recueil des actes administratifs de l'État dans le département. Mentions des arrêtés et des modalités de leur consultation sont insérées dans un journal diffusé dans le département.

**III.** - Les arrêtés sont mis à jour :

- Lors de l'entrée en vigueur d'un arrêté préfectoral rendant immédiatement opposables certaines dispositions d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles, ou approuvant un plan de prévention des risques naturels prévisibles ou un plan de prévention des risques technologiques, ou approuvant la révision d'un de ces plans ;
- Lorsque des informations nouvelles portées à la connaissance du préfet permettent de modifier l'appréciation de la nature ou de l'intensité des risques auxquels est susceptible de se trouver exposée tout ou partie d'une commune faisant l'objet d'un de ces plans.

### Article R. 125-26 du code de l'environnement

L'état des risques prévu par le deuxième alinéa du I de l'article L. 125-5 mentionne les risques dont font état les documents et le dossier mentionnés à l'article R. 125-24 et auxquels l'immeuble faisant l'objet de la vente ou de la location est exposé. Cet état est accompagné des extraits de ces documents et dossier permettant de localiser cet immeuble au regard des risques encourus.

L'état des risques est établi par le vendeur ou le bailleur conformément à un modèle défini par arrêté du ministre chargé de la prévention des risques.

Cet état doit être établi moins de six mois avant la date de conclusion du contrat de location écrit, de la promesse de vente ou de l'acte réalisant ou constatant la vente d'un bien immobilier auquel il est annexé.

### Article R. 125-27 du code de l'environnement

Les obligations découlant pour les vendeurs ou les bailleurs des dispositions des I, II et IV de l'article L. 125-5 sont applicables à compter du premier jour du quatrième mois suivant la publication au recueil des actes administratifs dans le département des arrêtés prévus au III du même article, qui devra intervenir dans un délai d'un an à compter du 17 février 2005.

...

## Section 5 : Comités locaux d'information et de concertation

### Article D. 125-29 du code de l'environnement

Le préfet de département crée, par arrêté, un comité local d'information et de concertation lorsqu'au moins un établissement comprend une ou plusieurs installations figurant sur la liste prévue au IV de l'article L. 515-8 et que le périmètre d'exposition aux risques visé à l'article L. 515-15 relatif aux installations précitées inclut au moins un local d'habitation ou un lieu de travail permanent à l'extérieur du ou des établissements.

Le périmètre du bassin industriel est défini par arrêté préfectoral et inclut au minimum les périmètres d'exposition aux risques visés à l'article L. 515-15.

Quand le périmètre visé ci-dessus couvre plusieurs départements, le comité est créé par arrêté interpréfectoral.

**Article D. 125-30 du code de l'environnement**

**(Décret n ° 2007-397 du 22 mars 2007, article 9 et Décret n° 2008-677 du 7 juillet 2008, article 1er)**

**I.** Le comité local d'information et de concertation est composé de trente membres au plus, répartis en cinq collèges.

**II.** Le collège " administration " comprend :

1. Le ou les préfets, ou leur représentant ;
2. Un représentant du ou des services interministériels de défense et de protection civile ;
3. Un représentant du ou des services départementaux d'incendie et de secours ;
4. Un représentant du ou des services chargés de l'inspection des installations classées visées à l'article D. 125-29 ;
5. Un représentant de la ou des directions régionales ou départementales de l'équipement ;
6. Un représentant du ou des services chargés de l'inspection du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

« **III.** Le collège " collectivités territoriales " comprend un ou plusieurs représentants des collectivités territoriales ou des établissements publics de coopération intercommunale concernés, nommés sur proposition de leurs organes délibérants.

**IV.** Le collège " exploitants " comprend un ou plusieurs représentants de la direction des établissements exploitant des installations visées à l'article D. 125-29 et, le cas échéant, un représentant des autorités gestionnaires des ouvrages d'infrastructure routière, ferroviaire, portuaire ou de navigation intérieure ou des installations multimodales situés dans le périmètre du comité.

**V.** Le collège " riverains " comprend une ou plusieurs personnes choisies parmi les riverains situés à l'intérieur de la zone couverte par le comité local, les représentants des associations locales ou des personnalités qualifiées.

**VI.** Le collège " salariés " comprend un ou plusieurs représentants des salariés proposés par la délégation du personnel du comité interentreprises de santé et de sécurité au travail, constitué en application de l'article L. 4524-1 du code du travail, parmi ses membres. A défaut, il comprend des représentants des salariés de chaque établissement concerné, à raison d'au moins un représentant du personnel par établissement, proposés par la délégation du personnel au comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail parmi ses membres ou, à défaut, par les délégués du personnel en leur sein. »

**VII.** Les membres sont nommés par le ou les préfets compétents pour une durée de trois ans renouvelable.

**VIII.** Ce comité est présidé par un des membres, nommé par le ou les préfets sur proposition du comité, ou, à défaut, par un des préfets ou de leurs représentants.

**Article D. 125-31 du code de l'environnement**

**(Décret n ° 2007-397 du 22 mars 2007, article 9 et Décret n° 2008-677 du 7 juillet 2008, article 1er)**

Le comité a pour mission de créer un cadre d'échange et d'informations entre les différents représentants des collèges énoncés à l'article D. 125-30 sur les actions menées par les exploitants des installations classées, sous le contrôle des pouvoirs publics, en vue de prévenir les risques d'accidents majeurs que peuvent présenter les installations.

En particulier :

Le comité est associé à l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques et émet un avis sur le projet de plan, en application de l'article L. 515-22. Cet avis est débattu en séance et approuvé à la majorité des membres présents ou représentés. « Sur décision du président ou à la demande d'une majorité des membres d'un collège, il peut être procédé à un vote par collège. Dans ce cas, le résultat des votes au sein de chaque collège est joint à l'avis du comité ;»
Il est informé par l'exploitant des éléments contenus dans le bilan décrit à l'article D. 125-34 ;
Il est informé le plus en amont possible par l'exploitant des projets de modification ou d'extension des installations visées à l'article D. 125-34 ;
Il est destinataire des rapports d'analyse critique réalisée en application de l'article R 512-6 et relatif à l'analyse critique d'éléments du dossier d'autorisation ;
Il est destinataire des plans d'urgence et est informé des exercices relatifs à ces plans ;
Il peut émettre des observations sur les documents réalisés par l'exploitant et les pouvoirs publics en vue d'informer les citoyens sur les risques auxquels ils sont exposés ;
Il peut demander des informations sur les accidents dont les conséquences sont perceptibles à l'extérieur du site ;
Son président est destinataire du rapport d'évaluation prévu par l'article L. 515-26.

En application de l'article 6 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 modifiée portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public, sont exclues des éléments à porter à la connaissance du comité les

indications susceptibles de porter atteinte au secret de défense nationale ou aux secrets de fabrication, ainsi que celles de nature à faciliter la réalisation d'actes de malveillance ou à faire obstacle à l'application des mesures mentionnées aux articles R. 125-9 à R. 125-14.

**Article D. 125-32 du code de l'environnement**

Le ministère chargé de l'environnement finance le fonctionnement des comités, à l'exception des comités créés autour d'installations exploitées par l'Etat, dont le financement est assuré par le département ministériel chargé d'exercer la tutelle sur ces installations.

Le comité peut faire appel aux compétences d'experts reconnus, notamment pour réaliser des tierces expertises, par délibération approuvée à la majorité des membres présents ou représentés. L'intervention de l'expert est réalisée sans préjudice des dispositions prévues à l'article R 512-6 et relatif à l'analyse critique d'éléments du dossier d'autorisation.

Le comité met régulièrement à la disposition du public un bilan de ses actions et les thèmes des prochains débats.

**Article D. 125-33 du code de l'environnement**

Le comité se réunit au moins une fois par an et, en tant que de besoin, sur convocation de son président. Le président doit réunir le comité si la majorité des membres en fait la demande motivée. Sauf cas d'urgence, la convocation et les documents de séance sont transmis quatorze jours calendaires avant la date à laquelle se réunit le comité.

Chaque membre peut mandater l'un des membres du comité pour le remplacer en cas d'empêchement pour toutes réunions du comité. Un membre peut recevoir deux mandats au plus.

En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Le président peut inviter toute personne susceptible d'éclairer les débats en raison de sa compétence particulière.

**Article D. 125-34 du code de l'environnement**

**I.** - L'exploitant d'une installation visée à l'article D. 125-29 adresse au moins une fois par an au comité un bilan qui comprend en particulier :

- Les actions réalisées pour la prévention des risques et leur coût ;
- Le bilan du système de gestion de la sécurité prévu dans l'arrêté ministériel pris en application de l'article R 512-6 ;
- Les comptes rendus des incidents et accidents de l'installation tels que prévus par l'article R 512-69 ainsi que les comptes rendus des exercices d'alerte ;
- Le cas échéant, le programme pluriannuel d'objectifs de réduction des risques ;
- La mention des décisions individuelles dont l'installation a fait l'objet, en application des dispositions du code de l'environnement, depuis son autorisation.

**II.** - Le comité fixe la date et la forme sous lesquelles l'exploitant lui adresse ce bilan.

**III.** - Les collectivités territoriales membres du comité informent le comité des changements en cours ou projetés pouvant avoir un impact sur l'aménagement de l'espace autour desdites installations.

# Livre V : Prévention des pollutions, des risques et des nuisances
# Titre I : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Texte modifié par : Décrets n° 2008-1273 du 5 décembre 2008, n° 2009-37 du 12 janvier 2009, n° 2009-212 du 20 février 2009 et n° 2009-840 du 8 juillet 2009, Décret n° 2009-841 du 8 juillet 2009, Décret n° 2009-1541 du 11 décembre 2009, Décret n° 2010-365 du 9 avril 2010, Décret n° 2010-368 du 13 avril 2010 , Ordonnance n° 2010-418 du 27 avril 2010, Décret n° 2010-455 du 4 mai 2010 , Décret n° 2010-882 du 27 juillet 2010, Décret n° 2010-1172 du 5 octobre 2010, Décret n° 2010-1701 du 30 décembre 2010 et Décret n° 2011-63 du 17 janvier 2011

## Section 6 : Installations soumises à un plan de prévention des risques technologiques

## Sous-section 1 : Plan de prévention des risques technologiques

### Article R. 515-39 du Code de l'environnement

Dans chaque département, le préfet recense les installations figurant sur la liste prévue au IV de l'article L. 515-8 et les stockages souterrains mentionnés à l'article 3-1 du code minier, dans lesquels sont susceptibles de survenir des accidents pouvant entraîner des effets sur la salubrité, la santé et la sécurité publiques, directement ou par pollution du milieu.

Un plan de prévention des risques technologiques est établi pour chaque installation ou stockage mentionné au premier alinéa, ou pour chaque site comportant plusieurs de ces installations ou stockages.

### Article R. 515-40 du Code de l'environnement

**I.** L'élaboration d'un plan de prévention des risques technologiques est prescrite par un arrêté du préfet qui détermine :
1° Le périmètre d'étude du plan ;
2° La nature des risques pris en compte ;
3° Les services instructeurs ;
4° La liste des personnes et organismes associés définie conformément aux dispositions de l'article L. 515-22, ainsi que les modalités de leur association à l'élaboration du projet.

**II.** L'arrêté fixe également les modalités de la concertation avec les habitants, les associations locales et les autres personnes intéressées. Les dispositions correspondantes de l'arrêté préfectoral doivent être soumises préalablement au conseil municipal de chaque commune dont tout ou partie du territoire est compris dans le périmètre du plan. L'avis du conseil municipal est réputé émis à défaut de réponse dans le mois qui suit la saisine. Le bilan de la concertation est communiqué aux personnes associées et rendu public dans des conditions que l'arrêté détermine.

**III.** Lorsque le périmètre d'étude du plan de prévention des risques technologiques s'étend sur plusieurs départements, les arrêtés prévus à la présente sous-section sont pris conjointement par les préfets de ces départements. Le préfet du département le plus exposé est chargé de conduire la procédure.

**IV.** Le plan de prévention des risques technologiques doit être approuvé dans les dix-huit mois qui suivent l'intervention de l'arrêté prescrivant son élaboration. Si les circonstances l'exigent, notamment pour prendre en compte la complexité du plan ou l'ampleur et la durée des consultations, le préfet peut, par arrêté motivé, fixer un nouveau délai.

### Article R. 515-41 du Code de l'environnement

**I.** Le plan de prévention des risques technologiques comprend :

1° Une note de présentation décrivant les installations ou stockages à l'origine des risques, la nature et l'intensité de ceux-ci et exposant les raisons qui ont conduit à délimiter le périmètre d'exposition aux risques. Il peut être tenu compte, pour la délimitation des périmètres, zones et secteurs et pour la définition des mesures qui y sont applicables, des travaux et mesures déjà prescrits aux exploitants en application des articles L. 512-3 et L. 512-5, ou des articles 79 et 83 du code minier, dont le délai de réalisation est inférieur à cinq ans ;

2° Des documents graphiques faisant apparaître le périmètre d'exposition aux risques et les zones et secteurs mentionnés respectivement aux articles L. 515-15 et L. 515-16 du présent code ;

3° Un règlement comportant, en tant que de besoin, pour chaque zone ou secteur :
a) Les mesures d'interdiction et les prescriptions mentionnées au I de l'article L. 515-16 ;
b) Les servitudes d'utilité publique instituées en application de l'article L. 515-8 et les servitudes instaurées par les articles L. 5111-1 à L. 5111-7 du code de la défense ;
c) L'instauration du droit de délaissement ou du droit de préemption, de la mise en œuvre de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;
d) Les mesures de protection des populations prévues au IV de l'article L. 515-16 du présent code ;
e) L'échéancier de mise en œuvre des mesures prévues par le plan, conformément aux dispositions de l'article L. 515-18 ;

4° Les recommandations tendant à renforcer la protection des populations formulées en application du V de l'article L. 515-16.

**II.** Au plan de prévention des risques technologiques sont jointes, le cas échéant, des informations portant sur :
1° Les mesures supplémentaires de prévention des risques susceptibles d'être mises en œuvre par les exploitants en application du deuxième alinéa du I de l'article L. 515-19, avec l'estimation de leur coût ;
2° L'estimation du coût des mesures susceptibles d'être prises en application du II et du III de l'article L. 515-16 ;
3° L'ordre de priorité retenu pour la mise en œuvre des différentes mesures prévues par le plan.

**Article R. 515-42 du Code de l'environnement**

Les travaux de protection prescrits en application du IV de l'article L. 515-16 ne peuvent porter que sur des aménagements dont le coût n'excède pas 10 % de la valeur vénale ou estimée du bien avant l'intervention de l'arrêté prévu à l'article R. 515-40.

**Article R. 515-43 du Code de l'environnement**

**I.** Si les éléments contenus dans les études de dangers se révèlent insuffisants, le préfet peut, pour l'élaboration du projet de plan, prescrire aux exploitants la communication des informations nécessaires en leur possession, dans les conditions prévues à l'article R. 512-31.

**II.** Le projet de plan, élaboré selon les modalités définies par l'arrêté prévu à l'article R. 515-40, est soumis aux personnes et organismes associés. A défaut de réponse dans un délai de deux mois à compter de la saisine, leur avis est réputé favorable.

**Article R. 515-44 du Code de l'environnement**

*I.* Le projet de plan, éventuellement modifié pour tenir compte des résultats de la concertation et des avis émis par les personnes et organismes associés, est soumis à une enquête publique organisée dans les formes prévues par les articles R. 123-1 à R. 123-33.

Le dossier de l'enquête comprend les documents et informations mentionnés à l'article R. 515-41, les documents établis à l'issue de la concertation et les avis émis en application du II de l'article R. 515-43.

La durée de l'enquête publique est d'un mois. Elle peut éventuellement être prorogée une fois pour la même durée.

**II.** A l'issue de l'enquête publique, le plan éventuellement modifié est approuvé par arrêté préfectoral dans un délai de trois mois à compter de la réception en préfecture du rapport du commissaire-enquêteur ou de la commission d'enquête. Si les circonstances l'exigent, notamment pour prendre en compte l'importance des remarques formulées, le préfet peut, par arrêté motivé, fixer un nouveau délai.

**Article R. 515-45 du Code de l'environnement**

Le cas échéant, le préfet prescrit à l'exploitant, par arrêté pris sur le fondement de l'article L. 512-3, la mise en œuvre des mesures supplémentaires de prévention des risques mentionnées au 1° du II de l'article R. 515-41, lorsqu'elles figurent dans le plan approuvé et ont fait l'objet d'une convention de financement en application du deuxième alinéa du I de l'article L. 515-19.

**Article R. 515-46 du Code de l'environnement**

Un exemplaire des arrêtés prévus aux articles R. 515-40 et R. 515-44 est adressé aux personnes et organismes associés. Chaque arrêté est affiché pendant un mois dans les mairies des communes et au siège des établissements publics de coopération intercommunale concernés en tout ou partie par le plan de prévention des risques technologiques. Mention de cet affichage est insérée, par les soins du préfet, dans un journal diffusé dans le département ou les départements intéressés.

Ces arrêtés sont, en outre, publiés au recueil des actes administratifs de l'Etat de chaque département.

Le plan approuvé est tenu à la disposition du public à la préfecture, en mairie, au siège des établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière de plans locaux d'urbanisme concernés en tout ou partie par le plan de prévention des risques technologiques, ainsi que par voie électronique.

**Article R. 515-47 du Code de l'environnement**

**I.** Le plan de prévention des risques technologiques est révisé dans les formes prévues par la présente sous-section pour son élaboration.

**II.** L'approbation du nouveau plan emporte abrogation des dispositions correspondantes de l'ancien plan.

**III.** Lorsque la révision est partielle et n'est pas motivée par une aggravation du risque, la concertation et l'enquête publique ne sont organisées que dans les communes sur le territoire desquelles les modifications proposées seront applicables. Le dossier de l'enquête publique comprend alors, outre l'avis des personnes et organismes associés :
1° Une note synthétique présentant l'objet des modifications envisagées ;
2° Les documents graphiques et le règlement mentionnés au I de l'article R. 515-41 tels qu'ils se présenteraient après modification avec l'indication des dispositions faisant l'objet d'une modification et le rappel, le cas échéant, de la disposition précédemment en vigueur.

**Article R. 515-48 du Code de l'environnement**

Dans le cas où les installations classées à l'origine du risque ne figureraient plus sur la liste établie en application du IV de l'article L. 515-8, ou en cas de disparition totale et définitive du risque, le préfet, après consultation de la commission départementale mentionnée à l'article L. 512-2, abroge le plan de prévention des risques technologiques.

L'arrêté d'abrogation est notifié aux maires des communes et aux présidents des établissements publics de coopération intercommunale dont le territoire est couvert en tout ou partie par ce plan.

L'arrêté d'abrogation fait l'objet des mesures de publicité prévues à l'article R. 515-46 pour l'arrêté d'approbation du plan de prévention des risques technologiques.

**Article R. 515-49 du Code de l'environnement**

En application de l'article L. 515-25, le projet de plan de prévention des risques technologiques pour un dépôt de munitions anciennes n'est pas soumis à enquête publique.

**Article R. 515-50 du Code de l'environnement**

**I.** L'élaboration du plan de prévention des risques technologiques concernant une installation mentionnée à l'article L. 517-1 et relevant du ministre de la défense est prescrite par arrêté de ce ministre.

Cet arrêté fixe les modalités particulières de la concertation.

Les autres procédures prévues par la présente sous-section sont accomplies à la diligence du préfet.

**II.** A la demande du ministre de la défense, le préfet disjoint du dossier soumis à l'enquête publique et aux consultations les éléments de nature à entraîner la divulgation de secrets de défense nationale dans le domaine militaire ou industriel. Les résultats de l'enquête publique ainsi que les avis recueillis sont transmis par le préfet au ministre de la défense.

Lorsque le périmètre du plan de prévention des risques technologiques ne s'étend pas au-delà des limites de l'emprise relevant du ministre de la défense, un arrêté de ce ministre approuve le plan. Cet arrêté est communiqué au préfet pour l'information des tiers en application de la présente sous-section.

Dans le cas contraire, un arrêté conjoint du préfet et du ministre de la défense approuve le plan de prévention des risques technologiques.

**III.** Pour les installations relevant du ministre de la défense ayant fait l'objet d'une décision ministérielle en matière de protection du secret de la défense nationale, le projet de plan de prévention des risques technologiques n'est pas soumis à enquête publique et les mesures d'information et de consultation mentionnées à la présente sous-section ne sont pas effectuées.

**Arrêté du 29/09/05 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation (JO n° 234 du 7 octobre 2005)**
**NOR : DEVP0540371A**

**Vus**
La ministre de l'écologie et du développement durable,

Vu le code de l'environnement, et notamment les articles L. 512-1 et L. 512-5 ;
Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
Vu le décret n° 80-813 du 15 octobre 1980 modifié relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement relevant du ministre de la défense ou soumises à des règles de protection du secret de la défense nationale ;
Vu l'avis du Conseil supérieur des installations classées en date du 12 avril 2005,

**Arrête** :

**Titre I : Champ d'application et définition**
**Article 1er**
Le présent arrêté s'applique à l'élaboration des études de dangers des installations classées soumises à autorisation, en application de l'article L. 512-1 du code de l'environnement. Conformément au second alinéa de l'article 3 (6°) du décret du 21 septembre 1977 susvisé, ces études de dangers portent « sur l'ensemble des installations et équipements exploités ou projetés par le demandeur qui, par leur proximité ou leur connexité avec l'installation soumise à autorisation, sont de nature à en modifier les dangers ou inconvénients ».
Il détermine les règles minimales relatives à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets des phénomènes dangereux et de la gravité potentielle des accidents susceptibles de découler de leur exploitation et d'affecter les intérêts visés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

**Titre II : Evaluation et prise en compte de la probabilité d'occurrence des phénomènes dangereux et accidents**
**Article 2**
Les probabilités d'occurrence des phénomènes dangereux et des accidents potentiels identifiés dans les études de dangers des installations classées doivent être examinées. En première approche, la probabilité d'un accident majeur peut être assimilée à celle du phénomène dangereux associé.
L'évaluation de la probabilité s'appuie sur une méthode dont la pertinence est démontrée. Cette méthode utilise des éléments qualifiés ou quantifiés tenant compte de la spécificité de l'installation considérée. Elle peut s'appuyer sur la fréquence des événements initiateurs spécifiques ou génériques et sur les niveaux de confiance des mesures de maîtrise des risques agissant en prévention ou en limitation des effets.
A défaut de données fiables, disponibles et statistiquement représentatives, il peut être fait usage de banques de données internationales reconnues, de banques de données relatives à des installations ou équipements similaires mis en œuvre dans des conditions comparables, et d'avis d'experts fondés et justifiés.
Ces éléments sont confrontés au retour d'expérience relatif aux incidents ou accidents survenus sur l'installation considérée ou des installations comparables.

**Article 3**
La probabilité peut être déterminée selon trois types de méthodes : de type qualitatif, semi-quantitatif ou quantitatif. Ces méthodes permettent d'inscrire les phénomènes dangereux et accidents potentiels sur l'échelle de probabilité à cinq classes définie en annexe 1 du présent arrêté.
Parmi ces trois types d'appréciation de la probabilité sera (seront) choisi(s), avec une attention particulière, celui (ceux) qui correspond(ent) le mieux à la méthode utilisée dans l'analyse de risques.
Quelle que soit la méthode employée, l'exploitant doit justifier le positionnement des phénomènes dangereux et accidents potentiels dans l'échelle de l'annexe 1. En cas d'incertitude entre deux classes de probabilité, ou si le recoupement avec d'autres méthodes d'appréciation de la probabilité conduisent à des cotations différentes, la classe la plus pénalisante sera retenue.

**Article 4**
Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité.

En l'absence de données, d'autres valeurs peuvent être employées sous réserve de justification.
Pour les installations classées figurant sur la liste prévue au IV de l'article L. 515-8 du code de l'environnement, la délimitation des différentes « zones de dangers pour la vie humaine » mentionnées à l'article L. 515-16 du code de l'environnement correspond aux seuils d'effets de référence suivants :

- les seuils des effets irréversibles (SEI) délimitent la « zone des dangers significatifs pour la vie humaine » ;
- les seuils des effets létaux (SEL) correspondant à une CL 1 % délimitent la « zone des dangers graves pour la vie humaine » ;
- les seuils des effets létaux significatifs (SELS) correspondant à une CL 5 % délimitent la « zone des dangers très graves pour la vie humaine ».

**Valeurs de référence relatives aux seuils d'effets de surpression**
Les valeurs de référence pour les installations classées sont les suivantes :
Pour les effets sur les structures :

- 20 hPa ou mbar, seuil des destructions significatives de vitres *(1)* ;
- 50 hPa ou mbar, seuil des dégâts légers sur les structures ;
- 140 hPa ou mbar, seuil des dégâts graves sur les structures ;
- 200 hPa ou mbar, seuil des effets domino *(2)* ;
- 300 hPa ou mbar, seuil des dégâts très graves sur les structures.

Pour les effets sur l'homme :

- 20 hPa ou mbar, seuils des effets délimitant la zone des effets indirects par bris de vitre sur l'homme *(1)* ;
- 50 hPa ou mbar, seuils des effets irréversibles délimitant la « zone des dangers significatifs pour la vie humaine » ;
- 140 hPa ou mbar, seuil des effets létaux délimitant la « zone des dangers graves pour la vie humaine » mentionnée à l'article L. 515-16 du code de l'environnement ;
- 200 hPa ou mbar, seuil des effets létaux significatifs délimitant la « zone des dangers très graves pour la vie humaine » mentionnée à l'article L. 515-16 du code de l'environnement.

*(1) Compte tenu des dispersions de modélisation pour les faibles surpressions, il peut être adopté pour la surpression de 20 mbar une distance d'effets égale à deux fois la distance d'effet obtenue pour une surpression de 50 mbar.*
*(2) Seuil à partir duquel les effets domino doivent être examinés. Une modulation est possible en fonction des matériaux et structures concernés.*

**Valeurs de référence relatives aux seuils d'effets thermiques**
Les valeurs de référence pour les installations classées sont les suivantes :
Pour les effets sur les structures :

- 5 kW/m², seuil des destructions de vitres significatives ;
- 8 kW/m², seuil des effets domino *(1)* et correspondant au seuil de dégâts graves sur les structures ;
- 16 kW/m², seuil d'exposition prolongée des structures et correspondant au seuil des dégâts très graves sur les structures, hors structures béton ;
- 20 kW/m², seuil de tenue du béton pendant plusieurs heures et correspondant au seuil des dégâts très graves sur les structures béton ;
- 200 kW/m², seuil de ruine du béton en quelques dizaines de minutes.

Pour les effets sur l'homme :

- 3 kW/m² ou 600 [(kW/m²) 4/³].s, seuil des effets irréversibles délimitant la « zone des dangers significatifs pour la vie humaine » ;
- 5 kW/m² ou 1 000 [(kW/m²) 4/³].s, seuil des effets létaux délimitant la « zone des dangers graves pour la vie humaine » mentionnée à l'article L. 515-16 du code de l'environnement ;
- 8 kW/m² ou 1 800 [(kW/m²) 4/³].s, seuil des effets létaux significatifs délimitant la « zone des dangers très graves pour la vie humaine » mentionnée à l'article L. 515-16 du code de l'environnement.

*(1) Seuil à partir duquel les effets domino doivent être examinés. Une modulation est possible en fonction des matériaux et structures concernés.*

Valeurs relatives aux seuils d'effets liés à l'impact d'un projectile ou effets de projection
Compte tenu des connaissances limitées en matière de détermination et de modélisation des effets de projection, l'évaluation des effets de projection d'un phénomène dangereux nécessite, le cas échéant, une analyse, au cas par cas, justifiée par l'exploitant.
Pour la délimitation des zones d'effets sur l'homme ou sur les structures des installations classées, il n'existe pas à l'heure actuelle de valeur de référence. Lorsqu'elle s'avère nécessaire, cette délimitation s'appuie sur une analyse au cas par cas comme mentionné au premier alinéa.

**Titre III : Évaluation et prise en compte de la cinétique des phénomènes dangereux et accidents**

**Article 5**

L'adéquation entre la cinétique de mise en œuvre des mesures de sécurité mises en place ou prévues et la cinétique de chaque scénario pouvant mener à un accident doit être justifiée. Cette adéquation est vérifiée périodiquement, notamment à travers des tests d'équipements, des procédures et des exercices des plans d'urgence internes.

**Article 6**

Les études de dangers fournissent des éléments de cinétique d'évolution des phénomènes dangereux et de propagation de leurs effets, tenant compte de la cinétique de mise en œuvre des mesures de sécurité, afin de permettre la planification et le choix des éventuelles mesures à prendre à l'extérieur du site. Ces éléments permettent notamment la définition par l'Etat des mesures les plus adaptées passives (actions sur l'urbanisme) ou actives (plans d'urgence externes) pour la protection des populations et de l'environnement.

**Article 7**

Lors de l'évaluation des conséquences d'un accident, sont prises en compte, d'une part, la cinétique d'apparition et d'évolution du phénomène dangereux correspondant et, d'autre part, celle de l'atteinte des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement puis de la durée de leur exposition au niveau d'intensité des effets correspondant. Ces derniers éléments de cinétique dépendent des conditions d'exposition des intérêts susvisés, et notamment de leur possibilité de fuite ou de protection.

**Article 8**

La cinétique de déroulement d'un accident est qualifiée de lente, dans son contexte, si elle permet la mise en œuvre de mesures de sécurité suffisantes, dans le cadre d'un plan d'urgence externe, pour protéger les personnes exposées à l'extérieur des installations objet du plan d'urgence avant qu'elles ne soient atteintes par les effets du phénomène dangereux.

**Titre IV : Évaluation et prise en compte de l'intensité des effets des phénomènes dangereux et de la gravité des conséquences potentielles des accidents**

**Article 9**

L'intensité des effets des phénomènes dangereux est définie par rapport à des valeurs de référence exprimées sous forme de seuils d'effets toxiques, d'effets de surpression, d'effets thermiques et d'effets liés à l'impact d'un projectile, pour les hommes et les structures. Le détail des valeurs applicables figure en annexe 2 du présent arrêté.

**Article 10**

La gravité des conséquences potentielles prévisibles d'un accident sur les personnes physiques, parmi les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, résulte de la combinaison en un point de l'espace de l'intensité des effets d'un phénomène dangereux, définie à l'article 9 du présent arrêté, et de la vulnérabilité des personnes potentiellement exposées à ces effets, en tenant compte, le cas échéant, des mesures constructives visant à protéger les personnes contre certains effets et de la possibilité de mise à l'abri des personnes en cas d'accident si la cinétique de l'accident le permet. Pour les effets toxiques, les personnes exposées se limitent aux personnes potentiellement présentes dans le panache de dispersion du toxique considéré. L'échelle d'appréciation de la gravité des conséquences humaines d'un accident, à l'extérieur des installations, figure en annexe 3 du présent arrêté.

**Article 11**

L'article 9 du présent arrêté est applicable aux études de dangers exigibles après publication du présent arrêté.
Les autres dispositions du présent arrêté sont applicables aux études de dangers des installations classées figurant sur la liste prévue au IV de l'article L. 515-8 du code de l'environnement remises à compter de la date de sa publication augmentée de quatre mois, et aux études de dangers des autres installations remises à compter de la date de sa publication augmentée de douze mois.

**Article 12**

Le présent arrêté abroge l'arrêté du 22 octobre 2004 relatif aux seuils d'effets des phénomènes accidentels des installations classées.

**Article 13**

Le directeur de la prévention des pollutions et des risques est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 29 septembre 2005.
Nelly Olin

## Annexe I relative aux échelles de probabilité

| Classe de probabilité / Type d'appréciation | E | D | C | B | A |
|---|---|---|---|---|---|
| **Qualitative**[1] (les définitions entre guillemets ne sont valables que si le nombre d'installations et le retour d'expérience sont suffisants) [2] | « événement possible mais extrêmement peu probable » : n'est pas impossible au vu des connaissances actuelles, mais non rencontré au niveau mondial sur un très grand nombre d'années installations … | « événement très improbable » : s'est déjà produit dans ce secteur d'activité mais a fait l'objet de mesures correctives réduisant significativement sa probabilité. | « événement improbable » : un événement similaire déjà rencontré dans le secteur d'activité ou dans ce type d'organisation au niveau mondial, sans que les éventuelles corrections intervenues depuis apportent une garantie de réduction significative de sa probabilité. | « événement probable » : s'est produit et/ou peut se produire pendant la durée de vie de l'installation | « événement courant » : s'est produit sur le site considéré et/ou peut se produire à plusieurs reprise pendant la durée de vie de l'installation, malgré d'éventuelles mesures correctives |
| **Semi quantitative** | Cette échelle est intermédiaire entre les échelles qualitative et quantitative, et permet de tenir compte des mesures de maîtrise des risques mises en place, conformément à l'article 4 de l'AM du 29/09/05 | | | | |
| **Quantitative (par unité et par an)** | $10^{-5}$ | $10^{-4}$ | $10^{-3}$ | $10^{-2}$ | |

*(1) Ces définitions sont conventionnelles et servent d'ordre de grandeur de la probabilité moyenne d'occurrence observable sur un grand nombre d'installations x années. Elles sont inappropriées pour qualifier des événements très rares dans des installations peu nombreuses ou faisant l'objet de modifications techniques ou organisationnelles. En outre, elles ne préjugent pas l'attribution d'une classe de probabilité pour un événement dans une installation particulière, qui découle de l'analyse de risque et peut être différent de l'ordre de grandeur moyen, pour tenir compte du contexte particulier ou de l'historique des installations ou de leur mode de gestion.*
*(2) Un retour d'expérience mesuré en nombre d'années x installations est dit suffisant s'il est statistiquement représentatif de la fréquence du phénomène (et pas seulement des événements ayant réellement conduit à des dommages) étudié dans le contexte de l'installation considérée, à condition que cette dernière soit semblable aux installations composant l'échantillon sur lequel ont été observées les données de retour d'expérience. Si le retour d'expérience est limité, les détails figurant en italique ne sont en général pas représentatifs de la probabilité réelle. L'évaluation de la probabilité doit être effectuée par d'autres moyens (études, expertises, essais) que le seul examen du retour d'expérience.*

## Annexe II relative aux valeurs de référence de seuils d'effets des phénomènes dangereux pouvant survenir dans des installations classées

### Valeurs de référence relatives aux seuils d'effets toxiques

Les valeurs de référence pour les installations classées sont les suivantes :

| | seuils d'effets toxiques pour l'homme par inhalation | | |
|---|---|---|---|
| | Types d'effets constatés | Concentration d'exposition | Référence |
| Exposition de 1 à 60 minutes | Létaux | ELS (CL 5 %)<br>SEL (CL 1 %) | |
| | Irréversibles | SEI | |
| | Réversibles | SER | Seuils de toxicité aiguë Émissions accidentelles de substances chimiques dangereuses dans l'atmosphère. Ministère de l'écologie et du développement durable. Institut national de l'environnement industriel et des risques. 2003 (et ses mises à jour ultérieures). |

Tableau relatif aux valeurs de référence de seuils de toxicité aiguë (SELS : seuil des effets létaux significatifs ; SEL : seuil des effets létaux ; SEI : seuil des effets irréversibles ; SER : seuils des effets réversibles ; CL : concentration létale).

**Annexe III relative à l'échelle d'appréciation de la gravité des conséquences humaines d'un accident à l'extérieur des installations**

| niveau de gravité des conséquences | zone délimitée par le seuil des effets létaux significatifs | zone délimitée parle seuil des effets létaux | zone délimitée par le seuil des effets irréversibles sur la vie humaine |
|---|---|---|---|
| Désastreux. | Plus de 10 personnes exposées [1]. | Plus de 100 personnes exposées. | Plus de 1 000 personnes exposées. |
| Catastrophique. | Moins de 10 personnes exposées. | Entre 10 et 100 personnes. | Entre 100 et 1 000 personnes exposées. |
| Important. | Au plus 1 personne exposée. | Entre 1 et 10 personnes exposées. | Entre 10 et 100 personnes exposées. |
| Sérieux. | Aucune personne exposée. | Au plus 1 personne exposée. | Moins de 10 personnes exposées. |
| Modéré. | Pas de zone de létalité hors de l'établissement | | Présence humaine exposée à des effets irréversibles inférieure à une personne. |
| [1]Personne exposée : en tenant compte le cas échéant des mesures constructives visant à protéger les personnes contre certains effets et la possibilité de mise à l'abri des personnes en cas d'occurrence d'un phénomène dangereux si la cinétique de ce dernier et de la propagation de ses effets le permettent. | | | |

Dans le cas où les trois critères de l'échelle (effets létaux significatifs, premiers effets létaux et effets irréversibles pour la santé humaine) ne conduisent pas à la même classe de gravité, c'est la classe la plus grave qui est retenue.
Le cas échéant, les modalités d'estimation des flux de personnes à travers une zone sous forme d'« unités statiques équivalentes » utilisée pour calculer la composante « gravité des conséquences » d'un accident donné doivent être précisées dans l'étude de dangers.

# Circulaire du 03/10/05 relative à la mise en œuvre des plans de prévention des risques technologiques

**(non publiée)**

La Ministre de l'Ecologie et du Développement Durable
à
Mesdames et Messieurs les Préfets

La loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages prévoit en son article 5 la mise en place de Plans de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) autour des installations figurant sur la liste prévue au IV de l'article L. 515-8 du code de l'environnement. Cet article 5 de la loi précitée crée une section 6 dans le chapitre V du titre Ier du livre V du code de l'environnement, regroupant les nouveaux articles L. 515-15 à L. 515-25.

Le décret n°2005-1130 du 7 septembre 2005, définit les modalités d'application de ces articles et les délais de mise en œuvre des PPRT.

Je vous invite à mener la procédure d'élaboration des PPRT en association avec les personnes et organismes concernés, en fixant les modalités de la concertation. Vous pourrez vous appuyer sur les services de l'inspection des installations classées et sur les services de l'équipement comme la circulaire du 27 juillet 2005 que j'ai cosignée avec le Ministre des Transports, de l'Équipement et de la Mer le précise.

Pour l'élaboration des conventions de financement qui permettront de mettre en œuvre une partie des mesures définies dans les plans approuvés, je vous invite à vous rapprocher des services du trésorier payeur général. Mes services préparent un modèle de convention qui vous sera communiqué prochainement en annexe d'une circulaire définissant la participation financière de l'État, procédure qui nécessitera une validation ministérielle avant signature des conventions.

L'article L. 515-22 du code de l'environnement prévoit que le comité local d'information et de concertation (CLIC) soit associé à l'élaboration du PPRT et émette un avis sur le projet de plan avant que ne soit lancée l'enquête publique. Je vous invitais, dans la circulaire du 27 avril 2005, à mettre en place les CLIC avant fin décembre 2005. Si ce n'est déjà fait, je vous invite à mettre en place au plus vite selon les modalités définies dans le décret 2005-82 du 1er, les CLIC des établissements dont la priorité des PPRT est classée en 1 dans la liste fournie en annexe 1.

Mes services et ceux de la direction générale de l'urbanisme de l'habitat et de la construction se sont appuyés sur les huit PPRT expérimentaux pour rédiger un guide d'élaboration des PPRT qui sera mis à disposition prochainement sur le site Internet du ministère.

Dans l'attente de ce guide, l'annexe 2 reprend les éléments techniques nécessaires à la définition du périmètre d'étude du PPRT, périmètre devant figurer dans l'arrêté de prescription. Ce périmètre est inscrit dans le périmètre du plan particulier d'intervention (noté PPI) et contient le futur périmètre d'exposition aux risques. J'attire votre attention sur la nécessité de déterminer ce périmètre au plus juste car il implique, pour les propriétaires, vendeurs ou bailleurs de biens immobiliers, une obligation d'information des acquéreurs et des locataires sur les risques naturels et technologiques majeurs, et ce dès l'entrée en vigueur de l'arrêté de prescription. Vous devez délivrer l'information correspondante en application du décret 2005-134 du 15 février 2005 et de la circulaire interministérielle du 27 mai 2005.

Afin de permettre à mes services d'assurer le suivi de l'indicateur LOLF relatif aux PPRT, je vous invite à renseigner les données de la base GASPAR selon les modalités jointes en annexe 3.

Vous voudrez bien me rendre compte, sous le timbre de la DPPR, des problèmes que vous rencontrez, le cas échéant, dans la mise en œuvre de ces instructions.

Pour la Ministre,
Le Directeur de la Prévention des Pollutions et des Risques, délégué aux risques majeurs
Thierry TROUVE

**PJ :** Décret n°2005-1130 du 7 septembre 2005 relatif aux plans de prévention des risques technologiques

Annexe 1 : liste nationale des PPRT
Annexe 2 : Extrait du guide PPRT : définition du périmètre d'étude
Annexe 3 : suivi des PPRT par le site GASPAR

## Annexe 1 : Liste nationale des PPRT

Version au 13 juillet 2005

## Annexe 2 : Extrait du guide PPRT

Définition du périmètre d'étude et de la cartographie des aléas

### 1. Définition du périmètre d'étude :

Pour définir le périmètre d'étude, il convient de sélectionner les phénomènes dangereux pertinents pour le PPRT tel que définis ci-dessous.

Seuls les phénomènes dangereux dont la probabilité est rendue suffisamment faible peuvent être exclus du champ PPRT, en application de la règle suivante :

Les phénomènes dangereux dont la classe de probabilité est E, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation, sont exclus du PPRT à la condition que :

- cette classe de probabilité repose sur une mesure de sécurité passive vis à vis de chaque scénario identifié ;
- ou cette classe de probabilité repose sur au moins deux mesures techniques de sécurité pour chaque scénario identifié, et qu'elle soit maintenue en cas de défaillance d'une mesure de sécurité technique ou organisationnelle, en place ou prescrite.

Dans le cas où ces deux conditions s'avèreraient inadaptées, le préfet peut proposer d'autres critères d'exclusion de phénomènes dangereux du champ du PPRT après avis de la Direction de la Prévention des Pollutions et des Risques.

Le Périmètre d'étude du PPRT est défini par la courbe enveloppe des effets des phénomènes dangereux retenus en application de la règle définie ci-dessus.

Si cette courbe enveloppe reste à l'intérieur de l'établissement, le périmètre d'étude correspond à minima au périmètre englobant les installations AS à l'origine du PPRT.

Cas particuliers :

- Lorsque le PPRT concerne plusieurs établissements, tous les phénomènes dangereux de l'ensemble des établissements concernés doivent être considérés.
- Les effets dominos induits sur les installations AS par d'autres installations, infrastructures et plus généralement par tout facteur externe sont à prendre en compte en tant qu'événement initiateur de phénomènes dangereux. En revanche les effets directs des phénomènes dangereux ayant lieu sur ces autres installations ne sont pas pris en compte pour établir le périmètre d'étude.

### 2. Élaboration des données nécessaires à la cartographie des aléas

L'étude des aléas se fait pour chacun des trois effets : toxique, thermique et de surpression.

On distingue l'étude des phénomènes dangereux à cinétique rapide des phénomènes dangereux à cinétique lente.

**2.1.** Caractérisation des aléas des phénomènes dangereux à cinétique rapide :

Les phénomènes dangereux sélectionnés pour le PPRT, et dont la cinétique est rapide, sont agrégés par type d'effet (thermiques, toxiques et de surpression) en intensité et en probabilité afin de caractériser les aléas correspondants.

La démarche à suivre est la suivante :

Chaque phénomène dangereux à cinétique rapide est caractérisé par sa probabilité d'occurrence et les intensités de ses effets.

En pratique, l'arrêté du 29 septembre 2005, relatif *à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation* définit une échelle de probabilité à 5 niveaux et des niveaux d'intensité des effets sur l'homme (3 pour les effets toxiques et thermiques, 4 pour les effets de surpression).

En chaque point du périmètre d'étude, et par type d'effet (toxique, thermique ou de surpression), une démarche en 5 étapes permet de caractériser le niveau d'aléa :

1. Identifier le niveau d'intensité maximal impactant le point considéré ;
2. Lister les phénomènes dangereux atteignant le niveau d'intensité maximal en ce point ;
3. Réaliser le cumul des probabilités des phénomènes dangereux listés au point 2. selon les règles suivantes :
   *« Le cumul des probabilités d'occurrence des phénomènes dangereux sur une zone géographique donnée se réalise en combinant les lettres qualifiant la probabilité de chacun des phénomènes dangereux qui impactent la zone selon les règles énoncées ci-dessous :*
   - *A>B>C>D>E;*
   - *un phénomène dangereux dont le niveau de probabilité est D est équivalent à 10 phénomènes dangereux de niveau de probabilité E ;*
   - *Le cumul des probabilités d'occurrence de 4 phénomènes dangereux côtés E s'écrit 4E;*
   - *Le cumul des probabilités d'occurrence d'un phénomène dangereux côté E et d'un phénomène dangereux coté C s'écrit C+E.*

4. Positionner le cumul des probabilités obtenu dans l'une des trois catégories suivantes :

Les trois catégories du cumul des probabilités d'occurrence

| cumul > D | 5E < cumul < D | cumul > 5E |
|---|---|---|

5. Donner le niveau d'aléa résultant de la combinaison « niveau maximal d'intensité-cumul des probabilités » en l'application du tableau ci-dessous :

| Niveau maximal d'intensité de l'effet toxique, thermique, ou surpression en un point donné | Très Grave | | | Grave | | | Significatif | | | Indirect par bris de vitre (uniquement pour effet de surpression) | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Cumul des probabilités d'occurrence des phénomènes dangereux en un point donné | >D | 5E à D | <5E | >D | 5E à D | <5E | >D | 5E à D | <5 E | >D | <D |
| Niveau d'Aléa | TF+ | TF | | F+ | F | | M+ | M | | FAI | |

**2.2.** Prise en compte des phénomènes dangereux à cinétique lente :

Les phénomènes dangereux sélectionnés pour le PPRT à cinétique lente sont à traiter séparément par effet.

L'analyse ne se fait pas en termes d'aléas mais à l'aide des enveloppes des effets significatifs de l'ensemble des phénomènes dangereux à cinétique lente sélectionnés pour le PPRT.

### 3. Cartographie des aléas

Une cartographie doit être produite pour chacun des effets (toxique, thermique et de surpression) .

Par convention, et en application des points 2.1 et 2.2 de la présente annexe, il est choisi d'appeler « cartes des aléas du PPRT » les cartographies représentant les phénomènes dangereux à cinétique rapide caractérisés par des niveaux d'aléas et les phénomènes dangereux à cinétique lente caractérisés par la courbe enveloppe des effets significatifs.

## Annexe 3 : Suivi des PPRT sur le site GASPAR

Non reproduit

## CHAPITRE II – CONDITIONS PARTICULIÈRES D'UTILISATION ET D'EXPLOITATION

Le paragraphe suivant précise les interdictions concernant l'aménagement, l'utilisation, ou l'exploitation des constructions, ouvrages, installations et voies de communication.

Sont interdits :

- Les aires d'attente, stationnement ou repos, à l'exception de l'attente fonctionnelle des transporteurs desservant l'établissement à l'origine du risque entre 7 h 00 et 19 h 00 ;
- Tout rassemblement ou toute manifestation de nature à exposer du public dans la zone d'aléa ;
- La création d'itinéraires (piétons, cyclistes ou autres) à l'exception des pistes cyclables autorisées par le titre II du présent règlement.

## CHAPITRE III – PROTECTION ET INFORMATION DES POPULATIONS

Les mesures figurant ci-après concernent l'ensemble des zones couvertes par le PPRT. Elles sont obligatoires et devront être mises en application dans le délai d'un an à compter de la date d'approbation du PPRT.

Sur l'ensemble du périmètre, l'établissement à l'origine du risque, les gestionnaires de voirie, les ERP, ont la charge :

- De mettre en place une signalisation des dangers à destination du public, notamment sur les aires de stationnement et le boulevard de la Manutention.

  Cette signalisation devra *a minima* se composer :

  1. de panneaux d'interdiction d'accès aux éléments de voiries et aires de stationnement inclus dans le périmètre d'exposition aux risques, sauf pour les usagers autorisés suivants : piétons ou cyclistes riverains, personnes habilitées, secours.

  2. De panneaux d'interdiction de stationnement précisés au chapitre II titre III.

# TITRE IV

# SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE

Il s'agit, en vertu de l'article L.515-21 du code de l'environnement, des mesures instituées en application :

- de l'article L.515-8 du même code.
- des servitudes instaurées par les articles L.5111-1 à L.5111-7 du code de la défense.

Le périmètre d'exposition aux risques défini par le présent PPRT n'est pas concerné par ce type de servitude.

En application de l'article L.515-23 du code de l'environnement, le PPRT vaut lui-même servitude d'utilité publique.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'YONNE

# PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (PPRT)

## ÉTABLISSEMENT CHEMETALL à SENS

### Communes de Sens, Saint-Clément et Saint-Denis-Les-Sens



# CAHIER DES RECOMMANDATIONS

Approuvé le 05 SEP. 2011

par arrêté préfectoral n° PREF - CAB - 2011 - 0290

# SOMMAIRE

PRÉAMBULE.....3

I – RECOMMANDATIONS RELATIVES AU RENFORCEMENT DU BÂTI EXISTANT.....4

II – RECOMMANDATIONS RELATIVES À L'USAGE DES TERRAINS NUS.....4

III – RECOMMANDATIONS RELATIVES AU COMPORTEMENT À ADOPTER.....4

## PRÉAMBULE

Les Plans de prévention des risques technologiques (PPRT) sont institués par la loi n° 2003-699 du 30/07/2003 relative à la prévention des risques naturels et technologiques et à la réparation des dommages.
Le contenu des PPRT et les dispositions de leur mise en œuvre sont fixés par le décret n° 2005-1130 du 07/09/2005 relatif aux PPRT et codifié aux articles R.515-39 et suivants du Code de l'environnement.

Extrait de l'article L.515-15 du Code de l'environnement :
*« Ces plans délimitent un périmètre d'exposition aux risques en tenant compte de la nature et de l'intensité des risques technologiques décrits dans les études de dangers et les mesures de prévention mises en œuvre » .*

Extrait de l'article L.515-16 du Code de l'environnement :
*« À l'intérieur du périmètre d'exposition aux risques, les PPRT peuvent, en fonction du type de risques, de leur gravité, de leur probabilité et de leur cinétique :*
*[...]*
*V – Définir des recommandations tendant à renforcer la protection des populations face aux risques encourus et relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des voies de communication et des terrains de camping ou de stationnement de caravanes, pouvant être mises en œuvre par les propriétaires, exploitants et utilisateurs ».*

Dans le but de renforcer la protection des populations face aux risques encourus dans le périmètre d'exposition à l'aléa technologique, le PPRT définit des recommandations qui s'appliquent à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des voies de communication et des terrains. Ces recommandations peuvent être mises en œuvre par les propriétaires, exploitants ou utilisateurs.

## I – RECOMMANDATIONS RELATIVES AU RENFORCEMENT DU BÂTI EXISTANT

Les travaux de protection des personnes par renforcement des enjeux bâtis existants sont rendus obligatoires par le règlement du PPRT dans la limite de 10 % de la valeur vénale ou moyenne estimée du bien.

Au-delà de cette limite réglementaire des 10 % de la valeur vénale ou moyenne estimée du bien, il est néanmoins recommandé de réaliser l'ensemble des travaux nécessaires pour renforcer le bâti afin de protéger ses occupants contre les effets auxquels ils sont exposés, avec une efficacité aussi proche que possible de l'objectif.

## II – RECOMMANDATIONS RELATIVES À L'USAGE DES TERRAINS NUS

Sur l'ensemble du périmètre réglementé par le PPRT, les gestionnaires de voiries, les ERP, ont pour recommandation de prescrire des interdictions d'usages des terrains nus, dépourvus à la date d'approbation du PPRT de tout aménagement ou installation, pour ce qui concerne notamment les rassemblements de personnes ou les manifestations sportives, culturelles, commerciales ou autres.

Le PPRT n'a pas vocation à réglementer directement l'utilisation de ces terrains nus, dépourvus de tout aménagement ou installation. En effet, l'organisation d'un rassemblement de personnes ou d'une manifestation sportive, culturelle, commerciale ou autre, sur terrain nu, public ou privé, relève du pouvoir de police du maire ou le cas échéant, selon le type de manifestation, du pouvoir de police du préfet.

## III – RECOMMANDATIONS RELATIVES AU COMPORTEMENT À ADOPTER

En terme de comportement à adopter en cas d'alerte, il est recommandé de respecter précisément les consignes établies par le Plan Particulier d'Intervention (PPI) relatif à l'établissement à l'origine du risque.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'YONNE

ARRIVÉ LE
08 SEP. 2011
Communauté de Communes du Sénonais

CABINET

SERVICE DE LA SECURITE INTERIEURE

REF. : AM n°0392-11
AFFAIRE SUIVIE PAR :
Adeline MIROL
TEL : 03 86 72 79 92
FAX : 03 86 52 57 89
adeline.mirol@yonne.gouv.fr

0096 A

ARRIVÉ LE
- 9 SEP. 2011
SERVICE URBANISME
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
DU SÉNONAIS

Auxerre, le 06 SEP. 2011

***Bordereau d'envoi***

à

Monsieur le président de la communauté de communes du sénonais

OBJET : Approbation du PPRT CHEMETALL
PJ : Arrêté préfectoral n° PREF-CAB-2011-0290 du 5 septembre 2011
Un certificat d'affichage
Copie du Plan de prévention des risques technologiques CHEMETALL
COPIE : DDT (ADS, AU, AJ, RNT), DREAL Bourgogne

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance l'arrêté préfectoral n° PREF-CAB-2011-0290 du 5 septembre 2011 portant approbation du plan de prévention des risques technologiques de l'établissement CHEMETALL situé à SENS et concernant le territoire des communes de SENS, ST CLEMENT et ST DENIS LES SENS.

Conformément à son article 4, l'arrêté d'approbation du PPRT CHEMETALL doit être affiché au siège de la communauté de communes pendant 1 mois et une copie du plan de prévention des risques technologiques doit être tenue à disposition du public au siège de la communauté de communes.

Par ailleurs, le PPRT valant servitude d'utilité publique au sens de l'article L. 126-1 du code de l'urbanisme, celui-ci **devra être annexé à votre plan local d'urbanisme dans un délai de 3 mois.** Le Service de l'Urbanisme, de l'Habitat et du Renouvellement urbain (03 86 48 41 00) se tient à votre disposition pour tout complément d'information sur ce point.

Vous voudrez bien me retourner, le certificat d'affichage et de mise à disposition joint, dûment daté et signé, **au terme du délai légal d'affichage (1 mois).**

Mes services restent à votre disposition pour répondre à toute demande d'information.

L'adjoint au chef du service de la sécurité intérieure,

Jean-Luc DELVIGNE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'YONNE

# ARRÊTÉ N°PREF-CAB-2011-0290

du 5 septembre 2011

**portant approbation du Plan de Prévention des Risques Technologiques (P.P.R.T.) pour l'établissement CHEMETALL à Sens concernant le territoire des communes de Sens, Saint-Clément et Saint-Denis-les-Sens**

**Le Préfet de l'Yonne**
**Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.123-1 à L.123-16, L.515-15 à L.515- 25, R.515-39 à R.515-50, D.125-29 à D.125-34 ;

VU le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.211-1, L.230-1 et L.300-2 ;

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment ses articles L.15-6 à L.15-8 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

VU les arrêtés préfectoraux autorisant et réglementant l'établissement et notamment l'arrêté préfectoral n° PREF-DCDD-2006-345 du 31 juillet 2006 portant prescriptions complémentaires applicables à la société CHEMETALL (ex Continentale Parker) à Sens ;

VU l'arrêté préfectoral n° PREF/DCDD/2006/046 du 2 février 2006 demandant à la société CHEMETALL de compléter son étude des dangers pour l'élaboration du plan de prévention des risques technologiques selon les modalités du décret du 7 septembre 2005 ;

VU les arrêtés préfectoraux n° PREF-DCDD-2009-0271 du 3 juillet 2009 et n° PREF-DCDD-2011-002 du 12 janvier 2011 portant prescriptions complémentaires applicables à la société CHEMETALL ;

VU l'arrêté préfectoral n° PREF/CAB/2008-0381 du 28 mai 2008 portant prescription d'un plan de prévention des risques technologiques pour l'établissement CHEMETALL sis sur le territoire des communes de Sens, Saint-Clément et Saint-Denis-les-Sens ;

VU les arrêtés préfectoraux n° PREF-CAB-2009-0716 du 27 novembre 2009 et PREF-CAB-2010-0625 du 23 novembre 2010 prorogeant jusqu'au 30 septembre 2011 le délai d'approbation du plan de prévention des risques technologiques pour l'établissement CHEMETALL à Sens ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDT/SERI/2011/0026 en date du 28 mars 2011 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique concernant le plan de prévention des risques technologiques relatif à l'établissement CHEMETALL de Sens sur le territoire des communes de Sens, Saint-Clément et Saint-Denis-les-Sens ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDT/SERI/2011/0048 en date du 4 mai 2011 modifiant l'arrêté préfectoral n° DDT/SERI/2011/0026 en date du 28 mars 2011 ;

VU l'arrêté préfectoral n° PREF/CAB/2006-008 du 6 janvier 2006 portant création du comité local d'information et de concertation de la société CHEMETALL à Sens ;

VU l'arrêté préfectoral n° PREF-CAB-SIACED-2011-0034 du 31 janvier 2011 portant renouvellement des membres du comité local d'information et de concertation de la société CHEMETALL à Sens ;

VU la circulaire ministérielle du 26 avril 2005 relative aux comités locaux d'information et de concertation ;

VU la circulaire interministérielle du 27 juillet 2005 relative au rôle des services de l'équipement dans les domaines de la prévention des risques technologiques et naturels ;

VU la circulaire ministérielle du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003, circulaire abrogeant et remplaçant notamment la circulaire du 3 octobre 2005 relative à la mise en œuvre des plans de prévention des risques technologiques (PPRT) et la circulaire du 29 septembre 2005, modifiée, relative aux critères d'appréciation de la démarche de maîtrise des risques d'accidents susceptibles de survenir dans les établissements dits «SEVESO » ;

VU les avis des conseils municipaux des communes de Sens, Saint-Clément et Saint-Denis-Les-Sens relatifs aux modalités de la concertation autour du projet de PPRT par délibération respectivement des 3 avril, 21 février et 18 janvier 2008 ;

VU le bilan de la concertation en date du 11 janvier 2011 ;

VU les avis émis par les personnes et organismes associés dont font partie la société CHEMETALL, les maires des communes de Sens, Saint-Clément et Saint-Denis-les-Sens ou leur représentant, le président de la communauté de communes du Sénonais ou son représentant, les membres du Comité Local d'Information et de Concertation concerné, le président du conseil

général ou son représentant, le président du conseil régional ou son représentant, sur le projet de plan de prévention des risques technologiques considéré ;

VU l'avis favorable du projet de PPRT du Comité Local d'Information et de Concertation (CLIC) lors de sa réunion du 17 mars 2011 ;

VU les conclusions de l'enquête publique qui s'est déroulée du 18 avril au 27 mai 2011 inclus, et l'avis favorable du commissaire enquêteur pour le PPRT figurant dans son rapport en date du 7 juin 2011, reçu en préfecture le 15 juin 2011 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture, du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne, et du directeur départemental des territoires de l'Yonne ;

## ARRÊTE :

### ARTICLE 1er :

Le plan de prévention des risques technologiques (P.P.R.T.) pour l'établissement CHEMETALL à Sens et concernant le territoire des communes de Sens, Saint-Clément et Saint-Denis-les-Sens, annexé au présent arrêté, est approuvé.

### ARTICLE 2 :

Le plan de prévention des risques technologiques comprend :

- une note de présentation décrivant les installations à l'origine du risque, la nature et l'intensité de celui-ci et exposant les raisons qui ont conduit à délimiter le périmètre d'exposition aux risques,

- un plan de zonage réglementaire faisant apparaître le périmètre d'exposition aux risques et les zones et secteurs mentionnés respectivement aux articles L.515-15 et L.515-16 du code de l'environnement,

- un règlement comportant en tant que de besoin pour chaque zone ou secteur :
  - Les mesures d'interdiction et les prescriptions mentionnées au I de l'article L.515-16 du code de l'environnement.
  - Les mesures de protection des populations prévues au IV de l'article L.515-16 du code de l'environnement.

- un cahier de recommandations tendant à renforcer la protection des populations formulées en application du V de l'article L.515-16 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 :

Ce plan de prévention des risques technologiques vaut servitude d'utilité publique au sens de l'article L.126-1 du code de l'urbanisme et devra être annexé au P.L.U. des communes de Sens, Saint-Clément et Saint-Denis-les-Sens dans un délai de trois mois.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté sera adressé aux personnes et organismes associés.

Le présent arrêté sera publié par voie d'affichage dans les mairies de Sens, Saint-Clément et Saint-Denis-les-Sens pendant une durée d'un mois.

Mention de cet affichage sera publiée dans un journal diffusé dans le département.

Il sera en outre publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de l'Yonne.

Une copie du Plan de Prévention des Risques Technologiques est tenue à disposition du public :
- à la mairie de Sens, Saint-Clément et Saint-Denis-les-Sens ;
- au siège de la communauté de communes du Sénonais ;
- à la direction départementale des territoires de l'Yonne ;
- à la préfecture de l'Yonne ;
- par voie électronique sur le site internet de la préfecture de l'Yonne et de la direction départementale des territoires de l'Yonne.

ARTICLE 5 : Voies de recours

Dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs, le présent arrêté est susceptible de recours administratifs, ou contentieux.
Tout recours est à considérer comme une demande au sens de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leur relation avec l'administration. Il doit donc être adressé en recommandé avec accusé de réception.

Les voies administratives sont les suivantes :
- recours gracieux, adressé au préfet de l'Yonne ;
- recours hiérarchique, adressé au ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement.

Dans ces deux cas, l'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet. Cette décision peut elle-même être déférée au tribunal administratif de Dijon, dans les deux mois suivants.

La voie contentieuse est la suivante :
- recours contentieux, en saisissant le tribunal administratif de Dijon (22 rue d'Assas – 21000 DIJON).

L'exercice d'un recours administratif interrompt le délai de recours contentieux. Ce dernier reprend à compter de la réception de la décision administrative ou du rejet implicite.

ARTICLE 6 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Yonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne, le directeur départemental des territoires de l'Yonne, les maires des communes de Sens, Saint-Clément et Saint-Denis-les-Sens, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Auxerre, le 05 SEP. 2011

Le Préfet,

Jean-Paul BONNETAIN

**COMMUNAUTE DE COMMUNES DU SENONAIS**

---

**PLAN DE PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES**
**CHEMETALL à SENS**

---

# CERTIFICAT D'AFFICHAGE ET DE MISE A DISPOSITION

---

Je soussigné,....., président de la communauté de communes du sénonais certifie que l'arrêté portant approbation du plan de prévention des risques technologiques pour l'établissement CHEMETALL a été affiché le ..... pour une durée de 1 mois.

En outre, une copie du plan de prévention des risques technologiques a été mis à la disposition du public depuis le .....

**Fait à ....., le.....**

**Le président,**

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'YONNE

Direction Départementale
Des Territoires

Service de l'urbanisme,
de l'habitat
et du renouvellement urbain

Unité atelier urbanisme

Affaire suivie par
Corinne HORS
Tél :03 86 48 41 57

corinne.hors@yonne.gouv.fr

Auxerre, le 09 JUIL. 2013

Le Préfet de l'Yonne

à

Monsieur le Maire de Villeneuve
sur Yonne

OBJET : porter à connaissance « risques technologiques »
Société Air Liquide à Villeneuve sur Yonne

La société AIR LIQUIDE exploite une installation classée dans l'enceinte de son établissement implanté sur la commune de Villeneuve sur Yonne.

En application des dispositions de l'article L. 121-2 du code de l'urbanisme, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance les informations suivantes nécessaires à l'exercice de vos compétences en matière d'urbanisme.

# SOMMAIRE

1) Connaissance des aléas technologiques ..... 3

1.A- présentation de l'établissement ..... 3

1.B- Aléas technologiques ..... 5
1.B.1- Tuyauterie de propylène liquide ..... 5
1.B.2- Réservoir de propylène ..... 6
1.B.3- Synthèse ..... 8

2) Préconisations en matière d'urbanisme ..... 8

2.A- Préconisations relatives aux phénomènes dangereux de probabilité C : ..... 8

2.B- Préconisations relatives aux phénomènes dangereux de probabilité E : ..... 9

3) Conclusions ..... 10

# 1) Connaissance des aléas technologiques

## 1.A-présentation de l'établissement

La société AIR LIQUIDE exploite depuis 1958 un établissement situé sur le territoire de la commune de VILLENEUVE-SUR-YONNE. Les activités principales du site sont :

- le garnissage de bouteilles d'acétylène,
- le conditionnement, le stockage et la distribution de gaz industriels,
- l'assemblage de postes de soudage,
- l'épreuve et l'équipement de bouteilles de petite capacité.

Les activités du site sont régulièrement autorisées et réglementées par l'arrêté préfectoral n°PREF-DCLD-B1-1996-050 du 9 février 1996. Des évolutions de la nomenclature et des activités du site induisent des changements dans la liste des activités autorisées par arrêté préfectoral.

La liste de ces activités mises à jour est établie comme suit :

| *Numéro de ligne* | *Désignation de l'activité* | *Numéro de rubrique* | *Paramètre de classement* | *Classement* |
|---|---|---|---|---|
| 14 | Stockage et emploi d'acétylène | 1418-2 | Stockage et emploi de cadres sources représentant 1,4 tonnes au maximum<br>Stockage et saturation de bouteilles représentant 2 tonnes au maximum<br>Stockage de bouteilles et cadres représentant 7 tonnes au maximum<br>**Capacité totale : 10,4 tonnes** | A |
| 12 | Installation de remplissage ou de distribution de gaz inflammables liquéfiés | 1414-1 | Installation de remplissage de bouteilles de propylène (kyrène) | A |
| 15b | Installation de réfrigération ou compression | 2920-2-b | Compresseurs d'air (110 kW)<br>Surpresseur de gaz inerte (8 kW)<br>**Puissance totale absorbée : 118 kW** | D |
| 13 | Stockage ou emploi d'hydrogène | 1416-3 | Stockage de bouteilles et cadres d'hydrogène gazeux comprimé<br>**Capacité totale : 500 kg** | D |
| 11 | Emploi ou stockage d'oxygène | 1220-3 | 1 réservoir d'oxygène liquéfié de 50 000 litres soit 51 tonnes<br>stockage et remplissage de bouteilles et cadres d'oxygène | D |

| *Numéro de ligne* | *Désignation de l'activité* | *Numéro de rubrique* | *Paramètre de classement* | *Classement* |
|---|---|---|---|---|
| | | | gazeux comprimé représentant 20 tonnes au maximum<br>**Capacité totale : 71 tonnes** | |
| 1 | Emploi de matières abrasives | 2575 | Machines de grenaillage de l'atelier garnissage et de l'atelier petites bouteilles<br>**Puissance : 34 kW** | D |
| 15a | Installation de réfrigération ou compression | 2920-1-b | Compresseurs d'acétylène (29,5 kW)<br>Pompe de propylène (2,2 kW)<br>Pompe d'acétone (11,5 kW)<br>**Puissance totale absorbée : 44 kW** | DC |
| 10 | Emploi ou stockage de l'ammoniac en récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 50 kg | 1136-A-2-c | Stockage de bouteilles de capacité unitaire 44 kg<br>**Capacité totale : 1 tonne** | DC |
| 8 et 9 | Application, séchage, cuisson sur support quelconque de peintures | 2940-2-b | Application de peinture sur bouteilles par pulvérisation à froid<br>**Quantité totale consommée : 75 kg/jour** | DC |
| 4 et 5 | Stockage en réservoirs manufacturés de gaz inflammables | 1412-2-b | 2 réservoirs de propane de 5 t et 1 t<br>1 réservoir de propylène de 7 t<br>1500 bouteilles de propylène de 1 kg chacune<br>**Total : 14,5 tonnes** | DC |
| 3 | Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables | 1432-2-b | 1 réservoir enterré de 50 $m^3$ d'acétone<br>1 citerne aérienne de fioul domestique de 2,5 $m^3$<br>2 stockages aériens de peintures et diluants de 2 $m^3$ chacun<br>1 réservoir aérien de 4 $m^3$ de diméthylformamide<br>**Capacité équivalente totale : 15,3 $m^3$** | DC |
| 2 | Installation de combustion | 2910-A-2 | 8 fours à circulation d'air chaud de 0,25 MW chacun<br>4 fours à circulation d'air chaud de | DC |

| *Numéro de ligne* | *Désignation de l'activité* | *Numéro de rubrique* | *Paramètre de classement* | *Classement* |
|---|---|---|---|---|
| | | | 0,75 MW chacun<br>9 chaudières à gaz de 1,3 MW au total<br>**Puissance totale : 6,3 MW** | |
| 16 | Atelier de charge d'accumulateur | 2925 | 4 postes de charge pour chariots élévateurs<br>Puissance totale : 25 kW | NC |
| 7 | Installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables | 1434-1 | Débit de distribution d'acétone dans l'atelier de saturation : 0,5 $m^3/h$ | NC |
| 6 | Installation de mélange à froid de liquides inflammables | 1433-A | Quantité maximale présente dans l'atelier : 1,6 tonnes | NC |
| Fabrication de ciment chaux et plâtre | | 2520 | Capacité de production :<br>0,5 tonne par jour<br>(1 four de calcination de calcaire de 0,5 MW) | NC |
| Station de transit de produits minéraux pulvérulents non ensachés tels que ciments, plâtre, chaux et sables fillérisés | | 2516 | Capacité totale des silos de calcaire et de chaux : 54 tonnes soit 43 $m^3$ | NC |

Pour l'activité de stockage et d'emploi d'acétylène (rubrique 1418), soumise à autorisation, la quantité maximale stockée est supérieure au seuil intermédiaire de cette rubrique donné par l'arrêté du 10 mai 2000 et qui est de 5 tonnes. La règle d'addition des substances et préparations dangereuses des rubriques 1220, 1412, 1416, 1418, et 1432 (annexe 2 de l'arrêté du 10 mai 2000) s'applique à cet établissement. De ce fait, **l'établissement est classé SEVESO seuil bas.**

## 1.B-Aléas technologiques

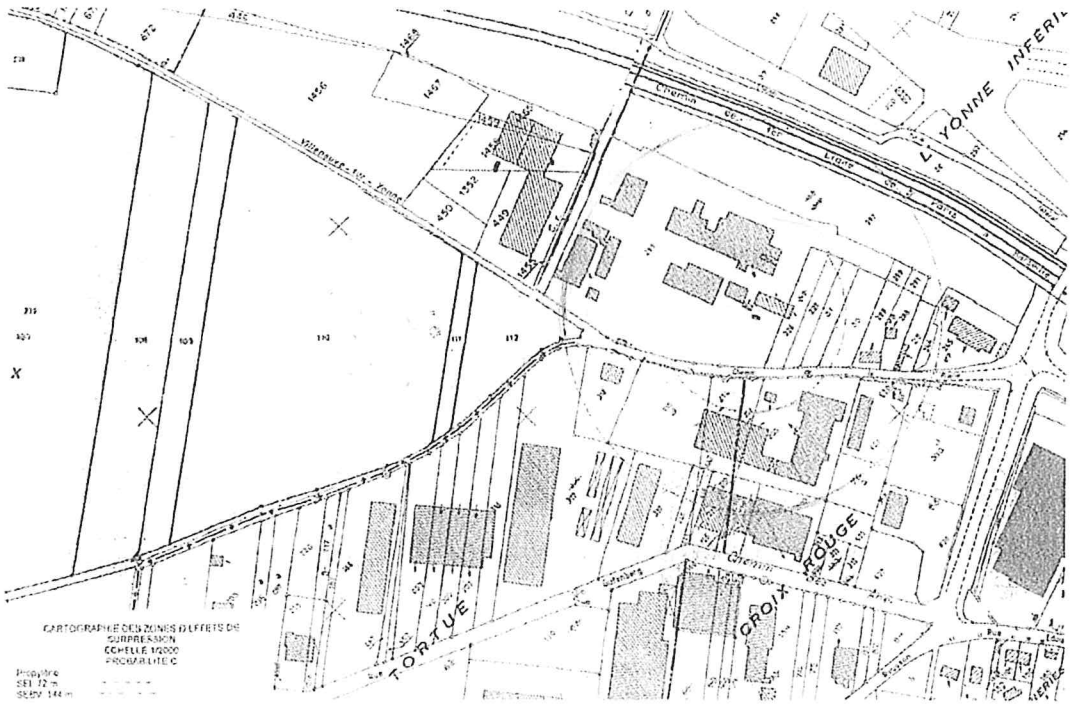
### 1.B.1-Tuyauterie de propylène liquide

L'installation de distribution de propylène liquide (tuyauterie) est soumise à autorisation au titre de la rubrique 1414-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

La révision de l'étude des dangers en date du 1er mai 2010 a déterminé les conséquences de la rupture totale du piquage de soutirage liquide du réservoir de propylène. Ce scénario induit des effets thermiques et de surpression. La probabilité qu'un tel phénomène se produise a été classé C par l'exploitant, c'est-à-dire « *événement improbable : événement similaire déjà rencontré dans le secteur d'activité ou dans ce type d'organisation au niveau mondial sans que les éventuelles corrections intervenues depuis apportent une garantie de réduction significative de sa probabilité* » d'après l'arrêté ministériel du 29 septembre.

D'après les résultats de l'étude de dangers, les effets irréversibles de surpression dépassent des limites de propriété dans un rayon de 72 mètres autour de la tuyauterie ; les effets de bris de vitre dépassent des limites de propriété dans un rayon de 144 mètres autour de la tuyauterie.

La représentation graphique de ces distances d'effets est reprise ci-après :




## 1.B.2-Réservoir de propylène

L'installation de stockage de propylène est soumise à déclaration au titre de la rubrique 1412-2-b de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Comme indiqué précédemment, les effets d'une telle installation ne font pas partie du porter à connaissance. Néanmoins, la rupture du réservoir de propylène peut générer des effets sur les structures dans un rayon de 16 mètres. Compte tenu de la proximité de la tuyauterie de propylène, cette dernière pourrait être concernée par un effet domino. Il y a donc lieu de considérer ce phénomène dangereux comme événement initiateur d'un phénomène dangereux pouvant avoir lieu sur une installation soumise à autorisation.

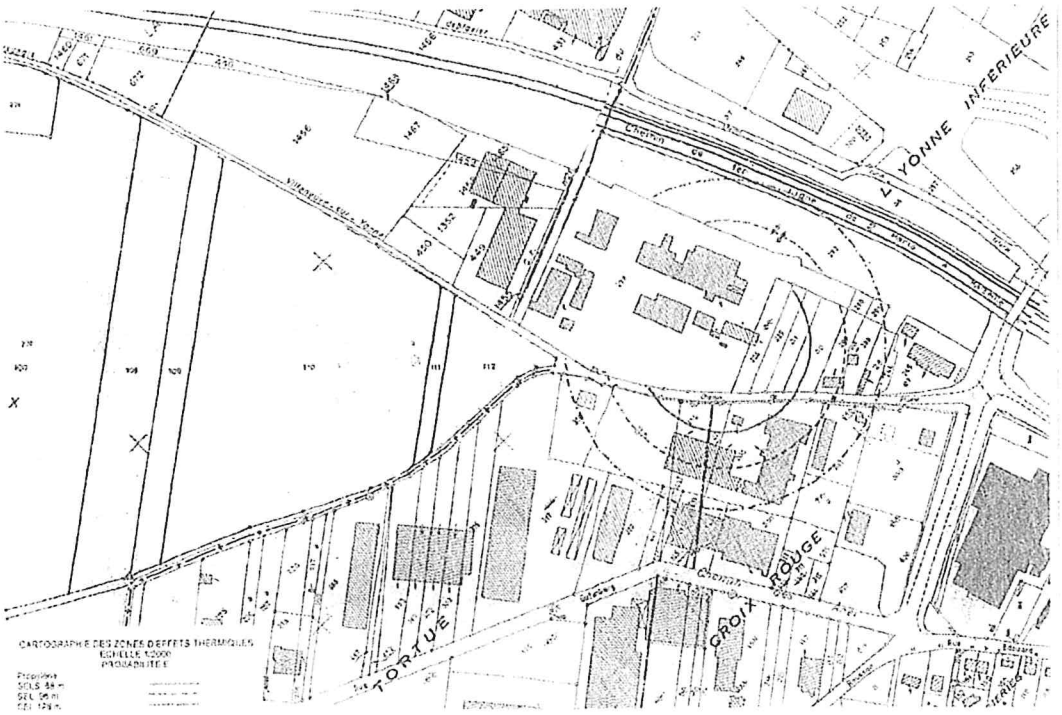
La révision de l'étude des dangers en date du 1er mai 2010 a déterminé les conséquences de la rupture du réservoir de propylène. Ce scénario induit des effets thermiques et de surpression. La probabilité qu'un tel phénomène se produise a été classée E par l'exploitant, c'est-à-dire « *événement possible mais extrêmement peu probable : n'est pas impossible au vu des connaissances actuelles mais non rencontré au niveau mondial sur un très grand nombre d'années installations* » d'après l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005.

D'après les résultats de l'étude de dangers du 1er mai 2010, les effets thermiques dépassent des limites de propriété :

- pour les effets létaux significatifs, dans un rayon de 68 mètres autour du réservoir
- pour les effets létaux, dans un rayon de 96 mètres autour du réservoir

- pour les effets irréversibles, dans un rayon de 128 mètres autour du réservoir

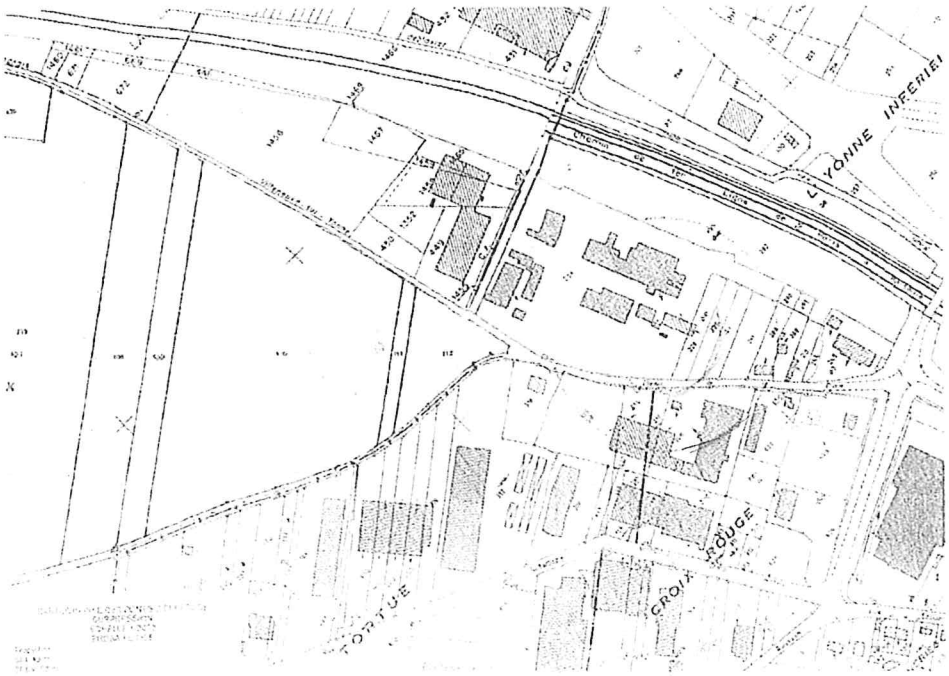
La représentation graphique de ces distances d'effets est reprise ci-après :




De même, les effets de surpression dépassent des limites de propriété :

- pour les effets irréversibles, dans un rayon de 49 mètres autour du réservoir
- pour les effets indirects par bris de vitre, dans un rayon de 98 mètres autour du réservoir

La représentation graphique de ces distances d'effets est reprise ci-après :



I.B.3-**Synthèse**

| Phénomène dangereux | Probabilité associée | Effets létaux significatifs | Effets létaux | Effets irréversibles | Effets indirects par bris de vitre |
|---|---|---|---|---|---|
| Rupture tuyauterie de propylène (surpression) | C | À l'intérieur des limites de propriété | À l'intérieur des limites de propriété | 72 mètres | 144 mètres |
| Rupture réservoir propylène (surpression) | E | À l'intérieur des limites de propriété | À l'intérieur des limites de propriété | 49 mètres | 98 mètres |
| Rupture réservoir propylène (thermique) | E | 68 mètres | 96 mètres | 128 mètres | - |

# 2) Préconisations en matière d'urbanisme

Conformément à la Circulaire DPPR/SEI2/FA-07-0066 du 04/05/2007, relative au porter à connaissance "risques technologiques" et maitrise de l'urbanisation autour des installations classées et compte-tenu des risques technologiques précités, il y a lieu de formuler les préconisations suivantes en matières d'urbanisme.

Les actes d'occupation ou d'utilisation du sol sont concernés par ces préconisations sans délais. Le document d'urbanisme de votre commune devra quant à lui être modifié ou révisé dans un délai raisonnable.

## 2.A-Préconisations relatives aux phénomènes dangereux de probabilité C :

Source(s) de phénomène(s) dangereux de probabilité C :

- Tuyauterie de propylène liquide en cas de rupture totale du piquage de soutirage liquide du réservoir de propylène.

Phénomène(s) dangereux de probabilité C généré(s) :

- Effets thermiques :
  Ils ne dépassent pas les limites de propriété d'Air liquide.

- Effets de surpression :
  Ils dépassent les limites de propriété d'Air liquide en générant :
  1°) des effets irréversibles dans un rayon de 72 m autour de la source du phénomène.

2°) des effets indirects (ex : bris de vitres) dans un rayon de 144 m autour de la source du phénomène.

Préconisations à respecter :
1°) Dans les zones exposées aux effets irréversibles de surpression (ie dans un rayon de 72 m autour de la source du phénomène) :
2°) L'aménagement ou l'extension de constructions existantes est possible.
3°) L'autorisation de nouvelles constructions est possible, sous réserve de ne pas augmenter la population exposée.
4°) Les changements de destination sont possibles, sous réserve de ne pas augmenter la population exposée.
5°) Dans les zones exposées aux effets indirects de surpression (i dans un rayon de 144 m autour de la source du phénomène) :
6°) L'autorisation de nouvelles constructions est possible en respectant les dispositions suivantes, devant par ailleurs être introduites dans les règles d'urbanisme du PLU : imposer à la construction d'être adaptée à l'effet de surpression.

## 2.B-Préconisations relatives aux phénomènes dangereux de probabilité E :

Source(s) de phénomène(s) dangereux de probabilité E :

- Réservoir de propylène liquide en cas de rupture du réservoir, ce qui entraîne un effet sur les structures dans un rayon de 16 m et donc un effet domino sur la tuyauterie de propylène, compte tenu de sa proximité.

Phénomène(s) dangereux de probabilité E généré(s) :

- Effets thermiques :
  Ils dépassent les limites de propriété d'Air liquide en générant :
  - des effets létaux significatifs dans un rayon de 68 m autour du réservoir de propylène.
  - des effets létaux dans un rayon de 96 m autour du réservoir de propylène.
  - des effets irréversibles dans un rayon de 128 m autour du réservoir de propylène.

- Effets de surpression :
  Ils dépassent les limites de propriété d'Air liquide en générant :
  - des effets irréversibles dans un rayon de 49 m autour du réservoir de propylène.
  - des effets indirects (ex : bris de vitres) dans un rayon de 98 m autour du réservoir de propylène.

Préconisations à respecter :

- Dans les zones exposées aux effets létaux significatifs thermiques (ie dans un rayon de 68 m autour du réservoir de propylène) :
  - Toute nouvelle construction est interdite à l'exception d'installations industrielles directement en lien avec l'activité à l'origine du risque, d'aménagements et d'extensions d'installations existantes ou de nouvelles installations classées soumises à autorisation compatible avec cet environnement (notamment au regard des effets dominos et de la gestion des situations d'urgence.

- Dans les zones exposées aux effets létaux thermiques (ie dans un rayon de 96 m autour du réservoir de propylène) :
    - L'aménagement ou l'extension de constructions existantes est possible.
    - L'autorisation de nouvelles constructions est possible, sous réserve de ne pas augmenter la population exposée.
    - Les changements de destination sont possibles sous réserve de ne pas augmenter la population exposée.

- Dans les zones exposées aux effets irréversibles ou indirects de surpression (ie dans un rayon respectivement de 49 m ou 98 m autour du réservoir de propylène) :
    - L'autorisation de nouvelles constructions est possible en respectant les dispositions suivantes, devant par ailleurs être introduites dans les règles d'urbanisme du PLU : imposer à la construction de permettre de réduire la vulnérabilité des projets aux effets de surpression.

- Dans les zones exposées aux effets irréversibles thermiques (ie dans un rayon de 128 m autour du réservoir de propylène) :
    - L'autorisation de nouvelles constructions est possible.

## 3) Conclusions

Conformément aux dispositions de l'article L 121-1 du code de l'urbanisme, le P.L.U. détermine les conditions permettant d'assurer, dans le respect des objectifs du développement durable (...) la prévention des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toutes natures.

Conformément aux dispositions de l'article R 111-2 du code de l'urbanisme, un projet d'autorisation d'occupation du sol peut être refusé ou n'être qu'accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique du fait de sa situation, de ses caractéristiques, de son importance ou de son implantation à proximité d'autres installations.

Compte tenu des incertitudes liées à l'évaluation des risques et à la délimitation des distances d'effets qu'elles engendrent, des dommages aux biens et aux personnes ne peuvent être totalement exclus au-delà des périmètres définis. Ainsi, il convient d'être vigilant et prudent sur les projets en limite de zone d'exposition aux risques et d'éloigner autant que possible les projets importants ou sensibles.

Pour le Préfet,
Et par délégation,
Le directeur départemental des territoires adjoint,

Jean-Luc SAGNARD

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'YONNE

**ARRÊTÉ N° PREF-CAB-SSI-2012-0241**
du 27 avril 2012
**portant approbation du Plan de Prévention des Risques Technologiques (P.P.R.T.) de l'établissement PSV**
sur le terrtoire de la commune de VÉRON

**Le Préfet de l'Yonne**
**Chevalier de la Légion d'Honneur,**

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.123-1 à L.123-16, L.515-15 à L.515- 25, R.515-39 à R.515-50, D.125-29 à D.125-34 ;

VU le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.211-1, L.230-1 et L.300-2 ;

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment ses articles L.15-6 à L.15-8 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral n° 70718009700032 du 1er juin 1981 portant autorisation d'exploiter par la société Dagril un établissement de stockage et distribution de produits phytosanitaires à Véron ;

VU l'arrêté préfectoral n° PREF-DCDD-0229 du 12 mai 2006 portant autorisation d'exploiter une installation de stockage de produits destinés à l'agriculture par la société PSV sur le territoire de la commune de Véron ;

VU l'arrêté préfectoral n° PREF-CAB-2009-0763 du 10 décembre 2009 portant prescription d'un plan de prévention des risques technologiques concernant l'établissement PSV sis sur le territoire de la commune de Véron et impactant le territoire de la commune de Véron ;

VU les arrêtés préfectoraux n° PREF/DCDD/2010/0005 du 4 janvier 2010 et PREF/DCDD/2011/0124 du 4 mai 2011 portant prescriptions complémentaires applicables à la société PSV, concernant ses installations situées sur le territoire de la commune de Véron ;

VU les arrêtés préfectoraux n° PREF-CAB-2011-0235 du 10 juin 2011, PREF-CAB-2011-0338 du 9 décembre 2011 et PREF-CAB-SSI-2012-0046 du 8 février 2012 prorogeant le délai d'approbation du plan de prévention des risques technologiques pour l'établissement PSV à Véron ;

VU l'arrêté préfectoral n° PREF/CAB/2006-0016 du 13 janvier 2006 portant création du comité local d'information et de concertation de la société PSV à Véron ;

VU l'arrêté préfectoral n° PREF-CAB-SIACED-2011-0037 du 31 janvier 2011 portant renouvellement des membres du comité local d'information et de concertation de la société PSV à Véron ;

VU l'arrêté préfectoral n° DDT/SERI/2011/074 du 25 juillet 2011 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique relative au plan de prévention des risques technologiques concernant l'établissement PSV sis sur le territoire de la commune de Véron et impactant le territoire de la commune de Véron ;

VU la circulaire ministérielle du 26 avril 2005 relative aux comités locaux d'information et de concertation ;

VU la circulaire interministérielle du 27 juillet 2005 relative au rôle des services de l'équipement dans les domaines de la prévention des risques technologiques et naturels ;

VU la circulaire ministérielle du 10 mai 2010 récapitulant les règles méthodologiques applicables aux études de dangers, à l'appréciation de la démarche de réduction du risque à la source et aux plans de prévention des risques technologiques dans les installations classées en application de la loi du 30 juillet 2003, circulaire abrogeant et remplaçant notamment la circulaire du 3 octobre 2005 relative à la mise en œuvre des plans de prévention des risques technologiques (PPRT) et la circulaire du 29 septembre 2005, modifiée, relative aux critères d'appréciation de la démarche de maîtrise des risques d'accidents susceptibles de survenir dans les établissements dits «SEVESO » ;

CONSIDERANT l'étude de dangers de l'établissement PSV mise à jour et complétée en dernier lieu le 24 juin 2009 ;

CONSIDERANT l'étude technico-économique du 11 août 2010 établie par la société PSV en vue d'étudier les mesures complémentaires de réduction du risque à la source ;

CONSIDERANT l'avis du conseil municipal de la commune de Véron relatif aux modalités de la concertation autour du projet de PPRT par délibération du 20 novembre 2009 ;

CONSIDERANT le bilan de la concertation en date du 4 février 2011 ;

CONSIDERANT les avis émis par les personnes et organismes associés dont font partie la société PSV, le maire de la commune de Véron ou son représentant, les membres du Comité Local d'Information et de Concertation de la société PSV, le président du conseil général ou son représentant, le président du conseil régional ou son représentant, sur le projet de plan de prévention des risques technologiques considéré ;

CONSIDERANT l'avis favorable au projet de PPRT du Comité Local d'Information et de Concertation (CLIC) lors de sa réunion du 30 juin 2011 ;

CONSIDERANT les conclusions de l'enquête publique qui s'est déroulée du 6 septembre au 7 octobre 2011 inclus, et l'avis favorable du commissaire enquêteur pour le PPRT figurant dans son rapport en date du 26 octobre 2011, reçu en préfecture le 27 octobre 2011 ;

CONSIDERANT que des installations de l'établissement de la société PSV implanté sur le territoire de la commune de Véron figurent sur la liste prévue au IV de l'article 515-8 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT les mesures complémentaires de réduction du risque à la source imposées par l'arrêté préfectoral PREF-DCPP-2011-0124 du 4 mai 2011 ;

CONSIDERANT qu'une partie de la commune de Véron est susceptible d'être soumise aux effets toxiques et thermiques de phénomènes dangereux pouvant survenir en cas d'accident dans l'établissement PSV ;

CONSIDERANT la liste des phénomènes dangereux issus de l'étude de dangers de l'établissement PSV et la nécessité de limiter l'exposition des populations aux effets des phénomènes dangereux ;

CONSIDERANT que les mesures techniques et organisationnelles prévues par le PPRT, notamment avec la mise en œuvre du plan de protection des personnes, permettent de limiter l'exposition des populations aux effets des phénomènes dangereux dans le périmètre d'exposition aux risques ;

CONSIDERANT que les aménagements apportés au règlement suite aux travaux avec les riverains concernés et les personnes et organismes associés postérieurement à l'enquête publique ne sont pas de nature à remettre en cause la stratégie du PPRT ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture, du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne, et du directeur départemental des territoires de l'Yonne ;

## ARRÊTE :

### ARTICLE 1er :

Le plan de prévention des risques technologiques (P.P.R.T.) pour l'établissement PSV à Véron et concernant le territoire de la commune de Véron, annexé au présent arrêté, est approuvé.

### ARTICLE 2 :

Le plan de prévention des risques technologiques comprend :

- une note de présentation décrivant les installations à l'origine du risque, la nature et l'intensité de celui-ci et exposant les raisons qui ont conduit à délimiter le périmètre d'exposition aux risques,

- un plan de zonage réglementaire faisant apparaître le périmètre d'exposition aux risques et les zones et secteurs mentionnés respectivement aux articles L.515-15 et L.515-16 du code de l'environnement,

- un règlement comportant en tant que de besoin pour chaque zone ou secteur :
  - Les mesures d'interdiction et les prescriptions mentionnées au I de l'article L.515-16 du code de l'environnement.
  - Les mesures de protection des populations prévues au IV de l'article L.515-16 du code de l'environnement.

- un cahier de recommandations tendant à renforcer la protection des populations formulées en application du V de l'article L.515-16 du code de l'environnement.

**ARTICLE 3** :

Ce plan de prévention des risques technologiques vaut servitude d'utilité publique au sens de l'article L.126-1 du code de l'urbanisme et devra être annexé au P.L.U. de la commune de Véron dans un délai de trois mois.

**ARTICLE 4 :**

Le plan de protection des personnes défini au règlement peut être mis en œuvre selon les modalités précisées dans le règlement sous 6 mois par les entreprises SIRLAM et TOURSOR et autres entités liées opérationnellement.

L'ensemble du personnel concerné est entraîne aux opérations prévues dans ce plan au moins une fois par an.

**ARTICLE 5 :**

Le présent arrêté sera adressé aux personnes et organismes associés.

Le présent arrêté sera publié par voie d'affichage dans la mairie de Véron pendant une durée d'un mois.

Mention de cet affichage sera publiée dans un journal diffusé dans le département.

Il sera en outre publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de l'Yonne.

Une copie du Plan de Prévention des Risques Technologiques est tenue à disposition du public :
- à la mairie de Véron ;
- à la direction départementale des territoires de l'Yonne ;
- à la préfecture de l'Yonne ;
- par voie électronique sur le site internet de la préfecture de l'Yonne et de la direction départementale des territoires de l'Yonne.

**ARTICLE 6** : Voies de recours

Dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil des actes administratifs, le présent arrêté est susceptible de recours administratifs, ou contentieux.
Tout recours est à considérer comme une demande au sens de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leur relation avec l'administration. Il doit donc être adressé en recommandé avec accusé de réception.

Les voies administratives sont les suivantes :

- recours gracieux, adressé au préfet de l'Yonne ;
- recours hiérarchique, adressé au ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement.

Dans ces deux cas, l'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet. Cette décision peut elle-même être déférée au tribunal administratif de Dijon, dans les deux mois suivants.

La voie contentieuse est la suivante :

- recours contentieux, en saisissant le tribunal administratif de Dijon (22 rue d'Assas – 21000 DIJON).

L'exercice d'un recours administratif interrompt le délai de recours contentieux. Ce dernier reprend à compter de la réception de la décision administrative ou du rejet implicite.

**ARTICLE 7** :

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de l'Yonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne, le directeur départemental des territoires de l'Yonne, le maire de la commune de Véron, les Directeurs des entreprises PSV ainsi que les sociétés SIRLAM et TOURSOR et les entités liées fonctionnellement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Auxerre, le 27 AVR. 2012

Le PREFET,

Jean-Paul BONNETAIN

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'YONNE

# PLAN DE PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

PSV À VÉRON



# PLAN DE ZONAGE RÉGLEMENTAIRE

Approuvé le 27 AVR. 2012

par arrêté préfectoral n° PREF-CAB-SSI-2012-0241

*Direction départementale des territoires de l'Yonne*
*3 Rue Monge*
*B.P. 79*
*89011 AUXERRE Cedex*

*Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne*
*B.P. 27805*
*21078 DIJON Cedex*

# PLAN DE ZONAGE RÉGLEMENTAIRE

**PPRT DE PSV À VÉRON (89)**

Périmètre d'exposition aux risques
Zone grise G
Zone rouge foncé R
Zone bleu foncé B1
Zone bleu foncé B2

0 10 40
mètres

N

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'YONNE

# PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (PPRT)

## PSV à VÉRON

## Commune de Véron



# RÈGLEMENT

Approuvé le 27 AVR. 2012

par arrêté préfectoral n° PREF-CAB-SSI-2012-0241

*Direction départementale des territoires de l'Yonne*
*3 Rue Monge*
*B.P. 79*
*89011 AUXERRE Cedex*

*Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne*
*B.P. 27805*
*21078 DIJON Cedex*

# SOMMAIRE

**TITRE I DISPOSITIONS GÉNÉRALES....3**

CHAPITRE I : CHAMP D'APPLICATION....3
CHAPITRE II : APPLICATION ET MISE EN OEUVRE DU PPRT....4

**TITRE II RÈGLEMENTATION DES PROJETS....5**

CHAPITRE I : PRÉAMBULE....5
CHAPITRE II : DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE « G » (GRISE)....5
CHAPITRE III : DISPOSITIONS APPLICABLES À LA ZONE « R » (ROUGE FONCÉ)....6
CHAPITRE IV : DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES «B1» ET «B2» (BLEU FONCÉ)....7

**TITRE III MESURES FONCIÈRES....11**

**TITRE IV MESURES DE PROTECTION DES POPULATIONS....12**

CHAPITRE I : RENFORCEMENT DE L'EXISTANT....12
CHAPITRE II : CONDITIONS PARTICULIÈRES D'UTILISATION ET D'EXPLOITATION....13
CHAPITRE III : MESURES RELATIVES À LA PROTECTION ET INFORMATION DES POPULATIONS....15

**TITRE V : SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE....16**

# TITRE I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

## CHAPITRE I : CHAMP D'APPLICATION

### Article 1 – Objet du PPRT

Le présent règlement s'applique aux parties du territoire de la commune de Véron délimitées dans le plan de zonage règlementaire et soumises aux risques technologiques présentés par l'établissement PSV.

Il a pour objet de limiter les conséquences d'un accident susceptible de survenir sur les installations exploitées par la société PSV et pouvant entraîner des effets sur la salubrité, la santé et la sécurité publiques.

En application de la loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages codifiée aux articles L.515-15 et suivants du code de l'environnement et de son décret d'application n° 2005-1133 du 7 septembre 2005 relatif aux Plans de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) codifié aux articles R. 515-39 et suivants du code de l'environnement, le présent règlement fixe les dispositions relatives aux biens et aux usages.

### Article 2 – Portée du PPRT

Le règlement du PPRT est opposable à toute personne publique ou privée qui désire entreprendre des constructions, installations, travaux ou activités, sans préjudice des autres dispositions législatives ou règlementaires qui trouveraient à s'appliquer.

Dans toute la zone exposée aux risques technologiques, en vue de ne pas aggraver les risques ou de ne pas en provoquer de nouveaux et d'assurer ainsi la sécurité des personnes, toute opportunité devra être saisie pour réduire la vulnérabilité des constructions, installations et activités existantes à la date de publication du présent document.

Les constructions, installations, travaux ou activités non soumis à un régime de déclaration ou autorisation préalable sont édifiés ou entrepris sous la seule responsabilité de leurs auteurs, dans le respect des dispositions du présent PPRT.

### Article 3 – Délimitation du zonage et principe de règlementation

Le PPRT délimite un **périmètre d'exposition aux risques (PER)** en tenant compte de la nature et de l'intensité des risques technologiques décrits dans les études de dangers et des mesures de prévention mises en œuvre.

Les aléas pris en compte par le présent règlement se décomposent en :

- 3 niveaux d'aléa thermique : Très Fort+ (TF+), Fort+ (F+) et Moyen+ (M+) ;
- 1 niveau d'aléa toxique : Moyen+ (M+).

Conformément à l'article L. 515-16 du code de l'environnement et compte tenu des orientations stratégiques déterminées par les personnes et organismes associés et services instructeurs, le PPRT de PSV délimite, à l'intérieur du périmètre d'exposition au risque, quatre grandes zones de règlementation différente, définies en fonction du type de risques, de leur gravité, de leur probabilité et de leur cinétique :

- la **zone G (grise)**, correspondant à l'emprise de l'établissement à l'origine du risque ;
- la **zone R (rouge foncé),** correspondant au principe d'interdiction stricte ;
- deux **zones B1 et B2 (bleu foncé),** correspondant au principe d'autorisation sous réserves.

Les critères et la méthodologie qui ont déterminé la création de ces différentes zones règlementaires sont exposés dans la note de présentation qui accompagne le présent PPRT.

Dans ces zones, en fonction des types de risques, de leur gravité, de leur probabilité et de leur cinétique, le PPRT :

- règlemente la réalisation d'aménagements, ouvrages, constructions nouvelles et extensions de constructions existantes, en les interdisant ou subordonnant au respect de prescriptions ;
- prescrit des mesures de protection des populations face aux risques encourus, relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, ouvrages, installations, voies de communication et terrains équipés ou aménagés ;
- définit face aux risques encourus les recommandations tendant à renforcer la protection des populations relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, ouvrages, installations, voies de communications et terrains exploités, équipés ou aménagés.

## CHAPITRE II : APPLICATION ET MISE EN OEUVRE DU PPRT

### Article 1 – Effets du PPRT

Le PPRT approuvé vaut servitude d'utilité publique (article L.515-23 du code de l'environnement). Il est porté à la connaissance des maires des communes situées dans le périmètre du plan en application de l'article L.121-2 du code de l'urbanisme. Il est annexé aux plans locaux d'urbanisme, conformément à l'article L.126-1 du même code.

### Article 2 – Conditions de mise en œuvre des mesures de protection des populations

Les mesures de protection des populations doivent être mises en œuvre sous un délai, à compter de la date d'approbation du PPRT, de 5 ans pour les mesures constructives sur les biens et activités, de 6 mois pour les mesures organisationnelles sur les biens et activités et de 1 an pour les mesures relatives aux voies de communication et parkings incombant aux gestionnaires des voies.
Toutefois, pour les constructions régulièrement autorisées ou devenues définitives, le PPRT ne peut imposer que des «aménagements limités» dont le coût reste inférieur à 10 % de la valeur vénale ou moyenne estimée de ces biens.

### Article 3 – Infractions

Les infractions aux prescriptions du PPRT sont punies des sanctions et peines prévues à l'article L.515-24 du Code de l'environnement.

### Article 4 – Révision du PPRT

En fonction de l'évolution des connaissances ou du contexte, le PPRT pourra à tout moment être révisé conformément à la procédure administrative décrite à l'article R.515-47 du Code de l'environnement.

# TITRE II RÈGLEMENTATION DES PROJETS

## CHAPITRE I : PRÉAMBULE

### Article 1 – Définition d'un projet

On entend par «projet» l'ensemble des projets suivants :

- **«Projets nouveaux»** : projets de constructions nouvelles (quelle que soit leur destination : habitation, activité ou ERP), infrastructures nouvelles, ou équipements nouveaux.
- **«Projets sur biens existants»** : projets de réalisations d'aménagements, extensions ou changements de destination de constructions existantes, infrastructures existantes ou équipements existants.

On entend par «existant» l'ensemble des constructions, infrastructures, équipements et usages qui existent à la date d'approbation du PPRT.

### Article 2 – Disposition générale applicable à tout projet soumis à permis de construire

Tout nouveau projet soumis à permis de construire est subordonné à la réalisation d'une étude préalable de conformité au PPRT.

Une attestation établie par l'architecte du projet ou un expert agréé devra certifier la réalisation de cette étude et constater que le projet prend en compte les conditions du PPRT au niveau de sa conception, en application de l'extrait suivant de l'article R.431-16-c du code de l'urbanisme :

*« Le dossier joint à la demande de permis de construire comprend en outre, selon les cas :*
*[...]*
*c) Lorsque la construction projetée est subordonnée par un plan de prévention des risques naturels prévisibles approuvé, ou rendu immédiatement opposable en application de l'article L. 562-2 du code de l'environnement, ou par un plan de prévention des risques technologiques approuvé, à la réalisation d'une étude préalable permettant d'en déterminer les conditions de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation, une attestation établie par l'architecte du projet ou par un expert agréé certifiant la réalisation de cette étude et constatant que le projet prend en compte ces conditions au stade de la conception. »*

## CHAPITRE II : DISPOSITIONS APPLICABLES A LA ZONE « G » (grise)

### Article 1 – Définition de la zone G

La zone G correspond à l'emprise foncière clôturée de l'entreprise à l'origine du risque. Elle est délimitée sur la carte de zonage règlementaire.
Toute modification du périmètre de cette zone grisée nécessite la mise en révision du présent PPRT selon les modalités de l'article R.515-47 du Code de l'environnement.

### Article 2 – Interdictions

Exceptés ceux autorisés dans l'article II.II.3 tous les "projets" sont interdits.

### Article 3 – Autorisations sous réserves

Sont autorisés, sous réserve de l'application des autres règlementations (liées aux Installations Classées pour la protection de l'Environnement, à l'Inspection du travail...) et sous réserve qu'ils n'aggravent pas les risques identifiés dans ce PPRT à l'extérieur du périmètre de la zone G :

- les projets d'infrastructure, d'équipement ou de construction, nouveaux ou sur des biens et activités existants à la date d'approbation du PPRT, en lien direct avec l'activité de l'établissement à l'origine du risque.

## CHAPITRE III : DISPOSITIONS APPLICABLES À LA ZONE « R » (rouge foncé)

### Article 1 – Définition et vocation de la zone R

La zone **R** délimitée sur la carte de zonage règlementaire est soumise à :
- effet thermique pour un niveau d'aléa TF+ ou F+ ;
- nuage toxique pour un niveau d'aléa M+.

Dans la zone **R**, la règle générale est l'interdiction stricte de toute nouvelle construction et de toute augmentation du nombre de personnes exposées.
Cette zone n'a pas vocation à la construction ou installation de nouveaux éléments autres que des ouvrages techniques indispensables aux activités ou industries déjà installées à la date d'approbation du PPRT.

### Article 2 – Projets nouveaux

#### 2.1 – Interdictions

Exceptés ceux autorisés dans l'article II.III.2.2 tous les "projets" sont interdits.

#### 2.2 – Autorisations sous réserves

Sous réserve de :
- respecter la règlementation existante ;
- respecter les règles de construction définies à l'article II.III.4 ;
- nécessité technique impérative motivée par le maître d'ouvrage ;
- ne pas augmenter la population exposée ;
- garantir que l'exposition du personnel demeure limitée.

Sont admis :
- les aménagements ou constructions d'ouvrages techniques indispensables au fonctionnement des activités ou industries déjà installées à la date d'approbation du PPRT ;
- la création de voiries de desserte strictement nécessaires aux activités situées dans ou à proximité de la zone considérée ou à l'acheminement des secours, sous réserve qu'elles n'augmentent ni la fréquentation ni le temps de passage.

### Article 3 – Projets sur biens et activités existants

#### 3.1 – Interdictions

Sont interdits tous les projets sur les biens existants à l'exception de ceux mentionnés à l'article II.III.3.2.

#### 3.2 – Autorisations sous réserve

Sous réserve de :
- respecter la règlementation existante ;
- respecter les règles de construction définies à l'article II.III.4 ;
- nécessité technique impérative motivée par le maître d'ouvrage ;
- ne pas augmenter la population exposée ;
- garantir que l'exposition du personnel demeure limitée.
- ne pas apporter autre chose que ce qui est autorisé à l'article II.III.2.2 concernant les projets nouveaux.

Sont admis :

- les travaux d'entretien ou de réparations ordinaires ;
- la reconstruction de bâtiments sinistrés sous réserve que la destruction ne résulte pas de l'aléa technologique ;
- les changements de destination ;
- l'élargissement ou l'extension de voiries de desserte strictement nécessaires aux activités situées dans ou à proximité immédiate de la zone considérée ou à l'acheminement des secours, sous réserve qu'ils n'augmentent ni la fréquentation ni le temps de passage.

### Article 4 – Règles particulières de construction en zone R

En application du I de l'article L. 515-16 du code de l'environnement, tout projet autorisé par l'article II.III.2.2 ou par l'article II.III.3.2, ultérieurement à la date d'approbation du PPRT, permet d'assurer la protection des occupants contre les effets toxique et thermique.

Objectif à atteindre :

- Aléa thermique : garantir la sûreté des occupants pour un effet thermique continu d'une durée permanente et d'une intensité exprimée en kW/m² et précisément déterminée au droit du projet grâce à une étude spécifique ;
- Aléa toxique : Création d'un local de confinement ou adaptation de la perméabilité du bâti correctement dimensionné avec l'objectif de performance exprimé en coefficient d'atténuation cible de 18 %.

Les protections à mettre en œuvre nécessitent la réalisation d'études spécifiques, menées à partir des données issues des études de danger décrites dans la note de présentation et consultables en préfecture, pour déterminer les intensités réelles au droit du projet.

L'attestation préalable prévue à l'article II.I.2 sera jointe à la demande de permis de construire.

## CHAPITRE IV : DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES «B1» ET «B2» (bleu foncé)

### Article 1 – Définition et vocation des zones «B1» et «B2» (bleu foncé)

Les zones **B1** et **B2** sont des zones de maîtrise de l'évolution de l'urbanisation, afin de ne pas augmenter sensiblement la population exposée aux risques.

La zone «**B1**» délimitée sur la carte de zonage règlementaire est une zone soumise à :

- effet thermique pour un niveau d'aléa M+ ;
- nuage toxique pour un niveau d'aléa M+.

La zone «**B2**» délimitée sur la carte de zonage règlementaire est une zone soumise à :

- nuage toxique pour un niveau d'aléa M+.

### Article 2 – Projets nouveaux

#### 2.1 – Interdictions

Sont interdits :

Tous projets à l'exception de ceux mentionnés à l'article II.IV.2.2.

### 2.2 – Autorisations sous réserve

Sous réserve de :

- respecter la règlementation existante ;
- garantir que l'exposition du personnel demeure sécurisée ;
- respecter les mesures constructives définies à l'article II.IV.4.1 ou les mesures organisationnelles définies à l'article II.IV.4.2 ;
- ne pas induire au sein des zones B1 et B2 une augmentation du nombre de personnes présentes de façon permanente faisant passer le nombre total de ces personnes au-delà de 100, hors personnes concernées par un plan de protection des personnes défini à l'article II.IV.4.2 ;
- faire la démonstration[1] de l'impossibilité d'une implantation alternative dans un secteur moins exposé, à un coût économique et social acceptable et en raison de nécessités fonctionnelles d'exploitation de site ou de logistique ;
- ne densifier que faiblement l'urbanisation existante à la date de première approbation du PPRT en respectant, au sein du périmètre d'exposition aux risques, un coefficient d'emprise au sol inférieur ou égal à 0,4 ainsi qu'une réalisation se limitant au niveau rez-de-chaussée ;
- ne pas créer d'établissement recevant du public (ERP) ;
- ne pas créer de bâtiments à vocation d'habitation.

Sont admis :

- les projets nouveaux d'activité ;
- les projets liés au fonctionnement des services publics ou collectifs à proximité immédiate de la zone considérée ;
- les équipements sans personnel destinés à la production d'énergie renouvelable (ex : cellules photovoltaïques, panneaux solaires, géothermie…) ;
- la création de voiries de desserte strictement nécessaires aux activités situées dans ou à proximité immédiate de la zone considérée ou à l'acheminement des secours, sous réserve qu'elles n'augmentent ni la fréquentation ni le temps de passage ;
- la création de pistes cyclables dédiée aux personnes résidant ou travaillant dans ou à proximité de la zone, sous réserve qu'elles aient pour fonction de sécuriser des déplacements effectués auparavant sur des axes routiers et de ne pas pouvoir les implanter hors zone d'aléa ou dans une zone d'aléa moins intense.

## Article 3 – Projets sur biens et activités existants

### 3.1 – Interdictions

Sont interdits :

Tous aménagements, extensions ou reconstructions à l'exception de ceux mentionnés à l'article II.IV.3.2.

### 3.2 – Autorisations sous réserve

Sous réserve de :

- respecter la règlementation existante ;
- garantir que l'exposition du personnel demeure sécurisée ;
- respecter les mesures constructives définies à l'article II.IV.4.1 ou les mesures organisationnelles définies à l'article II.IV.4.2 ;
- ne pas induire au sein des zones B1 et B2 une augmentation du nombre de personnes présentes de façon permanente faisant passer le nombre total de ces personnes au-delà de 100, hors personnes concernées par un plan de protection des personnes défini à l'article II.IV.4.2 ;
- ne densifier que faiblement l'urbanisation existante à la date de première approbation du PPRT en respectant, au sein du périmètre d'exposition aux risques, un coefficient d'emprise au sol inférieur ou égal à 0,4 ainsi qu'une réalisation se limitant au niveau rez-de-chaussée ;
- ne pas créer d'établissement recevant du public (ERP) ;

1 : *auprès du service instructeur du droit des sols qui sollicitera l'avis des services de la DREAL et de la DDT ayant piloté l'élaboration du présent PPRT.*

- ne pas créer de bâtiments à vocation d'habitation.

Sont admis :

- les projets sur biens existants ;
- les projets liés au fonctionnement des services publics ou collectifs à proximité immédiate de la zone considérée ;
- les travaux d'entretien ou de réparations ordinaires ;
- la reconstruction de bâtiments sinistrés sous réserve que la destruction ne résulte pas de l'aléa technologique ;
- les changements de destination ;
- l'élargissement ou l'extension de voiries de desserte strictement nécessaires aux activités situées dans ou à proximité immédiate de la zone considérée ou à l'acheminement des secours, sous réserve qu'ils n'augmentent ni la fréquentation ni le temps de passage.

## Article 4 – Règles de protection en zones B1 et B2

En application du I de l'article L. 515-16 du code de l'environnement, tout projet autorisé par l'article II.IV.2.2 ou II.IV.3.2 permet d'assurer la protection des occupants contre les effets pour la zone concernée.

A cette fin, l'un des deux moyens définis par l'article II.IV.4.1 ou II.IV.4.2 est à mettre en œuvre.

L'attestation préalable prévue à l'article II.I.2, jointe à la demande de permis de construire, en apportera notamment l'engagement.

### 4.1 – Mesures constructives particulières

Objectif à atteindre :

- Aléa thermique, concernant uniquement la zone B1 : garantir la sûreté des occupants pour un effet thermique continu d'une durée permanente et d'une intensité égale à 5 kW/m² ;
- Aléa toxique, concernant les zones B1 et B2 en cas d'impossibilité d'évacuation hors aléa (pas d'issue du bâtiment située hors aléa) : création d'un local de confinement ou adaptation de la perméabilité du bâti correctement dimensionné avec l'objectif de performance exprimé en coefficient d'atténuation cible de 18 %.

Les protections à mettre en œuvre nécessitent la réalisation d'études spécifiques, menées à partir des données issues des études de danger décrites dans la note de présentation et consultables en préfecture, pour déterminer les intensités réelles au droit du projet.

### 4.2 – Mesures organisationnelles

Le recours à ce moyen de protection est rendu possible par l'arrêté préfectoral d'approbation du PPRT pour des activités démontrant qu'un niveau de protection des personnes équivalent à celui défini à l'article II.IV.4.1, et soumis uniquement à l'aléa toxique, est atteint grâce à des mesures organisationnelles.

Les modalités suivantes de mise en œuvre doivent alors être respectées :

1) L'établissement à l'origine des risques transmet à l'activité impactée toutes les informations suivantes, relatives aux risques en application des dispositions du code de l'environnement et de la directive Seveso, nécessaires à l'élaboration du plan :

- La description générale des phénomènes dangereux retenus pour l'élaboration du PPRT (type d'effet, origine, intensité, cinétique, etc.), ainsi qu'une carte des effets permettant à l'activité impactée de se localiser ;
- La description des mesures qu'il utilise pour la diffusion immédiate de l'alerte auprès de l'activité impactée. A ce sujet, l'efficacité de la transmission de l'alerte et son adaptation afin d'éviter tout risque de confusion avec les alertes PPI (report d'alarme, appel téléphonique redondant, etc.)

devront être justifiées. Ces mesures devront en outre être intégrées au plan d'organisation interne (POI) de l'établissement à l'origine du risque.

2) L'activité impactée se voit instaurer l'obligation d'établir un plan de protection des personnes assorti de la nomination d'une personne chargée de la coordination dudit plan, prévoyant *a minima* :

a) Un volet pédagogique comprenant :

- La description succincte et claire des effets susceptibles d'affecter l'entreprise et des risques associés, ainsi qu'une cartographie permettant de visualiser les zones à risques impactées ;
- La description de l'information et de la formation des personnels concernés ;
- La description des exercices périodiques ;
- L'identification des personnes chargées de la mise en œuvre du plan.

b) Un volet relatif aux mesures de protection des personnes et comprenant :

- La description des conditions efficaces de réception de l'alerte transmise par l'établissement à l'origine des risques ;
- La description des mesures de sécurité et de protection devant être mises en place immédiatement (interruption et mise en sécurité des installations, mise à l'abri des personnels, rassemblement, conditions d'évacuation ou du confinement, vérification de la mise en place du plan, etc.) ;
- L'identification des moyens minimaux à mettre en place, adaptés aux phénomènes dangereux et à leur cinétique (description des éventuels équipements de protection individuels devant être mis à disposition des personnels si nécessaire, notamment ceux travaillant en extérieur ou dans le cas d'une évacuation).

c) Un volet décrivant les modalités dont l'établissement industriel impacté rend compte au préfet et comprenant :

- La description des moyens de communication ;
- Le contenu de l'information permettant de rendre compte au préfet des mesures mises en place sur le site (nombre de personnes évacuées ou confinées, etc.) et de connaître à tout instant les instructions du directeur des opérations de secours.

L'activité impactée pourra justifier du respect de la prescription relative à la coordination du plan de protection des personnes, dans le cas d'une mutualisation de cette fonction, par convention signée entre les parties. Dans le cas où cette mutualisation serait effectuée par l'établissement à l'origine du risque, une convention devra être signée entre la(les) activité(s) impactée(s) et l'établissement à l'origine du risque. Cette convention devra notamment préciser les conditions de respect du plan par la(les) activité(s) impactée(s), le suivi et le contrôle de son application, l'organisation des exercices périodiques et, selon le cas, le rôle de coordonnateur de l'établissement à l'origine des risques pour la mise en œuvre du plan.

Le caractère opérationnel de l'ensemble doit être démontré et les mesures qui découleront de la mise en œuvre de ce principe doivent être applicables et cohérents avec l'organisation des secours prévue au plan particulier d'intervention (PPI) de l'établissement à l'origine des risques. Il doit permettre, au préfet et aux services de secours, de pouvoir être tenu informé en temps réel de l'avancement de la mise à l'abri des personnes concernées pour permettre une action efficace sur les personnes résiduelles exposées ou confinées dans les zones d'effets.

## TITRE III MESURES FONCIÈRES

Le présent règlement ne présente pas de secteur préempté, délaissé ou soumis à l'expropriation.

Toutefois en application du I de l'article L. 515-16 du code de l'environnement, les communes dotées d'un plan d'occupation des sols rendu public ou d'un plan local d'urbanisme approuvé peuvent, par délibération, instituer un droit de préemption urbain sur tout ou partie des zones urbaines et des zones d'urbanisation future délimitées par ce plan, dans les périmètres définis par un plan de prévention des risques technologiques.

# TITRE IV MESURES DE PROTECTION DES POPULATIONS

## CHAPITRE I : RENFORCEMENT DE L'EXISTANT

En application du IV de l'article L. 515-16 du code de l'environnement, pour les biens existants à la date d'approbation du PPRT, et selon leur localisation dans l'une des zones d'aléa, des travaux de réduction de la vulnérabilité doivent être réalisés afin d'assurer la protection des occupants de ces biens contre les effets auxquels ils sont exposés.

Ainsi, pour les biens existants à la date d'approbation du PPRT et inscrits dans les zones B1 et B2, il est rendu obligatoire de mettre en œuvre les prescriptions définies à l'article IV.I.1 ou à l'article IV.I.2.

### Article 1 – Travaux de réduction de la vulnérabilité

Objectif à atteindre :

- Aléa thermique, concernant les biens situés dans la zone B1 : garantir la sûreté des occupants pour un effet thermique continu d'une intensité de 5 kW/m² pour une durée permanente ;
- Aléa toxique, concernant les biens situés dans les zones B1 et B2 en cas d'impossibilité d'évacuation hors aléa (pas d'issue du bâtiment située hors aléa) : création d'un local de confinement ou adaptation de la perméabilité du bâti correctement dimensionné avec l'objectif de performance exprimé en coefficient d'atténuation cible de 18 %.

Si pour un bien donné, le coût de ces travaux dépasse 10 % de sa valeur vénale ou moyenne estimée, des travaux de protection à hauteur de 10 % de cette valeur vénale doivent être mis en œuvre afin de protéger ses occupants avec une efficacité aussi proche que possible de l'objectif précité.

Les travaux sont à réaliser **dans un délai de 5 ans à compter de la date d'approbation du PPRT**.

### Article 2 – Mesures organisationnelles

Le recours à ce moyen de protection est rendu possible par l'arrêté préfectoral d'approbation du PPRT pour des activités démontrant qu'un niveau de protection des personnes équivalent à celui défini à l'article II.IV.4.1, et soumis uniquement à l'aléa toxique, est atteint grâce à des mesures organisationnelles.

Les modalités suivantes de mise en œuvre doivent alors être respectées **dans un délai de 6 mois à compter de la date d'approbation du PPRT** :

1) L'établissement à l'origine des risques transmet à l'activité impactée toutes les informations suivantes, relatives aux risques en application des dispositions du code de l'environnement et de la directive Seveso, nécessaires à l'élaboration du plan :

- La description générale des phénomènes dangereux retenus pour l'élaboration du PPRT (type d'effet, origine, intensité, cinétique, etc.), ainsi qu'une carte des effets permettant à l'activité impactée de se localiser ;
- La description des mesures qu'il utilise pour la diffusion immédiate de l'alerte auprès de l'activité impactée. A ce sujet, l'efficacité de la transmission de l'alerte et son adaptation afin d'éviter tout risque de confusion avec les alertes PPI (report d'alarme, appel téléphonique redondant, etc.) devront être justifiées. Ces mesures devront en outre être intégrées au plan d'organisation interne (POI) de l'établissement à l'origine du risque.

2) L'activité impactée se voit instauré l'obligation d'établir un plan de protection des personnes assorti de la nomination d'une personne chargée de la coordination dudit plan, prévoyant *a minima* :

a) Un volet pédagogique comprenant :

- La description succincte et claire des effets susceptibles d'affecter l'entreprise et des risques associés, ainsi qu'une cartographie permettant de visualiser les zones à risques impactées ;
- La description de l'information et de la formation des personnels concernés ;
- La description des exercices périodiques ;
- L'identification des personnes chargées de la mise en œuvre du plan.

b) Un volet relatif aux mesures de protection des personnes et comprenant :

- La description des conditions efficaces de réception de l'alerte transmise par l'établissement à l'origine des risques ;
- La description des mesures de sécurité et de protection devant être mises en place immédiatement (interruption et mise en sécurité des installations, mise à l'abri des personnels, rassemblement, conditions d'évacuation ou du confinement, vérification de la mise en place du plan, etc.) ;
- L'identification des moyens minimaux à mettre en place, adaptés aux phénomènes dangereux et à leur cinétique (description des éventuels équipements de protection individuels devant être mis à disposition des personnels si nécessaire, notamment ceux travaillant en extérieur ou dans le cas d'une évacuation).

c) Un volet décrivant les modalités dont l'établissement industriel impacté rend compte au préfet et comprenant :

- La description des moyens de communication ;
- Le contenu de l'information permettant de rendre compte au préfet des mesures mises en place sur le site (nombre de personnes évacuées ou confinées, etc.) et de connaître à tout instant les instructions du directeur des opérations de secours.

L'activité impactée pourra justifier du respect de la prescription relative à la coordination du plan de protection des personnes, dans le cas d'une mutualisation de cette fonction, par convention signée entre les parties. Dans le cas où cette mutualisation serait effectuée par l'établissement à l'origine du risque, une convention devra être signée entre la(les) activité(s) impactée(s) et l'établissement à l'origine du risque. Cette convention devra notamment préciser les conditions de respect du plan par la(les) activité(s) impactée(s), le suivi et le contrôle de son application, l'organisation des exercices périodiques et, selon le cas, le rôle de coordonnateur de l'établissement à l'origine des risques pour la mise en œuvre du plan.

Le caractère opérationnel de l'ensemble doit être démontré et les mesures qui découleront de la mise en œuvre de ce principe doivent être applicables et cohérent avec l'organisation des secours prévue au plan particulier d'intervention (PPI) de l'établissement à l'origine des risques. Il doit permettre, au préfet et aux services de secours, de pouvoir être tenu informé en temps réel de l'avancement de la mise à l'abri des personnes concernées pour permettre une action efficace sur les personnes résiduelles exposées ou confinées dans les zones d'effets.

## CHAPITRE II : CONDITIONS PARTICULIÈRES D'UTILISATION ET D'EXPLOITATION

### Article 1 – Interdictions

Cet article précise les interdictions concernant l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, ouvrages, installations, voies de communication et terrains exploités, aménagés ou équipés. Elles concernent toute la zone d'exposition aux risques.

Sont interdits :

- Les aires d'attente et de stationnement des TMD (transports de matières dangereuses), sauf concernant l'attente fonctionnelle des transporteurs desservant l'établissement à l'origine du risque entre 7h00 et 19h00.
- Les arrêts de transports collectifs sans construction d'ouvrage de protection.
- Les itinéraires aménagés pour piétons et cyclistes sans lien avec les activités et industries implantées dans le périmètre d'exposition au risque.
- Les usages, utilisations ou exploitations impliquant des rassemblements ponctuels de personnes, sans lien avec l'activité quotidienne protégée ou autorisée conformément au PPRT, comme par exemple les manifestations commerciales, sportives, culturelles ou autres.

## CHAPITRE III : MESURES RELATIVES À LA PROTECTION ET INFORMATION DES POPULATIONS

### Article 1 – Prescriptions

Les mesures figurant ci-après s'appliquent dans tout le périmètre d'exposition aux risques. Elles sont obligatoires et devront être mises en application dans un délai de 1 an à compter de la date d'approbation du PPRT.

Les responsables de voiries ou parkings ont la charge de mettre en place une signalisation indiquant l'existence d'un risque technologique et les interdictions. Cette signalisation devra *a minima* se composer :

1. de panneaux informant de l'entrée sur des éléments de voiries et aires de stationnement inclus dans un périmètre d'exposition à des risques technologiques et limitant donc cette entrée aux seuls usagers de la zone : riverains, personnes habilitées, secours.

2. De panneaux d'interdiction de stationnement de TMD (transports de matières dangereuses) ne concernant pas l'attente fonctionnelle des transporteurs desservant l'établissement à l'origine du risque entre 7h00 et 19h00.

## TITRE V : SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE

Il s'agit, en vertu de l'article L.515-21 du code de l'environnement, des mesures instituées en application :

- de l'article L.515-8 du même code.
- des servitudes instaurées par les articles L.5111-1 à L.5111-7 du code de la défense.

Le périmètre d'exposition aux risques défini par le présent PPRT n'est pas concerné par ce type de servitude.

En application de l'article L.515-23 du code de l'environnement, le PPRT vaut lui-même servitude d'utilité publique.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE L'YONNE

# PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (PPRT)

## PSV à VÉRON

## Commune de Véron



# Cahier des recommandations

Approuvé le 27 AVR. 2012

par arrêté préfectoral n° PREF-CAB-SSI-2012-0241

*Direction départementale des territoires de l'Yonne*
*3 Rue Monge*
*B.P. 79*
*89011 AUXERRE Cedex*

*Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne*
*B.P. 27805*
*21078 DIJON Cedex*

# SOMMAIRE

PRÉAMBULE....4

I – RECOMMANDATIONS RELATIVES AU RENFORCEMENT DU BÂTI EXISTANT....5

II – RECOMMANDATIONS RELATIVES À L'USAGE DES TERRAINS NUS....5

III – RECOMMANDATIONS RELATIVES AU COMPORTEMENT À ADOPTER....5

## PRÉAMBULE

Les Plans de prévention des risques technologiques (PPRT) sont institués par la loi n° 2003-699 du 30/07/2003 relative à la prévention des risques naturels et technologiques et à la réparation des dommages, codifiée aux articles L.515-15 et suivants du code de l'environnement.

Le contenu des PPRT et les dispositions de leur mise en œuvre sont fixés par le décret n° 2005-1130 du 07/09/2005 relatif aux PPRT, codifié aux articles R.515-39 et suivants du Code de l'environnement.

Extrait de l'article L.515-15 du Code de l'environnement :
*« Ces plans délimitent un périmètre d'exposition aux risques en tenant compte de la nature et de l'intensité des risques technologiques décrits dans les études de dangers et les mesures de prévention mises en œuvre » .*

Extrait de l'article L.515-16 du Code de l'environnement :
*« À l'intérieur du périmètre d'exposition aux risques, les PPRT peuvent, en fonction du type de risques, de leur gravité, de leur probabilité et de leur cinétique :*
*[...]*
*V – Définir des recommandations tendant à renforcer la protection des populations face aux risques encourus et relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des voies de communication et des terrains de camping ou de stationnement de caravanes, pouvant être mises en œuvre par les propriétaires, exploitants et utilisateurs ».*

Dans le but de renforcer la protection des populations face aux risques encourus dans le périmètre d'exposition à l'aléa technologique, le PPRT définit des recommandations qui s'appliquent à l'aménagement, utilisation ou exploitation des constructions, ouvrages, voies de communication et terrains. Ces recommandations peuvent être mises en œuvre par les propriétaires, exploitants ou utilisateurs.

## I – RECOMMANDATIONS RELATIVES AU RENFORCEMENT DU BÂTI EXISTANT

Les travaux de protection des personnes par renforcement des enjeux bâtis existants sont rendus obligatoires par le règlement du PPRT dans la limite de 10 % de la valeur vénale ou moyenne estimée du bien.

Au-delà de cette limite réglementaire des 10 % de la valeur vénale ou moyenne estimée du bien, il est néanmoins recommandé de réaliser l'ensemble des travaux nécessaires pour renforcer le bâti afin de protéger ses occupants contre les effets auxquels ils sont exposés, avec une efficacité aussi proche que possible de l'objectif.

## II – RECOMMANDATIONS RELATIVES À L'USAGE DES TERRAINS NUS

Sur l'ensemble du périmètre réglementé par le PPRT, la commune de Véron a pour recommandation de prescrire des interdictions d'usages des terrains nus, dépourvus à la date d'approbation du PPRT de tout aménagement ou installation, pour ce qui concerne notamment les rassemblements de personnes ou les manifestations sportives, culturelles, commerciales ou autres.

Le PPRT n'a pas vocation à réglementer directement l'utilisation de ces terrains nus, dépourvus de tout aménagement ou installation. En effet, l'organisation d'un rassemblement de personnes ou d'une manifestation sportive, culturelle, commerciale ou autre, sur terrain nu, public ou privé, relève du pouvoir de police du maire ou le cas échéant, selon le type de manifestation, du pouvoir de police du préfet.

## III – RECOMMANDATIONS RELATIVES AU COMPORTEMENT À ADOPTER

En terme de comportement à adopter en cas d'alerte, il est recommandé de respecter précisément les consignes établies par le Plan Particulier d'Intervention (PPI) relatif à l'établissement à l'origine du risque.